

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

n° 46 – 1^{er} mars 2026

Brigades éditoriales de solidarité

Les Brigades éditoriales de solidarité ont été créées au lendemain de l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine. Elles regroupent les éditions Syllepse (Paris), Page 2 (Lausanne), M. Éditeur (Montréal), Spartacus (Paris) et Massari (Italie), les revues New Politics (New York), Les Utopiques (Paris) et ContreTemps (Paris), les sites À l'encontre (Lausanne), Europe solidaire sans frontières (Paris), Trasversales (Madrid) et Presse-toi à gauche (Québec), les blogs Entre les lignes entre les mots (Paris) et Utopia Rossa, ainsi que le Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et le Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

À l'encontre: <https://alencontre.org>

Centre Tricontinental: www.cetri.be

ContreTemps: lesdossiers-contretemps.org

Éditions Page 2: <https://alencontre.org>

Éditions Spartacus: www.syllepse.net/cahiers-spartacus-_r_88_va_1.html

Éditions Syllepse: www.syllepse.net

Massari Editore, www.massarieditore.it

Entre les lignes, entre les mots: <https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com>

Europe solidaire sans frontières: www.europe-solidaire.org

Les Utopiques: lesutopiques.org

M. Éditeur: <https://m-editeur.info>

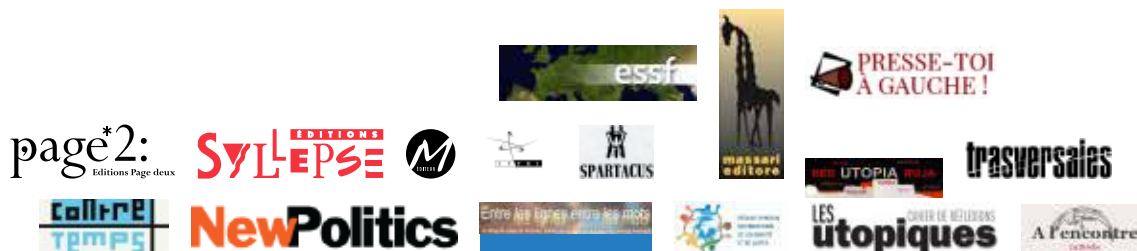
New Politics: newpol.org

Presse-toi à gauche!: www.pressegauche.org

Réseau syndical international de solidarité et de luttes: laboursolidarity.org

Trasversales: www.trasversales.net

Utopia Rossa: <http://utopiarossa.blogspot.com>



ÉDITIONS SYLLEPSE

69, RUE DES RIGOLLES, 75020 PARIS

ISBN: 979-10-399-0371

Illustration de couverture: Katya Gritseva.

Iconographie: collection Brigades éditoriales de solidarité et RESU (p. 8-11, 15, 23, 28, 41, 48, 60-61, 64-86, 99, 107, 112, 118); *Euromaidan* (p. 12); Polina Davydenko (p. 18); *Kyiv Independent* (p. 25); Manon Boltansky et Niko Dix (p. 37); Pierre Chamechaude et Christophe Cordier (p. 43, 45, 47, 51, 58-59); Atelier féministe (p. 88, 91-93); Comité belge du RESU (p. 120); Ukraine CombArt (p. 122-125).

Table des matières

Le David ukrainien résiste toujours au Goliath russe !

YORGOS MITRALIAS

5

Une médaille de la honte pour le CIO

CORRESPONDANCE

9

PAROLES D'UKRAINE

Quatre années de guerre totale

PRIMA DIIA

14

Un socialiste ukrainien est parti à la guerre

ENTRETIEN AVEC TARAS BILOUS

15

Le peuple travailleur d'Ukraine a payé un prix trop élevé pour revenir, dans l'Ukraine d'après-guerre, à la même injustice sociale

SOTSIALNY RUKH

27

Kyiv en état d'urgence : comment le capitalisme sauvage aggrave la destruction

VITALI DUDIN

30

1461 JOURS ET 1461 NUITS

Carnet de voyage en Ukraine

UN FILM DOCUMENTAIRE DE MANON BOLTANSKY ET NICO DIX

36

Des générateurs pour l'Ukraine : une urgence humanitaire

COMITÉ FRANÇAIS DU RESU

40

Les chemins de la liberté

ENTRETIEN AVEC PIERRE CHAMECHAUD ET CHRISTOPHE CORDIER

42

LE 8MARS DES FÉMINISTES D'UKRAINE

Portfolio

63

2025 : une année de luttes féministes

L'ATELIER FÉMINISTE

87

PENDANT LA GUERRE LA LUTTE CONTINUE

Chronique des événements courants

95

PRISES DE POSITION

Faire entendre la voix de l'Ukraine aux élections municipales

104

USA, Ice et Ukraine

104

Sud-Rail soutient les cheminotes

105

Des négociations de paix qui n'en sont pas, qui ne peuvent pas en être!

ANTOINE RABADAN

105

Déclaration des syndicats britanniques

112

L'Ukraine, malgré tout, résiste

FAUSTINO EGUBERRI

114

Kholodomor

ANDRÉ MARKOWICZ

117

Libérez les travailleurs de la centrale nucléaire de Zaporijjia

120

BOÎTE ALERTE

Danser, témoigner, résister

SOPHIE BOUCHET-PETERSEN

122

Des écrivains combattants

VLADIMIR CLAUDE FIŠERA

126

Le David ukrainien résiste toujours au Goliath russe !

Yorgos Mitralias¹

Qui aurait pu prévoir, le 24 ou le 25 février 2022, qu'un an plus tard les Ukrainiens feraient l'objet d'une avalanche de propositions de paix et de cessez-le-feu de leurs ennemis mais aussi de leurs amis ? La réponse n'est pas difficile : pratiquement personne car personne, ennemis mais aussi amis, ne croyait qu'un an plus tard, il y aurait encore un pays indépendant nommé Ukraine en état de négocier sérieusement quoi que ce soit avec la toute puissante Fédération de Russie. En somme, si on parle aujourd'hui de paix, on le doit à la résistance héroïque et totalement « imprévue » du peuple ukrainien à l'agression de l'impérialisme grand-russe, laquelle a fait échouer les plans initiaux tant des uns que des autres².

Voilà ce qu'on écrivait le 22 février 2023 de la guerre de Poutine contre l'Ukraine, à l'occasion du premier anniversaire de l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe. Aujourd'hui, trois ans et trois anniversaires plus tard, bien que

l'armée russe soit désormais en train de prendre l'avantage, sa première et plus substantielle leçon reste pourtant toujours la même : l'Ukraine ou plutôt le peuple ukrainien continue de démentir tous les pronostics initiaux tant des ennemis que des « amis » de l'Ukraine, qui pariaient sur sa défaite et sa soumission à la Russie en l'espace de quelques jours. C'était le temps où le Kremlin, sûr de son triomphe, pourvoyait ses envahisseurs d'un... uniforme de parade en vue de leur imminente parade de la Victoire au centre de Kyiv. Et c'était aussi le temps où la Maison Blanche, sûre de l'inévitable défaite écrasante de l'Ukraine, proposait à son président Volodymyr Zelensky de le sauver en l'exfiltrant urgemment du pays. Sa réponse est restée dans l'histoire : « La bataille sera menée ici, en Ukraine. J'ai besoin d'armes, pas d'un taxi ».

Et force est de constater que le vœu de Zelensky a été exaucé. Les « amis » occidentaux d'Ukraine lui ont fait parvenir des armes, provoquant l'indignation des ennemis de l'Ukraine et de leurs sympathisants, qui s'empressaient d'y voir la cause de l'éternisation de cette guerre et de ses hécatombes. On est d'accord avec eux pour constater que l'aide occidentale à l'Ukraine a éternisé la guerre, sauf que notre interprétation des faits est diamétralement opposée à la leur. Et voilà ce qu'on écrivait déjà à l'époque :

Prêchant – d'une façon ou d'une autre – la nécessité de « ne pas humilier Poutine », la plupart de ces propositions de paix sont conditionnées par le besoin des grandes puissances occidentales de ne pas couper les ponts avec la Russie, son marché et ses matières premières.

1. Yorgos Mitralias est un internationaliste grec. Journaliste, il est membre du CADTM et de la Commission pour la vérité sur la dette grecque.

2. Yorgos Mitralias, « Quelle paix pour l'Ukraine ? », [blog Mediapart](#), février 2023.

C'est d'ailleurs pourquoi l'aide militaire offerte par les pays occidentaux à l'Ukraine fait imperceptiblement penser à celle offerte jadis par les pays du «socialisme réellement existant» au Vietnam luttant contre l'agression américaine: suffisante pour ne pas être vaincu mais insuffisante pour vaincre...

Et on concluait ainsi:

Voici donc pourquoi l'aide militaire occidentale, et surtout américaine, aux Ukrainiens a toujours été donnée au compte-goutte et après mille tergiversations, empêchant ainsi l'armée ukrainienne de profiter de ses victoires successives autour de Kharkiv (septembre 2022) et ensuite à Kherson (novembre 2022), pour porter l'estocade à une armée russe alors au bord de l'effondrement.



Rappelons les faits, car ce sont toujours les vainqueurs et autres «amnésiques» qui réécrivent l'histoire, y compris l'histoire de cette guerre si «étrange». Voici donc ce qu'on écrivait déjà en juin 2022, quatre mois après son début:

Ensuite, cette guerre est «étrange» parce que la plupart de ceux qui se déclarent solidaires de la lutte du peuple ukrainien sont en même temps opposés à l'envoi d'armes qui permettraient à ce peuple de se défendre de manière un tant soit peu efficace. En d'autres termes, ils sont solidaires d'eux à condition qu'ils ne puissent pas se défendre, et qu'ils se contentent du rôle... de cadavre héroïque! Mais les «bizarreries» de cette guerre – qui n'en est pas une – n'ont pas de fin. Par exemple, comment expliquer le fait – sans

précédent dans l'histoire mondiale – que les deux pays en guerre n'ont pas les mêmes droits et ne se battent donc pas à armes égales? C'est-à-dire que tandis que l'un (la Russie qui agresse) a le droit d'avoir une force aérienne, l'autre (l'Ukraine qui se défend) ne l'a pas. Que l'un (la Russie) a le droit de monopoliser le ciel de l'autre (l'Ukraine), tandis que cet autre – qui est en fait celui qui se défend – n'a que le droit de se faire arroser de bombes et de missiles tombés du ciel. Et aussi, alors que la Russie peut avoir et utiliser des armes lourdes de toutes sortes et sans aucune restriction, l'Ukraine qui se défend ne peut utiliser que des armes «défensives» et aucune arme «offensive». Et en plus, alors que la Russie peut bombarder l'Ukraine en canonnant et en tirant des missiles depuis les territoires russe et biélorusse, il est expressément interdit à l'Ukraine de riposter en frappant des cibles à l'intérieur de la Russie et du Bélarus, etc., etc.³

La réalité est que cet envoi d'armes occidentales à l'Ukraine au compte-goutte non seulement n'a pas épargné des vies (tant ukrainiennes que russes) mais, par contre, a démultiplié et aggravé les souffrances des combattants et des civils des deux côtés jusqu'à aujourd'hui. En somme, les gouvernants occidentaux ont agi en véritables criminels non pas parce qu'ils ont donné des armes à l'Ukraine, mais parce qu'ils n'en ont pas donné suffisamment. Et ça pour une raison qui crève les yeux: parce que leurs

3. Yorgos Mitralias, «Qu'est-ce que cette guerre étrange où on interdit à l'Ukraine que Poutine soit humilié?», [Presse-toi à gauche](#), juin 2022.

intérêts capitalistes leur imposaient de ménager et de « ne pas humilier Poutine » et son régime.

Et quid de la « dénazification » de l'Ukraine ? Des besoins de la sécurité nationale de la Russie ? De la guerre en Ukraine qui n'est qu'une guerre par procuration de l'Occident contre la Russie ? Répondons à toutes ces « vérités » du Kremlin et de ses supporters occidentaux, en rappelant des faits et uniquement des faits. D'autant plus qu'il s'agit des faits établis par les gouvernants russes, Poutine en tête ! Écoutons donc Poutine lui-même s'adresser à ses compatriotes pour leur expliquer en détail, au cours de son allocution télévisée à la nation seulement quelques heures avant l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe, pourquoi il a décidé de faire la guerre contre l'Ukraine. Et comme pourra le constater le lecteur, son explication n'a rien à voir ni avec la prétendue « dénazification » de l'Ukraine, ni avec « les besoins de la sécurité nationale de la Russie » menacée par l'OTAN. Selon Poutine, sa guerre contre l'Ukraine a visé dès le début à réparer une énorme injustice historique, celle commise par Lénine et ses camarades responsables, selon lui, d'avoir créé *ex nihilo* une Ukraine totalement artificielle :

La politique bolchevique a abouti à l'émergence de l'Ukraine soviétique, qui, même aujourd'hui, peut être appelée à juste titre « Ukraine de Vladimir Lénine ». Il en est l'auteur et l'architecte... Ce sont les idées de Lénine sur une structure étatique essentiellement confédérative et sur le droit des nations à l'autodétermination jusqu'à la sécession qui ont constitué le fondement de l'État soviétique :

d'abord en 1922, elles ont été consacrées dans la Déclaration sur l'Union des républiques socialistes soviétiques, puis, après la mort de Lénine, dans la Constitution de l'URSS de 1924. [...] Il est très regrettable que les fantaisies odieuses et utopiques inspirées par la révolution, mais absolument destructrices pour tout pays normal, n'aient pas été rapidement expurgées des fondations de base, formellement légales, sur lesquelles tout notre État a été construit⁴.

Quant à la tristement célèbre « dénazification » et « démilitarisation » de l'Ukraine, c'est au plus fidèle collaborateur de Poutine, son inamovible ministre des affaires étrangères Sergueï Lavrov de nous expliquer qu'il ne s'agit que d'une affabulation adressée à tous ceux qui sont prêts à avaler sans protester n'importe quelle couleuvre poutinienne. Car, comme il a déclaré au cours de son interview aux très officielles agences Tass et Novosti, résumée le 28 décembre 2023 sous le titre « Israël poursuit des objectifs similaires à ceux de la Russie – Lavrov » par la – également très officielle chaîne RT News (Russia Today) :

Les objectifs déclarés d'Israël dans son opération en cours contre les militants du Hamas à Gaza semblent presque identiques à ceux de Moscou dans sa campagne contre le gouvernement ukrainien, a déclaré le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, dans

4. Yorgos Mitralias, « Poutine : “Lénine est l'auteur de l'Ukraine d'aujourd'hui” ou comment tout ça est la faute à... Lénine et aux bolcheviks », [Europe solidaire sans frontières](#), mars 2022.



une interview accordée à RIA Novosti jeudi [...]. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou a déclaré que l'objectif final de Tsahal était la destruction complète du mouvement Hamas sous toutes ses formes, ainsi que l'élimination de tout extrémisme à Gaza. M. Lavrov a toutefois fait remarquer que ces objectifs semblent similaires à la «démilitarisation» et à la «dénazification», que Moscou poursuit en Ukraine depuis le lancement de son offensive en février 2022⁵.

Inutile de dire que toutes ces déclarations si révélatrices des vraies motivations de Poutine et de Lavrov ont été passées sous un silence total par les sympathisants de M. Poutine ou ont été opportunément «oubliées» jusqu'à aujourd'hui par les «amis» de l'Ukraine, qui continuent imperturbables de prétendre que Poutine l'oligarque et le nostalgique du tsarisme, ne veut autre chose que ressusciter... l'Union soviétique. La conclusion de tous ces rappels crève les yeux : tant les ennemis que les amis de Poutine et de son régime, excellent dans la construction des mythes et des affabulations quand il s'agit de maltraiter ou de cacher la réalité de la guerre coloniale d'extermination et de nettoyage ethnique menée par la Russie poutinienne contre l'Ukraine et son peuple. A tous les autres, aux opprimé-es, et aux exploité-es du monde entier, de rétablir la vérité et surtout, de ne pas laisser les Ukrainiens aussi seuls que les Palestiniens dans leur combat existentiel !

5. Yorgos Mitralias, «Sergueï Lavrov : "Israël poursuit des objectifs similaires à ceux de la Russie !"», [Entre les lignes entre les mots](#), janvier 2024.

Une médaille de la honte pour le CIO

Correspondance¹

Vladyslav Heraskevych, porte-drapeau de l'Ukraine et favori pour une médaille en skeleton, a été disqualifié jeudi 12 février par le CIO pour avoir refusé de retirer son «casque mémoriel», un casque gris portant les portraits sérigraphiés de 24 athlètes et entraîneurs ukrainien·nes tués sur le front ou sous les bombardements russes.

Le CIO a jugé cet hommage contraire à l'article 50 de la Charte olympique, qui interdit toute «propagande politique» sur les lieux de compétition. Il avait été proposé à Heraskevych de porter un brassard noir à la place. L'athlète, qui a refusé tout compromis a déclaré :

Le CIO interdit le port de mon casque lors des entraînements et compétitions officielles. Cette décision est tout simplement déchirante. J'ai l'impression que le CIO trahit ces athlètes qui ont fait partie du mouvement olympique en leur interdisant d'être honorés sur le terrain, là où ils ne pourront plus jamais concourir. Malgré des précédents, passés et présents, où le CIO a autorisé de tels hommages, il a cette fois-ci décidé d'établir des règles spéciales pour l'Ukraine.

Il n'est pas inutile de rappeler que pendant ce temps-là, la boutique en ligne officielle du CIO mettait en vente des T-shirts commémorant

les JO de Berlin de 1936, organisés sous la houlette du régime nazi. La même boutique proposait également le T-shirt commémorant les JO de Moscou en 2014... Hasard, opportunisme ou succès commercial, le 12 février, la boutique en ligne indiquait que les T-shirts des JO de Berlin étaient épuisés. Le lendemain, le 13 février, les souvenirs arborant l'emblème nazi avaient disparu du site.

Dans un entretien avec Lukas Aubin, publié par *Mediapart*, Julie Brabant nous alerte sur «la progressive réintégration de la Russie dans les arènes du sport mondial, dont elle avait été exclue en février 2022 à la suite de son invasion à grande échelle de l'Ukraine». Celui-ci signale notamment que la Russie a organisé des compétitions parallèles avec les pays des BRICS dont certains sont plus ou moins ses alliés, voire ses vassaux. Il rappelle enfin que la question sportive est aussi une question économique :

La Russie est quand même un ténor du sport mondial, régulièrement dans le top 3 ou le



top 5 des plus grandes puissances sportives de la planète. [...] Beaucoup de fédérations internationales de tel ou tel sport étaient financées en partie par la Russie. Après son exclusion, la Russie a retiré ses billes financières. Beaucoup de fédérations internationales qui se sont retrouvées en difficulté d'un point de vue économique voient aujourd'hui les mains tendues de la Russie comme des sirènes.

De leur côté, la 50^e brigade d'artillerie de l'armée ukrainienne a apporté son soutien à Vladyslav Heraskevych et à l'équipe olympique ukrainienne, dont «les exploits rappellent au monde les victimes des violences russes». Les soldats ont publié des photos sur la page Facebook de la brigade où on les voit tenir une feuille de papier sur laquelle on peut lire: «Le souvenir n'est pas une violation.»



La Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU) a de son côté apporté son soutien à Vladislav Heraskevych. En signe de solidarité, les mineurs, les ingénieurs et les employés de DTEK portaient des casques affichant les noms de leurs collègues tués par l'armée russe alors qu'ils travaillaient à la centrale thermique et dans les mines: Maksym Gladkykh, Iryna Yevlachova, Nadiya Rujhanovska, Dmytro Petlenko, Denys Boykov, Yevhen Tarasenko, Vitaliy Bulach, Ruslan Tchitchiyekov, Denys Karmelitsky, Mykola Dovbych, Roman Lysohora, Andriy Smorgunov et Roman Mukhonko.

Vladyslav Heraskevych a fait appel de sa disqualification et a été décoré par le président Zelensky de l'Ordre de la liberté.





EUROMAIDAN
PRESS

MARCA

1968-2026.
THE FIGHT CONTINUES

Spanish newspaper compares
Ukraine's Olympic ban to the
1968 Black Power protest

2



3

Screenshot: Telegram/Tsaplienko

PAROLES D'UKRAINE

Quatre années de guerre totale

Priama Diia¹

Plus de quatre ans se sont écoulés depuis le début de l'invasion totale de l'Ukraine par la Russie. Les ambitions de l'agresseur impérialiste ont été contrariées par la résistance héroïque de nos militaires, mais l'ennemi continue d'avancer sur le territoire ukrainien, détruisant sur son passage non seulement des villes, mais aussi les espoirs et les attentes de milliers de personnes.



Dans le même temps, le gouvernement ukrainien porte atteinte aux droits et aux garanties des étudiants, des travailleurs et des militaires qui nous défendent contre l'envahisseur :

- dans le système éducatif, la décision a été prise d'introduire un système de bourses et, en fin de compte, de réduire l'accessibilité à l'éducation ;
- dans le domaine du travail, les droits des syndicats sont considérablement restreints, les relations de travail sont laissées à la discrétion du marché ;
- on ne peut que rêver d'une durée de service claire pour les militaires ;
- les discours politiques publics donnent lieu à des persécutions et des menaces, que ce soit de la part des radicaux de droite ou des autorités compétentes.

1. 24 février 2026

Cette année a été riche en scandales politiques. Que dire du Mindichgate ? La question des infrastructures critiques est particulièrement sensible pour nous, étudiants et étudiantes. Il ne fait aucun doute que la responsabilité des coupures et des interruptions incombe à la Russie, mais en raison de la négligence de certaines institutions, des milliers de personnes, notamment des étudiants, se sont retrouvées sans électricité, sans eau et sans chauffage. Dans certains établissements d'enseignement supérieur, la situation est apocalyptique.

Le projet de loi n° 14394, qui prévoit une « mise à jour » de la législation sur la famille, constitue un exemple flagrant d'absurdité récente. Cette « mise à jour » implique la légitimation des pratiques les plus conservatrices et réactionnaires, qui contredisent les conceptions laïques et civiques fondamentales du mariage.

Tout ce qui précède peut sembler quelque peu pessimiste. Il n'y a pas lieu de le nier : la situation ne s'améliore pas d'année en année. Cependant, nous proposons également d'examiner la question sous un autre angle. Ce n'est pas grâce à cela, mais malgré cela, que la société ukrainienne continue de résister. Depuis plus de quatre ans, l'agresseur impérialiste est contraint de faire preuve d'une grande constance pour influencer l'opinion publique mondiale, comme cela était prévu. Dans un contexte de pénurie de biens de première nécessité, nous continuons à lutter pour les droits des étudiants, à aider nos camarades militaires et à soutenir les initiatives amicales et alliées. Nous continuons à nous exprimer sur les problèmes de l'éducation et nous savons que dès que cela est nécessaire, nous



sortons ensemble avec une banderole et proposons une alternative efficace. Car c'est dans cette succession de difficultés que vit et s'épanouit le véritable moteur du progrès : le désir de liberté et de solidarité qui nous unit dans une action historique commune.

Cependant, n'oublions pas que toute la lutte pour une meilleure éducation serait impossible sans ceux qui tiennent actuellement le front. Nous sommes infiniment reconnaissants à tous les héros et héroïnes qui défendent l'Ukraine les armes à la main : c'est grâce à eux que nous avons ce qu'il y a de plus précieux, la possibilité de vivre, de créer et de lutter chaque jour pour un avenir meilleur.

Un socialiste ukrainien est parti à la guerre

Entretien avec Taras Bilous¹

Cela fait quatre ans que la Russie a lancé son invasion à grande échelle de l'Ukraine. Au cours de l'année dernière, les experts des deux camps ont souvent prédit une percée décisive, que ce soit en raison des difficultés économiques de la Russie ou du soutien vacillant de l'Occident à l'Ukraine. Pourtant, alors que l'épuisement des deux côtés s'accroît, notamment en raison des récentes attaques massives de la Russie contre le réseau électrique ukrainien, un accord de paix semble toujours hors de portée. Taras Bilous², socialiste, aujourd'hui sous l'uniforme ukrainien, appelle depuis

1. Taras Bilous est un historien ukrainien, rédacteur en chef de *Commons*, milite au sein de l'organisation Sotsialnyi Rukh. Propos recueillis par Sacha Talaver. Née en Russie, Sacha Talaver est doctorante en études de genre à l'Université d'Europe centrale à Vienne. L'entretien a été publié par *Jacobin*, 24 février 2026. Traduction française et publication par le *Comité belge du RESU*. La photo de Taras Bilous a été prise par Polina Davydenko.

2. NdT : Voir ses articles publiés dans *Soutien à l'Ukraine résistante*, « Autodétermination et guerre en Ukraine » (n° 6); « La guerre en Ukraine, la sécurité internationale et la gauche » (n° 8); « Je suis un socialiste ukrainien. Voici pourquoi je résiste à l'invasion russe » (n°10); « L'arme à gauche » (n°11), « La tragédie de l'Europe de l'Est. Comment la politique des sphères d'influence amplifie la réaction », « L'extrême droite en Ukraine » (n° 16); « La gauche doit-elle soutenir l'envoi d'armes en Ukraine ? » (n°39)

longtemps à la solidarité internationale avec la résistance ukrainienne. Il a critiqué les positions de la gauche en faveur d'une réduction de l'aide occidentale à Kiev, insistant sur le fait que cela ne ferait que récompenser l'agression russe. Il explique pourquoi les Ukrainiens poussent de plus en plus à un cessez-le-feu, mais ne peuvent accepter un accord de paix qui ne garantit pas la défense future du pays.

Vous êtes dans l'armée depuis près de quatre ans. Quel est votre travail actuel ? Comment vous sentez-vous ?

Je suis opérateur de drone et j'effectue des missions de reconnaissance aérienne. Je suis actuellement en congé pour me remettre d'une blessure, j'ai donc plus de temps libre que ces trois dernières années. Je me sens bien, merci. J'ai encore un éclat d'obus dans le foie, mais dans l'ensemble, je suis complètement rétabli. Je suis actuellement à Kyiv avec mes parents, et mon congé touche à sa fin.



Quelle est la situation à Kyiv, après le bombardement russe des installations énergétiques ?

Il commence enfin à faire plus chaud, donc les choses s'améliorent. Le pire est passé ; au moins, il n'y aura plus de gelées aussi sévères. En général, tout dépendait de la région : dans certains endroits, le chauffage ne fonctionnait plus depuis janvier. C'était le plus difficile pour les pauvres, les personnes handicapées, etc.

C'était sans aucun doute l'hiver le plus difficile pour les civils jusqu'à présent : heureusement, les hivers précédents avaient été doux. Néanmoins, pour de nombreuses personnes n'appartenant pas à des groupes vulnérables, cela

a été plus facile qu'à l'automne 2022, lorsque la Russie a commencé à bombarder les infrastructures énergétiques de l'Ukraine. À l'époque, les lumières s'éteignaient, l'approvisionnement en eau était complètement interrompu et il n'y avait ni Internet ni communication mobile, parfois pendant toute la journée. Aujourd'hui, même lorsque nous n'avons pas d'électricité, l'approvisionnement en eau fonctionne souvent et les communications sont stables.

En février 2022, vous avez écrit une lettre célèbre à la gauche occidentale dans laquelle vous la critiquiez pour avoir insisté sur le fait que son principal ennemi se trouvait dans ses propres pays et pour son manque de solidarité avec la résistance armée à l'invasion russe. Comment évaluez-vous la situation aujourd'hui, après la pression exercée par Donald Trump en faveur de négociations ?

Les circonstances ont changé, et ma position a quelque peu évolué en conséquence. Mais ce que j'ai écrit à l'époque était globalement correct. Je pense que l'échec de Trump dans les négociations de paix confirme ce que j'ai écrit alors : « Un appel à la diplomatie en soi ne signifie rien si nous ne traitons pas des positions de négociation, des concessions concrètes et de la volonté des parties de respecter tout accord signé. » Par exemple, en ce qui concerne le cessez-le-feu, l'Ukraine est favorable à un cessez-le-feu complet et inconditionnel depuis avril 2025, mais la Russie ne l'accepte toujours pas. Mais qui, à gauche, dit que la Russie doit être contrainte de respecter le cessez-le-feu ?

Comment évalueriez-vous l'avancement des négociations de paix ?

Ce n'est que récemment que nous avons pu dire que de véritables négociations étaient en cours. Ce qui s'est passé au cours de l'année écoulée n'était qu'un spectacle pour Trump. Il s'est impliqué sans comprendre la situation, avec des illusions stupides, et n'a fait qu'empirer les choses.

Lorsque Trump a gagné, j'ai pensé que les choses allaient très probablement empirer pour nous, mais pour être honnête, au fond de moi, j'avais un faible espoir qu'un miracle puisse finalement se produire. Bien que Trump soit la dernière personne à qui je voudrais demander de l'aide, comme les autres Ukrainiens, je souhaite avant tout que cette maudite guerre se termine. Malheureusement, il est rapidement devenu évident qu'il ne fallait rien attendre de bon.

Il est important de noter que Trump est revenu à la présidence alors que l'Ukraine et la Russie étaient déjà épuisées par la guerre, mais certainement pas autant qu'aujourd'hui. Après l'échec de la contre-offensive de 2023, l'argument selon lequel « nous ne pouvons pas laisser notre peuple sous occupation » est devenu caduc. Tout au long de l'année 2024, le sentiment en faveur d'un gel du conflit s'est progressivement renforcé en Ukraine, y compris au sein de l'armée. Quel que soit le vainqueur de l'élection présidentielle américaine, les négociations auraient de toute façon commencé. Et il semble que le gouvernement ukrainien l'ait compris : le sommet de paix de 2024 en Suisse et l'opération de Koursk étaient, entre autres,

des tentatives pour renforcer sa position avant les négociations.

Je pense que de nombreux analystes occidentaux ne comprennent pas que la principale raison pour laquelle Volodymyr Zelensky a changé sa position sur le cessez-le-feu n'était pas la pression exercée par Trump, mais un changement dans l'état d'esprit des Ukrainiens et la reconnaissance des réalités du champ de bataille. Zelensky avait déjà changé d'avis en novembre 2024, acceptant la possibilité de geler le conflit sans que la Russie ne restitue tous les territoires occupés. Tout poussait dans ce sens. Même depuis le printemps 2024, lorsque j'entendais parler dans l'armée des « frontières de 1991 » de l'Ukraine, c'était toujours avec sarcasme.

Les opinions ont-elles également changé dans l'armée ?

Oui, bien sûr. Peut-être même plus tôt que dans la société dans son ensemble. J'ai entendu pour la première fois des gens dire qu'il serait bon de geler le conflit à l'automne 2022, de la bouche de soldats qui combattaient autour de Bakhmout et qui avaient ensuite été transférés dans une unité arrière. Mais à l'époque, c'était un point de vue rare, compte tenu de l'optimisme qui régnait après le succès de l'opération de Kharkiv. Cela a progressivement changé au cours de l'année 2024.

Comment les membres de votre unité ont-ils réagi aux initiatives de Trump ?



Au début, les réactions étaient mitigées : certains craignaient que Trump ne supprime l'aide militaire, d'autres espéraient que la guerre prendrait enfin fin. Mais peu à peu, les gens ont cessé d'en parler. Lorsque les vingt-huit points ont été publiés à l'automne dernier, certains journalistes internationaux m'ont demandé ce qu'en pensaient les soldats ordinaires, mais je n'avais pas de réponse à leur donner, car il semblait que plus personne ne s'y intéressait. En général, les soldats ne discutent pas souvent de ce genre de sujets, chacun étant absorbé par sa routine quotidienne. Pour mon équipe, le problème le plus urgent à l'époque était les souris dans le blindage, pas Trump.

Mais aujourd'hui, l'Ukraine était prête à geler le conflit.

Oui, mais pour mettre fin à la guerre, Trump devait augmenter la pression sur la Russie, et au lieu de cela, nous avons eu droit à une farce, avec un tapis rouge pour Vladimir Poutine en Alaska. De toute évidence, Trump se moque de l'Ukraine et pensait pouvoir rapidement instaurer la paix en forçant l'Ukraine à accepter les conditions de la Russie. Eh bien, il ne comprenait aucun des deux pays, et s'il voulait vraiment mettre fin à la guerre rapidement, ses actions ont été contre-productives. Trump pourrait écrire un livre sur «l'art de ne pas conclure d'accord».

Trump a abandonné une position de négociation après l'autre, a renoncé à sa demande de cessez-le-feu inconditionnel et a donné à Poutine ce qu'il voulait : la reconnaissance et un moyen de sortir de l'isolement international. En substance, Poutine s'est moqué de lui pendant toute une année, et ce n'est apparemment qu'après ses leçons d'histoire en Alaska que Trump a commencé à comprendre à qui il avait affaire. Mais aujourd'hui, les Russes rejettent toutes les propositions, invoquant «l'esprit d'Anchorage». C'est Trump qui leur a donné cela.

Les initiatives de Trump ont fait naître «la crainte qu'il ne coupe l'aide militaire et l'espoir que la guerre prenne enfin fin. Mais peu à peu, les gens ont cessé d'en parler».

Quelles raisons réelles permettent de croire que Poutine a abandonné son projet initial de détruire l'État ukrainien ? Le Kremlin parle toujours des «causes profondes du conflit». La demande de céder sans combat à la Russie la partie non occupée du Donbass n'est peut-être qu'un pas dans cette direction.

Mais vous avez dit que de véritables négociations étaient enfin en cours. Pourquoi ?

Premièrement, nous avons des négociations directes entre l'Ukraine et la Russie, plutôt qu'un spectacle où les « grandes puissances » s'accordent sur quelque chose sans la participation de l'Ukraine.

Deuxièmement, la composition des délégations a changé, et avec elle la nature des négociations. Indépendamment des conditions politiques, d'importantes questions techniques doivent être résolues, en particulier la manière de contrôler le cessez-le-feu. Il serait préférable que, lorsque des accords politiques seront enfin possibles, les décisions sur ces questions techniques aient déjà été prises. Mais sur les questions politiques, la Russie continue de poser des conditions inacceptables pour l'Ukraine, ce qui bloque le processus.

Troisièmement, en octobre, Trump a finalement commencé à faire pression sur la Russie et a imposé de nouvelles sanctions contre les compagnies pétrolières russes. Ce n'est certes pas suffisant, mais c'est déjà quelque chose.

De plus, l'année dernière, l'économie russe a finalement été confrontée à de graves problèmes et s'est dirigée vers la stagnation. Elle est loin de s'effondrer, mais ses problèmes s'aggravent. La plupart de ses fonds de réserve ont déjà été dépensés au cours des années précédentes pour surmonter les conséquences des sanctions et développer le complexe militaro-industriel.

Que pensez-vous de l'une des questions les plus urgentes dans les négociations : les garanties de sécurité ?

Regardons les choses avec lucidité. Dans le contexte de l'effondrement de l'ordre international, aucune garantie de sécurité écrite n'est fiable. Pour l'Ukraine, il existe deux garanties de sécurité principales : l'armée et le fait que la Russie a subi de lourdes pertes dans cette guerre. Désormais, ils y réfléchiront à deux fois avant de nous attaquer à nouveau.

Quant aux négociations, comparons-les aux pourparlers d'Istanbul au printemps 2022, où les Russes exigeaient que l'armée ukrainienne soit limitée à 85 000 soldats. Aujourd'hui, ils veulent toujours limiter notre armée, mais plus personne ne parle de chiffres aussi ridicules. À l'époque, ils voulaient que la Russie ait le droit de veto sur l'aide militaire à l'Ukraine en cas d'agression. Cela aurait rendu l'accord aussi inutile que le mémorandum de Budapest de 1994. L'Ukraine n'aurait jamais pu accepter cela. Nous ne connaissons pas avec certitude toutes les conditions actuellement imposées par la Russie, mais il semble qu'elle n'exige plus un tel droit de veto.

Certains auteurs affirment encore que l'Ukraine et la Russie étaient sur le point de signer un accord de paix à Istanbul, mais que Boris Johnson a ruiné ces espoirs.

Je ne comprends pas comment cela peut encore être répété après la publication du projet d'accord de garantie de sécurité et de l'article de Samuel Charap et Sergey Radchenko

sur ces négociations. Ils montrent que même dans cet accord, les positions des parties sur certaines questions clés divergeaient considérablement. En outre, les questions territoriales n'ont même pas été abordées à l'époque – elles ont été reportées jusqu'à une rencontre personnelle entre Zelensky et Poutine. Aujourd'hui, les territoires font l'objet de discussions, et c'est la question la plus difficile. En fin de compte, selon le politologue russe de gauche Ilya Matveev, Charap et Radchenko surestiment la volonté de Poutine d'accepter même les conditions discutées à l'époque.

Quant aux pays occidentaux, le principal problème était qu'ils refusaient de fournir à l'Ukraine les garanties de sécurité que Kiev recherchait, raison pour laquelle elle souhaitait impliquer les États-Unis et d'autres pays dans les négociations. Mais même les pays qui offraient des garanties de sécurité ne promettaient que de continuer à fournir des armes. L'Ukraine en voulait davantage. Quant à ceux qui écrivent que Johnson a perturbé les négociations, si l'Occident avait effectivement accepté de fournir les garanties de sécurité que le gouvernement ukrainien souhaitait, ces mêmes auteurs s'y seraient opposés. Car cela aurait signifié qu'en cas de nouvelle agression russe, l'Occident aurait dû entrer en guerre aux côtés de l'Ukraine.

Donc, si je comprends bien, vous pensez que le gel du conflit serait la meilleure option possible à l'heure actuelle. Mais cela ne crée-t-il pas des risques importants ?

Bien sûr, c'est un risque. Et il ne s'agit pas seulement de la menace d'une nouvelle guerre, mais aussi des conséquences politiques, économiques et migratoires d'un conflit gelé. Plus les Ukrainiens voient la probabilité d'une nouvelle guerre, plus les gens quitteront le pays une fois cette guerre terminée. Soit dit en passant, s'il était effectivement possible de déployer des troupes européennes en Ukraine, cela serait important non seulement pour empêcher de nouvelles agressions russes, mais aussi simplement pour rassurer la population. La capacité de l'Ukraine à repousser de futures agressions dépend également de la façon dont la société perçoit l'issue de cette guerre. Mais chaque jour, nous payons un prix très élevé pour poursuivre notre résistance, ce qui crée d'autres risques.

Même si l'Ukraine obtient des garanties de sécurité officielles, une nouvelle invasion russe pourrait encore avoir lieu quelque temps après le cessez-le-feu, et les conditions seraient alors bien pires pour nous qu'elles ne le sont actuellement. Cela aboutirait à l'occupation de la majeure partie de l'Ukraine. Mais si nous poursuivons la guerre actuelle, nous risquons de voir la ligne de front s'effondrer, avec les mêmes conséquences désastreuses. Je ne pense pas qu'il soit judicieux de poursuivre une guerre d'usure jusqu'à ce que nous sachions qui dispose des plus grandes réserves de force.

La situation sur la ligne de front n'est pas si mauvaise qu'elle nous oblige à accepter les conditions de la Russie, dont beaucoup sont inacceptables, car elles augmenteraient le risque d'une nouvelle invasion. Cela vaut particulièrement pour la demande de la Russie de



céder sans combat la partie non occupée du Donbass. Cependant, nous ne pouvons pas non plus nous permettre de fixer des objectifs maximalistes. Nous ne pouvons pas nous permettre de considérer cela comme une question théorique. Nos vies en dépendent.

Et que diriez-vous aux personnes qui nient le risque d'une nouvelle agression russe ?

S'ils en sont si sûrs, ils devraient jurer publiquement qu'ils viendront personnellement combattre l'armée russe en cas de nouvelle invasion. Sans cela, leurs paroles ne valent rien.

Vous brossez un tableau très sombre. Y a-t-il un espoir pour l'avenir ?

Même dans le meilleur des cas, l'avenir de l'Ukraine semble assez sombre. Quels que soient les projets de reconstruction d'après-guerre, l'Ukraine ne se remettra jamais complètement des pertes que cette guerre nous a infligées.

En fin de compte, cela ne s'applique pas seulement à l'Ukraine. Même si la Russie remporte la guerre de manière décisive, elle ne pourra pas retrouver son influence internationale antérieure. Quelle que soit la superficie du territoire qu'elle parvient à occuper, la guerre aura de graves conséquences pour l'économie russe et la société dans son ensemble. La Russie a payé les ambitions impériales de Poutine avec son avenir.

L'espoir réside toujours dans la chute du régime de Poutine. Peut-être que le cessez-le-feu y contribuera. D'après ce que je comprends,

l'opinion dominante parmi l'élite et la société russes est que l'invasion à grande échelle était une erreur de Poutine, mais que, la guerre ayant déjà commencé, on ne peut pas risquer la défaite. Après la guerre, la question « Pourquoi avons-nous payé un prix aussi élevé ? » deviendra encore plus pressante.

En substance, seule la chute du régime de Poutine peut apporter une paix durable. D'ici là, quelles que soient les conditions que l'Ukraine sera contrainte d'accepter, tout accord de paix ne fera que geler le conflit. Même si quelqu'un se vante d'avoir « apporté la paix », l'Europe de l'Est continuera de vivre dans la crainte d'une nouvelle agression russe. Et même si l'Ukraine est contrainte de capituler, le résultat ne sera pas la paix, mais la résistance à l'occupation par d'autres moyens.

En fin de compte, rien ne dure éternellement, et ce régime finira de toute façon par tomber. Mais apparemment, de nombreux auteurs et politiciens occidentaux qui craignent une déstabilisation de la Russie après la chute de Poutine ne comprennent pas que plus cela se produira tardivement, plus les conséquences seront graves. Je pense que cette crainte a été l'une des raisons de la prudence excessive de l'administration Biden, qui a conduit à la prolongation de la guerre et, par conséquent, à des milliers de morts, à la destruction de villes et, d'une manière générale, à des conséquences socio-économiques beaucoup plus graves.

Pensez-vous que l'Ukraine avait plus de chances de gagner au début de la guerre ?

Absolument. Les chances étaient là jusqu'à la fin de l'automne 2023. Les pertes et les défaites subies par la Russie à l'époque ont provoqué la rébellion d'Evgueni Prigojine. Si les pertes russes avaient été encore plus importantes, cela aurait pu déstabiliser davantage le régime. Malheureusement, cela ne s'est pas produit, en partie à cause des erreurs commises par le commandement des forces armées ukrainiennes, mais surtout à cause de la prudence excessive de l'administration Biden et de l'UE. Ils ont trop tardé à livrer les armes, refusant dans un premier temps de fournir certains types d'armes, et lorsqu'ils les ont finalement fournies, il était trop tard. Une fois que la guerre s'est transformée en guerre d'usure, nos chances ont considérablement diminué.



L'une des exigences du Kremlin est la tenue d'élections présidentielles en Ukraine. Il semble que les autorités ukrainiennes aient récemment changé leur position à ce sujet. . .

C'est intéressant, car Poutine exige des élections pour se débarrasser de Zelensky, alors que Zelensky souhaite au contraire des élections afin de rester au pouvoir.

A-t-il une chance de gagner ?

Les chances de Zelensky lors d'une élection pendant la guerre sont certainement plus grandes qu'elles ne le seront après. À l'heure actuelle, il n'a qu'un seul véritable concurrent, le général Valeriy Zalujny. La guerre freine les luttes politiques et les gens s'autocensurent. Même aujourd'hui, lorsque je parle à des journalistes

étrangers, j'ai l'impression qu'ils comprennent que les Ukrainiens s'autocensurent lorsqu'ils communiquent avec eux, mais ces journalistes ne comprennent pas à quel point les médias ukrainiens et les réseaux sociaux critiquent les autorités. Mais après la guerre, cela deviendra beaucoup plus courant, et des questions telles que « Pourquoi avons-nous subi des pertes aussi lourdes ? » se poseront avec acuité non seulement en Russie, mais aussi en Ukraine.

J'aimerais que Zelensky quitte la politique après la guerre. Mais s'il peut renouveler son mandat jusqu'à la fin de la guerre, il refusera certainement de le faire. Il est difficile de prédire quelle forme prendra alors le mécontentement public.

De plus, tout cela semble mauvais non seulement d'un point de vue politique, mais aussi d'un point de vue juridique. Selon la Constitution, les élections sous la loi martiale sont interdites, et il n'est pas non plus permis de modifier la Constitution pendant la loi martiale. Le projet de loi sur les élections pendant la loi martiale, actuellement en cours d'élaboration par le Parlement, pourrait être déclaré inconstitutionnel. De plus, Zelensky souhaite organiser un référendum en même temps que les élections, ce qui est interdit par la loi. La Commission électorale centrale a déclaré qu'il faudrait six mois après la levée de la loi martiale rien que pour organiser le processus électoral, mais le gouvernement semble vouloir accélérer considérablement ce processus. Je ne comprends pas encore comment ils comptent s'y prendre.

Pourquoi a-t-il besoin d'un référendum ?

Pour obtenir l'approbation de l'accord de paix et partager la responsabilité avec la société. Un référendum serait nécessaire si l'Ukraine était contrainte de reconnaître légalement les annexions de la Russie. Mais ni la société ukrainienne ni le gouvernement ne sont d'accord avec cela. Il n'y a pas besoin de référendum; c'est juste un autre exemple du refus de Zelensky de prendre des décisions difficiles. Il y a eu de nombreux exemples de ce type pendant la guerre, ce qui a causé beaucoup de problèmes. Le gouvernement espérait que la guerre se terminerait rapidement, il a donc reporté les décisions sur les questions difficiles jusqu'à ce qu'il soit trop tard. Notre faiblesse militaire est désormais principalement liée non pas à l'annulation de l'aide militaire américaine, mais à des problèmes internes.

Quel a été l'impact des politiques de Trump sur le cours de la guerre ?

Je ne suis pas analyste militaire; en tant que soldat, je connais la situation sur ma section du front, mais je ne comprends peut-être pas les questions plus générales. Mais dans l'ensemble, je pense que les politiques de Trump ont eu le plus grand impact non pas sur la situation au front, mais sur les villes ukrainiennes à l'arrière. Notre plus grande dépendance militaire vis-à-vis des États-Unis concerne la défense aérienne. Sans les systèmes Patriot, nous ne pouvons pas défendre efficacement les villes de l'arrière contre les missiles balistiques. Les politiques de Trump sont l'une des raisons de la forte augmentation du nombre de victimes civiles

l'année dernière. La situation désastreuse que connaît actuellement notre secteur énergétique est également liée à cela.

Quant à la situation sur le front, l'effet n'a pas été aussi grave. L'impact le plus important s'est peut-être fait sentir en 2024, lorsque les républicains au Congrès ont bloqué toute nouvelle aide militaire pendant six mois. La dépendance à l'aide militaire américaine a considérablement diminué, et l'Europe a pu compenser en partie. Les Himars [M142 High Mobility Artillery Rocket System], par exemple, étaient très importants en 2022, mais ils le sont moins aujourd'hui. Je ne me souviens pas de la dernière fois où j'ai entendu parler des Javelins. Le champ de bataille a beaucoup changé à cause des drones.

Passons à des questions plus civiles. À votre avis, à quoi ressemblera la politique ukrainienne après la guerre ?



Tout d'abord, pour que la politique ukrainienne existe, l'Ukraine doit rester intacte. Deuxièmement, je pense que la réponse dépendra fortement de l'issue de la guerre et des termes de l'accord de paix. Mais il est certain que la politique changera considérablement.

Les oligarques ukrainiens traditionnels ont beaucoup perdu à cause de la guerre. Outre les pertes économiques, beaucoup d'entre eux subissent des pressions politiques : cinq des dix oligarques ukrainiens les plus riches font l'objet de sanctions de la part de Zelensky. Ihor Kolo-myoskyi, qui a aidé Zelensky à remporter les élections en 2019, est détenu dans un centre de détention depuis 2023. L'influence de la télévision contrôlée par les oligarques a considérablement diminué. Dans le même temps, un nouveau complexe militaro-industriel a vu le jour, et de nouveaux entrepreneurs politiques émergeront certainement après la guerre.



Qu'en est-il de l'extrême droite ukrainienne ?

Là encore, tout dépendra de l'issue de la guerre. Si elle est considérée comme une défaite, l'extrême droite pourra affirmer : « Nous aurions pu mieux gérer la situation », et beaucoup de gens la croiront. Au fil des ans, elle a acquis un capital symbolique suffisant pour le faire. Si l'issue est perçue comme une victoire (même si elle n'est pas totale), il lui sera plus difficile de convertir ses succès militaires en capital politique.

D'une manière générale, l'influence de l'extrême droite devrait s'accroître par rapport à l'avant-guerre ; c'est ce qui se passe presque

partout dans le monde. Mais je n'en suis pas sûr à 100 %. Après Maïdan, il semblait également au début que nous allions assister à une montée de l'extrême droite : Svoboda était l'un des trois principaux partis d'opposition et est entré dans le nouveau gouvernement post-Maïdan, et le Secteur droit était l'organisation radicale la plus célèbre de Maïdan. Mais au lieu de cela, Svoboda a commencé à décliner après Maïdan, le Secteur droit n'a pas su tirer parti de son succès, et le mouvement Azov a mis des années à construire ses structures et à attirer les jeunes. En 2019, il a semblé pendant un certain temps qu'ils avaient une nouvelle chance, mais au contraire, l'extrême droite a été confrontée à une nouvelle crise.

Il y a aussi le « facteur Trump » : une partie de l'extrême droite ukrainienne a soutenu Trump jusqu'en 2025 et est aujourd'hui critiquée pour cela. On peut comparer cela au Canada, où la pression exercée par Trump a sapé les résultats des conservateurs dans les sondages et a au contraire favorisé les libéraux. Mais il est difficile de dire quelle sera l'importance de cette influence en Ukraine.

Qu'en est-il de la gauche ukrainienne ?

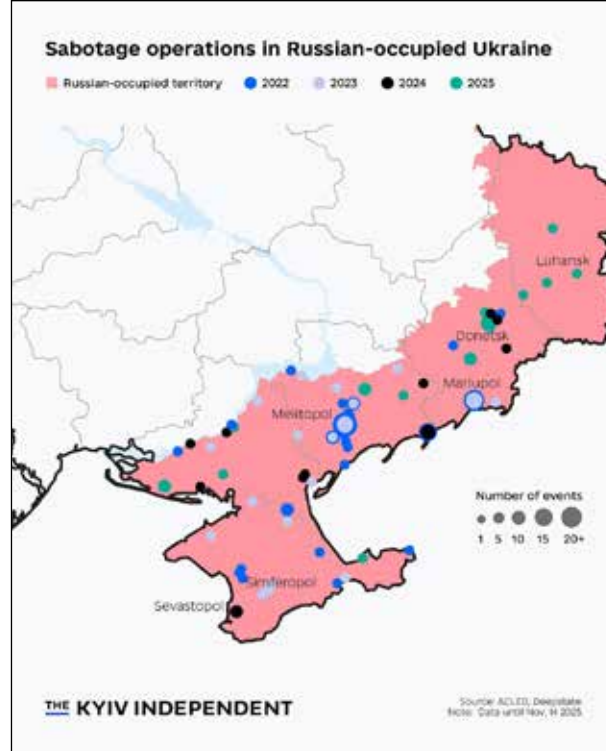
Le fait est que nous sommes assez faibles. Comme dans d'autres pays post-socialistes, la gauche antistalinienne en Ukraine a dû repartir de zéro. Mais alors qu'en Pologne, en Slovaquie, en Croatie et dans d'autres pays, la nouvelle gauche a remporté certaines victoires depuis 2014, en Ukraine, l'annexion de la Crimée et la

guerre dans le Donbass ont divisé et affaibli la gauche.

L'invasion de 2022 a eu un effet différent : il y a eu une réactivation et, en 2023, le syndicat étudiant Priama Diia a même été rétabli. Mais nos activités sont compliquées par la loi martiale et le fait que de nombreux militants expérimentés servent dans l'armée. Certains sont également morts au front, comme l'artiste anarchiste David Chichkan, l'anthropologue et rédacteur de la revue *Commons* Evheny Osievsky, et d'autres. L'anarchiste russe Dmitry Petrov, qui était notre camarade, lui aussi rédacteur de *Commons*, est également mort en combattant aux côtés de l'Ukraine.

Les activités du syndicat étudiant Priama Diia sont désormais plus difficiles en raison de la pression exercée par l'extrême droite. Alors qu'au début de la guerre, l'extrême droite ne nous prêtait pas attention, des conflits ont recommencé à surgir en 2024. Mais les conditions de la confrontation ont désormais changé. Par exemple, en 2024, l'extrême droite a tenté de perturber la présentation d'un magazine étudiant à Odessa, mais des vétérans anarchistes sont venus à la défense des étudiants. L'année dernière, le leader des néonazis russes en Ukraine, Denis Kapustin, a organisé une provocation lors des funérailles de David Chichkan, mais il a été maîtrisé par des soldats anarchistes.

Quant à l'avenir, là encore, tout dépendra fortement de l'issue de la guerre. Cela peut sembler contre-intuitif, mais si l'Ukraine perd, l'extrême droite renforcera son influence et, dans ce cas, nous disparaîtrons très probablement en tant que collectif. La prochaine génération de



gauchistes sera contrainte de repartir de zéro. Encore une fois.

Certains militants de gauche occidentaux parlent encore des héritiers de la « vieille gauche » du Parti communiste soviétique en Ukraine, qui ont été interdits en 2022 avec d'autres partis pro-russes. Comment répondez-vous aux questions à leur sujet ?

Je montre généralement une vidéo d'une publicité raciste de Natalia Vitrenko, dont le parti s'appelait le Parti socialiste progressiste d'Ukraine. L'expérience a montré qu'il vaut mieux montrer quelque chose une fois plutôt que d'essayer de tout expliquer avec des mots.

Certains militants de gauche européens qui s'opposent au réarmement blâment parfois l'Ukraine. Mais c'est un argument qui consiste

à blâmer la victime. La raison de la nouvelle course aux armements n'est pas la résistance ukrainienne, mais l'invasion russe.

Il y a actuellement beaucoup de discussions parmi la gauche européenne au sujet de l'augmentation des dépenses publiques en matière de défense et de militarisation. Qu'en pensez-vous ?

Je ne suis pas un expert des questions de défense européenne et je n'ai pas eu beaucoup de temps pour comprendre exactement où vont les dépenses de défense en Europe à l'heure actuelle. Nous coopérons avec la gauche dans les pays nordiques, et il me semble qu'ils ont beaucoup de bonnes idées sur ce sujet. Par exemple, ils ont proposé un embargo européen sur les ventes d'armes partout sauf en Ukraine – à mon avis, c'était une excellente idée. D'une manière générale, la sécurité internationale est un sujet qui mériterait une longue conversation à part entière. Mais je voudrais faire une remarque : sur les réseaux sociaux, certains gauchistes européens opposés au réarmement en font parfois porter la responsabilité à l'Ukraine. Mais c'est un argument qui revient à blâmer la victime. La raison de la nouvelle course aux armements n'est pas la résistance ukrainienne, mais l'invasion russe. Si l'Ukraine perd, la militarisation ne fera que s'intensifier.

Dernière question : quelle conclusion la gauche internationale devrait-elle tirer de la première année du mandat de Trump, selon vous ?

Il y a plusieurs conclusions possibles. Je vais simplement dire ce qui me préoccupe le plus. Au cours de l'année écoulée, le président réactionnaire américain a fait ce que la gauche « anti-guerre » réclamait. Qu'est-ce que cela a donné ? Une agressivité accrue, davantage de victimes civiles et plus de destructions. La situation n'a fait qu'empirer. Dans ce contexte, je pense que les « antiguerre » auraient dû revoir leur position. Mais je ne les vois toujours pas le faire.

La logique de nombreux gauchistes « anti-guerre » semble être la suivante : « Nous avons provoqué cette guerre, alors maintenant, jetons les victimes de l'agression sous le bus. » Dans la version de Trump, c'est « Jetons les victimes sous le bus et volons-les. » Malgré la rhétorique humaniste, toutes les propositions se résument en pratique à laisser l'Ukraine sans défense face à l'agression impérialiste. Il devrait être évident à présent que cette approche est erronée. Dans les années 1990, les États-Unis ont forcé l'Ukraine à céder ses armes nucléaires à la Russie, nous rendant ainsi vulnérables. La responsabilité des États-Unis est désormais d'aider l'Ukraine, et non de récompenser l'agresseur.



Le peuple travailleur d'Ukraine a payé un prix trop élevé pour revenir, dans l'Ukraine d'après-guerre, à la même injustice sociale

Sotsialny Rukh¹

Depuis déjà douze ans, l'Ukraine lutte pour son indépendance contre l'agression impérialiste. Pendant la majeure partie de cette période, la guerre a pris une forme hybride, mais il y a exactement quatre ans, elle s'est transformée en une guerre totale, que l'armée russe a déclenchée en bombardant presque toutes les villes frontalières de l'Ukraine, lançant des centaines de missiles sur les infrastructures militaires et civiles. L'Ukraine a choisi la voie difficile de la défense de sa liberté, qu'elle continue de suivre.

Au fil des ans, il est devenu évident qu'il ne s'agit pas d'un « conflit » ou d'un « malentendu », mais d'une guerre d'agression délibérée dont le but est de détruire l'État ukrainien et d'établir un gouvernement fantoche. L'armée ukrainienne a réussi à arrêter le *blitzkrieg* de Poutine et à prouver que nous sommes capables de résister

à l'invasion impérialiste. Derrière cela se cache l'exploit des masses ouvrières, qui se sentaient souvent privées de droits dans leur propre pays, mais qui sont en fait devenues l'épine dorsale de l'armée. En même temps, nous devons notre survie à l'aide apportée par des personnes du monde entier, qui nous a fait prendre conscience de l'étonnante force de la solidarité.

L'état de guerre aujourd'hui est caractérisé par son caractère prolongé et épuisant. La Russie mène une guerre d'extermination, commettant systématiquement des crimes de guerre : tortures, déportations, enlèvements d'enfants, bombardements ciblés de quartiers résidentiels, d'hôpitaux, d'écoles, d'infrastructures énergétiques et de transports. Il ne s'agit pas d'effets secondaires, mais d'une stratégie délibérée de terreur, car l'armée russe n'est pas capable de vaincre les forces armées ukrainiennes sur le champ de bataille. Malgré leur immense fatigue et le manque d'effectifs, les soldats ukrainiens repoussent l'offensive des occupants et lancent parfois des contre-attaques. Mais l'approche des envahisseurs vers des villes telles que Zaporijjia ne peut que susciter l'inquiétude. Malheureusement, le Kremlin dispose toujours de capacités bien supérieures pour mener des frappes à longue portée, dont il fait constamment usage.

Dans le même temps, la guerre a profondément affecté la sphère sociale et la société civile. La grave pénurie de logements et d'emplois décents est aggravée par l'inefficacité de l'aide sociale. Des millions de personnes, en particulier les habitants des régions proches du front, sont touchées par les inégalités et la vulnérabilité sociale. La prise de conscience de toutes les

1. Traduit de l'ukrainien et publié par [RESU-Belgique](#).

imperfections de la politique sociale de l'État a incité les gens à faire preuve de solidarité : des initiatives bénévoles ont vu le jour, les syndicats se sont mobilisés et d'autres mouvements horizontaux ont pris en charge une grande partie de la responsabilité du soutien à la société. L'énergie de la contestation ne se concentre pas uniquement sur les activités humanitaires, mais aussi sur les conflits à forte connotation sociale qui révèlent les dysfonctionnements du système.

Soucieux de voir l'Ukraine remporter la victoire le plus rapidement possible, nous évaluons de manière critique la politique libérale et favorable au marché menée par l'élite au pouvoir. La volonté de maximiser les profits des entreprises ici et maintenant nuit aux intérêts stratégiques de l'Ukraine, qui consistent à moderniser l'industrie, à garantir le plein-emploi et à rassembler la société. Encourager les importations, la déréglementation et la liberté du capital ne permettra pas de construire un système économique durable qui garantirait un avantage sur les occupants.

L'ennemi a été et restera cruel, mais le plus grand risque pour l'Ukraine est d'oublier la justice, car cela entraînerait la discorde et le désespoir. Le capitalisme périphérique, entaché de corruption, génère une injustice à l'échelle industrielle. Il permet à l'égoïsme de s'épanouir et aux entreprises de se développer, mais ne permet pas de construire une défense commune pour tous. L'imposition de réformes controversées telles que le nouveau Code du travail ukrainien révélera la profondeur de la fracture sociale, mais n'apportera pas la stabilité.



Evgeny Osievsky, militant de gauche, anthropologue et journaliste.
Tué le 23 mai 2023 à Bakhmout.

Nous voulons l'unité, mais nous ne sommes pas prêts à justifier les erreurs du pouvoir. C'est là que se manifestent notre esprit libre et notre différence par rapport à la Russie. La société ukrainienne n'a pas disparu dans un climat d'inquiétude, elle continue d'agir et de défendre la démocratie et son indépendance.

L'Ukraine ne se bat pas seulement pour son territoire, mais aussi pour son droit à être un espace de liberté, de diversité et de conflit d'idées, et non un espace de dictature autoritaire. Des personnes aux opinions diverses ont pris part à cette guerre, notamment des représentants du mouvement de gauche. Parmi les victimes figurent l'artiste David Chichkan, l'anarchiste Dmitro Petrov, l'anarchiste Lana «Sati»

Tchornogorska, Yevhen Osievsky et de nombreux autres héros et héroïnes du mouvement antiautoritaire ukrainien et international.

Sotsialny Rukh ne reste pas non plus en marge de l'histoire: certains d'entre nous font partie des Forces armées ukrainiennes depuis les premiers jours de l'invasion, et chaque année, de nouveaux militants rejoignent l'armée. Être dans les Forces armées ukrainiennes, c'est être aux côtés du peuple, dont nous voulons la libération sociale.

Au niveau international, cette guerre a depuis longtemps dépassé les frontières nationales et ne nous concerne plus uniquement. Partout dans le monde, la réaction aux événements en Ukraine permet de distinguer les mouvements progressistes et internationalistes des mouvements antidémocratiques et isolationnistes. Il s'agit en effet de défendre des valeurs universelles, à savoir le droit d'être soi-même.

Si l'Ukraine est contrainte à la défaite ou à la capitulation, cela ne signifiera pas la paix, mais la légitimation d'une révision des frontières par la force. Cela ouvrira la voie à de nouvelles agressions et rapprochera le monde d'une guerre mondiale qui pourrait faire des milliards de victimes à travers la planète.

Nous n'avons aucune confiance en ceux qui violent le droit international, comme Donald Trump, et nous voyons donc dans ses initiatives de paix, avant tout, une tentative de laisser l'Ukraine sans soutien. Le moment est venu de faire pencher la balance en faveur de l'Ukraine, en exigeant des pays occidentaux qu'ils lui cèdent leurs arsenaux militaires et qu'ils imposent des sanctions à la Russie.

Le Kremlin ne mettra pas fin à la violence contre le peuple ukrainien tant qu'il n'aura pas subi une défaite significative. Il est du devoir des humanistes du monde entier d'aider l'Ukraine à mener à bien ce qu'elle a commencé et à vaincre l'envahisseur.

Le peuple travailleur d'Ukraine a payé un prix trop élevé pour revenir, dans l'Ukraine d'après-guerre, à la même injustice sociale qui régnait ici auparavant. Ce ne sont pas les oligarques, ni les politiciens néolibéraux à leur solde, ni les élites économiques, mais bien les travailleurs qui ont pris les armes pour défendre l'Ukraine. Et ces gens méritent que l'État existe pour satisfaire leurs intérêts!

Gloire au peuple ukrainien travailleur et inébranlable, à ses défenseurs et ses défenseuses!

Gloire à la solidarité internationale contre l'impérialisme!

Gloire éternelle à nos frères et sœurs tombés sous les coups des Russes!

Kyiv en état d'urgence : comment le capitalisme sauvage aggrave la destruction

Vitali Dudin¹



L'année 2026 a commencé par un bombardement dévastateur des infrastructures de Kyiv par la Russie, qui, dans des conditions de froid extrême, a poussé la population au bord de la survie. La ville, qui compte 3 millions d'habitants, connaît une grave pénurie de chauffage et d'eau, et l'électricité est fournie à court terme. Il est devenu évident que les autorités n'avaient pas de plan B en cas de détérioration catastrophique de la situation sécuritaire et météorologique. Cependant, le plan insidieux de la bande de Poutine n'aurait pas été aussi douloureux sans la vulnérabilité des infrastructures municipales causée par les dirigeants de Kyiv.

Le maire, Vitali Klitschko, a déjà appelé tous ceux qui le peuvent à quitter Kyiv. Cela conduit à la conclusion que les autorités sont incapables

de résoudre les problèmes d'une ville qui est loin de la ligne de front.

De telles déclarations font peser la responsabilité du salut sur la population et ne font qu'accroître la panique. Au contraire, la réponse devrait consister à mettre en place des mesures qui renforcent le soutien social et, par conséquent, la solidarité. Donner aux gens le sentiment qu'ils maîtrisent la situation et peuvent faire la différence est ce qui renforcerait leur croyance en la victoire de l'Ukraine.

Les critiques de la situation se concentrent sur la personnalité des dirigeants de Kyiv, mais ignorent le contexte politique plus large. L'incapacité du gouvernement à résoudre les problèmes urgents de la population tient au fait qu'il se concentre sur le service de l'élite économique. Il est donc extrêmement important de discuter de la nature des changements qui permettront l'intégration des services urbains, l'humanisation du travail des employés municipaux et la maximisation des avantages pour la communauté.

Sous l'emprise des entreprises

Il serait naïf de nier le lien entre la situation critique et la politique capitaliste spontanée des autorités de Kyiv. Depuis des années, des biens municipaux sont cédés à des propriétaires privés et il n'y a pas eu de planification du développement au niveau de la ville. Les autorités ont fait preuve de systématisme dans la vente de terrains à des promoteurs immobiliers et la protection des intérêts des entreprises. La capitale présentait les défauts décrits par le chercheur David Harvey dans sa critique des villes

1. Article paru sur le site du Sotsialny Rukh le 16 janvier 2026 et publié en anglais par *International Viewpoint*. Traduit en français et publié par le [RESU-Belgique](#).

modernes: le capital privé se concentre sur un développement sélectif, tandis que tout ce qui l'entoure se détériore. Les promoteurs immobiliers surchargent les communications urbaines, ignorant les conséquences destructrices d'un développement urbain chaotique. Et ce sont tous les habitants de Kyiv qui en paient le prix en termes de confort, en raison de la détérioration des services publics (température de chauffage, pression de l'eau, accidents fréquents, etc.). Le modèle urbain, basé sur le commerce et la corruption, n'a jamais été durable et connaît aujourd'hui la crise la plus grave de son histoire. Selon Forbes, avant l'invasion, Kyiv était la meilleure ville pour le développement des entreprises, même si le niveau de satisfaction à l'égard de son développement était extrêmement faible (38 %).

Pendant la guerre, les services d'urgence ont pu rapidement surmonter les conséquences des bombardements et sauver des vies, mais les habitants ont dû compter sur leurs propres ressources pour résoudre les problèmes sociaux qui en découlaient. Nous sommes face à un paradoxe: une ville dotée d'un budget de 100 milliards d'UAH ne peut pas se permettre de fournir des logements sociaux temporaires pour la réinstallation, et les services publics sont fournis de manière intermittente.

Une autre question concerne les conditions de travail déplorables des travailleurs des infrastructures essentielles, dont l'héroïsme quotidien sauve de nombreuses vies. Pendant des années, les autorités ont été incapables de fixer des salaires à un niveau proportionnel aux risques existants, et ce n'est que maintenant

qu'elles ont commencé à parler de primes pour les personnes impliquées dans les travaux d'urgence (il est question d'allouer 50 millions de hryvnias). Sans un contrôle efficace des travailleurs, ces mesures risquent d'être sélectives et sporadiques. On sait qu'en 2023, le syndicat de Kyivteploenergo a dû saisir la justice pour contraindre l'employeur à augmenter les salaires du personnel.

Le mécontentement face à la situation salariale a même donné lieu à une pétition exigeant une rémunération supplémentaire pour le personnel opérationnel qui exerce ses fonctions pendant les alertes aériennes. Il ne faut pas oublier la situation concernant le non-paiement des indemnités pour les blessures causées par les bombardements russes, qui reflète l'attitude des autorités à l'égard de ces travailleurs.

Le problème est exacerbé par la méfiance due au manque d'informations réelles sur l'état des services de logement et des services communaux: la responsabilité des entreprises municipales et privées est très discutable, et les sièges sociaux qui sont mis en place réunissent un cercle limité de fonctionnaires.

À qui appartiennent tous les services publics ?

Il n'existe pas de système coordonné pour gérer Kyiv et répondre aux défis, ce qui reflète la situation en matière de contrôle des biens. La structure de propriété dans le secteur du logement et des services publics de la capitale est complexe, avec des éléments de propriété communale et privée (oligarchie) entremêlés.

Les plus grandes entreprises de ce secteur sont les suivantes :

- Kyivteploenergo (propriété municipale à 100 %);
- DTEK Kyiv Electric Grids (propriété privée à 100 %);
- Kyivgaz JSC (détenue à 60 % par Kyivenergo Holding PJSC);
- Kyivvodokanal PJSC (détenue à 67 % par Kyivenergo Holding PJSC).

Compte tenu de l'état de délabrement du secteur du logement et des services publics, la rentabilité de ces entreprises est surprenante. Dans le même temps, Kyivenergo Holding, qui détient des parts dans plusieurs entreprises de premier plan, est détenue par la municipalité et des sociétés offshore, la majorité des parts étant détenues par les autorités municipales (61 %), qui, comme chacun sait, sont composées d'amis des grandes entreprises.

Il est trop tôt pour affirmer que Kyivteploenergo est un modèle de gestion responsable, car l'entreprise s'est montrée extrêmement impitoyable envers les consommateurs de services publics. Grâce aux efforts de ses avocats, cette entreprise municipale a intenté jusqu'à 26 000 procès pour recouvrer des créances; certaines des demandes dans les affaires en cours remontent à dix ans. Les retraités, dont les comptes sont bloqués pendant la loi martiale, sont contraints d'apporter leur « contribution » à la rentabilité de l'entreprise. L'entreprise elle-même n'hésite pas à utiliser la loi martiale comme prétexte pour ignorer les demandes concernant ses finances. La logique

« les entreprises ont plus de valeur que les personnes » en action !

Désintégration et irresponsabilité

L'économie urbaine est un système complexe unique qui couvre tous les domaines de la vie de la ville (réseaux d'ingénierie, transports, équipements, infrastructures sociales) en tant qu'éléments interdépendants qui contribuent au fonctionnement et au bien-être de la communauté urbaine. La fragmentation de ce domaine par diverses entités conduit à un manque de responsabilité quant à son entretien. Il est absurde que ces entreprises soient privées ou exploitent la population à des fins lucratives. Maintenir ce chaos en temps de guerre est un crime contre le bien-être de la communauté.

Libérer le secteur du logement et des services communaux de l'influence privée et de la logique étroite du marché contribuera à aligner les intérêts de la communauté et des consommateurs. Et les clichés vulgaires selon lesquels tout ce qui touche au budget devient automatiquement corrompu doivent être résolument rejetés.

Premièrement, en l'absence d'un contrôle anticorruption efficace sur les entreprises privées, nous ne connaissons pas l'ampleur du gaspillage et des abus commis par leurs dirigeants.

Deuxièmement, nous ne pouvons même pas imaginer à quel point les biens municipaux, avec une comptabilité ouverte et sous le contrôle des travailleurs, peuvent être efficaces pour répondre aux besoins.

Troisièmement, le bénéfice net de 5 milliards à Kyiv provenant des activités des entreprises



municipales en 2024 réfute la thèse de la non-rentabilité chronique de ce secteur (une autre question est de savoir à quel coût social cette rentabilité est obtenue). Quatrième-ment, il est pratiquement impossible d'assurer la concurrence dans le secteur municipal, ce qui signifie que les entreprises privées agiront comme des monopoles.

La situation exige un changement d'approche en matière de propriété des biens utilisés par tous les habitants de la ville. Afin de fournir à la population des biens et des services abordables, ainsi que d'augmenter les recettes de la ville, il convient d'envisager la possibilité de municipaliser d'autres équipements publics, y compris les établissements de restauration. Ce n'est que sur cette base que l'on pourra déterminer le montant des ressources disponibles et fixer correctement les priorités en matière de production et de distribution des biens. Cela pourrait freiner la croissance des inégalités, car nous approchons d'un point où des centaines de milliers de personnes ne pourront plus cuisiner chez elles, tandis que les centres commerciaux et les restaurants fonctionneront pour leur propre bénéfice.

Il n'est pas trop tard pour municipaliser

La crise actuelle dans la capitale est donc une crise de gouvernance, causée par la désintégration de l'économie et des priorités antisociales malavisées. Cependant, elle peut également conduire à une prise de conscience de la nécessité de changements radicaux, à la suite desquels la communauté se sentira comme un

propriétaire à part entière. Si nous voulons transformer les entreprises municipales, qui sont actuellement une source de profits pour certains, en un moyen de salut, nous devons prendre nos responsabilités et résister aux mythes sur la magie du marché libre et la toute-puissance des patrons corrompus.

1. La socialisation des infrastructures comme base de la transparence. En temps de guerre, rien ne peut être privé ou exister de manière isolée: l'ensemble du système doit œuvrer vers un seul objectif et pour le bien du pays. Les monopoles doivent servir la communauté.

2. Contrôle efficace des travailleurs. Création d'un quartier général de secours avec la participation obligatoire des travailleurs des infrastructures critiques. Cet organisme devrait disposer d'informations complètes sur l'état du système énergétique et prendre des décisions concernant la fermeture des entreprises qui ne sont pas essentielles à l'économie en raison d'un cas de force majeure.

3. Annulation des dettes liées aux services publics. Les citoyens ne devraient pas souffrir de l'accumulation de dettes liées aux services publics lorsque ceux-ci sont fournis de manière intermittente. Il est inacceptable que les entreprises de services publics fonctionnent de manière rentable en collectant des fonds auprès des retraités et des personnes handicapées.

4. Équité pour les travailleurs des infrastructures critiques. Pendant les années les plus difficiles de la guerre, les héros des infrastructures ont travaillé presque gratuitement, en mettant leur vie en danger. L'État doit honorer

sa dette envers eux et écouter les revendications des syndicats.

5. Soutien à la population souffrante de la ville. Au lieu d'appeler les gens à partir, il faudrait offrir des avantages à ceux qui restent. Chauffage dans les institutions budgétaires et repas dans les établissements de restauration, compensation pour le coût d'installation de panneaux solaires à domicile. Pour les travailleurs à distance, les centres communautaires devraient fonctionner correctement afin qu'ils puissent travailler indépendamment des perturbations.

En outre, ces mesures devraient être combinées à des mesures dans le domaine de l'emploi, telles que la prise en compte du temps passé dans la ville pendant les coupures d'électricité dans le calcul de l'ancienneté pour l'assurance, la participation volontaire à des travaux socialement utiles avec une rémunération décente et l'octroi de congés payés pour le volontariat dans l'intérêt de la ville.

Si la logique de gouvernance n'est pas réorientée vers le soutien, les villes seront confrontées à la dépopulation, aux inégalités et à la stagnation.

L'égoïsme et le marché ont fait leur temps; il est temps de penser municipalement et collectivement!



1461 JOURS ET
1461 NUITS

Carnet de voyage en Ukraine

Un film documentaire de Manon Boltansky et Nico Dix¹

De quoi ce film parle-t-il ?

Ce documentaire porte sur la résistance ukrainienne. Plus précisément, il donne la parole à des militant·es de gauche antiautoritaires (anarchistes, libertaires) qui ont fait le choix, à différents moments de la guerre, soit de s'engager directement dans l'armée ukrainienne, soit de soutenir activement les militant·es de gauche engagé·es sur le front. C'est un film qui interroge l'engagement : la manière dont une situation concrète, extrême, met à l'épreuve, transforme ou renforce un engagement militant en faveur d'une société émancipée.



D'où est venu ce projet ?

Nous sommes impliqué·es dans la solidarité concrète avec l'Ukraine depuis le début de l'invasion à grande échelle. Nous nous sommes rendu·es sur place pour rencontrer des personnes que nous ne connaissions jusque-là que par échanges numériques.

L'idée de filmer est née du constat qu'ici, on parle très peu de l'Ukraine et que, lorsqu'on en

parle, ce sont essentiellement les dirigeant·es et la géopolitique qui occupent l'espace médiatique – Macron, Poutine, Trump, Biden, l'OTAN – au détriment des populations et de leurs formes concrètes de résistance.

Nous avons également souhaité nous adresser à celles et ceux, à gauche, qui nient toute agentivité aux Ukrainien·nes, allant parfois jusqu'à refuser le dialogue avec la gauche ukrainienne. Il est essentiel d'entendre ce que cette gauche a à dire ; nous avons même beaucoup à apprendre de nos camarades.

Comment le film a-t-il été réalisé, et par qui ?

Il s'agit d'un documentaire volontairement «guérilla». Nous sommes parti·es avec nos téléphones, sans plan de tournage prédéfini, ni itinéraire précis. Le film s'est construit au fil des rencontres et des contacts établis sur place.

Nous commençons toujours par de longues discussions avant de filmer, afin d'instaurer une relation de confiance, de mieux cadrer les entretiens et d'adopter un point de vue militant plutôt que journalistique.

Nous avons filmé ce que nous pouvions, comme nous le pouvions, sans idée préconçue, ce qui a rendu le montage complexe. La matière accumulée étant très importante, le projet prendra finalement la forme d'un triptyque. Ce film constitue le premier volet ; les deux suivants porteront respectivement sur l'auto-organisation civile d'aide aux populations déplacées ou vivant près du front, et sur les militant·es politiques et syndicaux engagés à la fois contre la casse sociale et contre l'invasion russe.

1. Entretien avec Manon Boltansky et Nico Dix, publié dans *L'Anticapitaliste*, le journal du NPA, 15 janvier 2026.



Quelles sont les personnes qui apparaissent dans le film ?

On y rencontre Sergey, militant anarchiste, cofondateur et animateur de Solidarity Collectives, en charge notamment de la logistique et de la communication. Mobilisé il y a quelques mois, il sert aujourd'hui dans l'armée. Il y a également Ilya, militant socialiste révolutionnaire, engagé volontairement dès les premiers jours de l'invasion comme infirmier de combat dans l'infanterie, et soutenu par Solidarity Collectives. Enfin, Yuri, militant antifasciste issu de la scène punk hardcore de Kharkiv, engagé depuis 2019. Après deux blessures graves subies lors d'assauts, il sert aujourd'hui dans l'artillerie.

Y a-t-il des anecdotes de tournage particulièrement marquantes ?

Une image nous a profondément marquée : en prenant la route vers Izium, à l'est du pays, nous ne croisons presque que des véhicules militaires dans un sens, et des corbillards dans l'autre.

Lors de la visite d'un centre d'hébergement pour personnes déplacées, nous avons rencontré des femmes âgées qui avaient tout perdu mais tenaient à nous nourrir, à partager le peu qu'elles avaient. Enfin, le bombardement de Kyiv, vécu sur place, a été un rappel brutal de la réalité quotidienne subie par les populations.

Certaines scènes vous ont-elles particulièrement marquées ?

La déambulation à Izium avec Ilya, qui ne prend pas de précautions oratoires et nous explique que nous ne connaissons pas réellement

l'Ukraine, et donc que nous ne pouvons pas pleinement comprendre ce qui s'y joue.

Une citation résume particulièrement bien le propos du film : Ilya explique son engagement en disant que «parfois, dans la vie, il faut faire des choix réels et exacts». C'est, dit-il, un choix de survie. Cette parole est essentielle, car il y a une différence fondamentale entre tenir un raisonnement théorique depuis la France et vivre concrètement une invasion, avec son cortège de violences, de pillages et de massacres.

Ici, la guerre est pensée abstraitement ; là-bas, elle est vécue. Nous n'avons aucune leçon à donner.



Quel rôle ce film peut-il jouer dans la période actuelle ?

Dans un contexte marqué par le campisme, il nous paraît essentiel de rendre accessible la parole directe de militant·es de la gauche ukrainienne. Bourgeoisies, gouvernements et courants campistes partagent souvent une même négation de l'existence des peuples et de leur capacité d'agir.

Nous espérons que ce film contribuera à faire évoluer une partie de la gauche sur la question du soutien à la résistance ukrainienne, et qu'il incitera certain·es à s'engager dans des formes concrètes de solidarité, notamment par des collectes de fonds destinées aux camarades sur place. Les réactions révèlent le manque criant de la parole ukrainienne dans les espaces militants et médiatiques

Quels retours avez-vous reçus des personnes qui ont vu le film ?

Les spectateur·es ressortent souvent profondément ébranlé·es. Cela révèle le manque criant de la parole ukrainienne dans les espaces militants et médiatiques. Plusieurs personnes ont évoqué une prise de conscience de la dimension humaine de la guerre et de la manière dont elle broie des vies.

Le film a donné envie à certain·es de se mobiliser en solidarité avec le peuple ukrainien.

Comment le film est-il diffusé ? Comment organiser une projection ?

Pour le moment, la diffusion se fait principalement hors de France. Le film est mis à disposition des réseaux de Solidarity Collectives et des milieux anarchistes européens. Des projections avec levées de fonds ont déjà eu lieu en Finlande, aux Pays-Bas, en Pologne, en Allemagne et en Ukraine.

Le film est accessible à tous les collectifs militants souhaitant organiser une projection. Dans les semaines à venir, des projections sont prévues au Danemark, en Suède, en Espagne, au Canada et possiblement aux États-Unis.

Le film est accessible à tous les collectifs militants souhaitant organiser une projection, à la seule condition qu'une levée de fonds en soutien à Solidarity Collectives soit organisée.

Contactez-nous si vous voulez participer à sa diffusion !



2026-01-21

Solidarité avec la résistance des travailleuses et travailleurs d'Ukraine !

Solidarité avec les syndicats ukrainiens de la FPU et de la KVPU !

La CFDT, la CGT, FO, la CFE-CGC, la CFTC, l'UNSA, Solidaires et la FSU réaffirment leur **solidarité pleine et entière avec les travailleuses et travailleurs d'Ukraine**, ainsi qu'avec nos organisations sœurs de la **FPU** et de la **KVPU**, qui poursuivent sans relâche la défense des droits sociaux, de la démocratie et des libertés syndicales dans des conditions d'une violence et d'une adversité extrêmes.

Alors que l'Ukraine fait face à l'hiver le plus rigoureux depuis 2022, la Russie déploie une stratégie de souffrance, d'intimidation et de soumission contre la population civile. Les infrastructures d'électricité, de chauffage et d'eau sont méthodiquement détruites privant des millions de personnes d'accès à ces services essentiels. Le système de santé ukrainien est également délibérément visé : l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a recensé onze attaques mortelles depuis le début de l'année, certaines ciblant directement des équipes d'urgence intervenant sur les sites bombardés.

L'utilisation de **missiles balistiques de nouvelle génération**, notamment les missiles **hypersoniques Orechnik**, marque un nouveau palier dans cette stratégie de terreur. En déployant des armes capables de frapper à très longue portée et à très haute vitesse, la Russie **fait peser une menace directe sur la sécurité de l'ensemble du continent européen**, accentuant les risques d'escalade militaire et fragilisant davantage la stabilité régionale.

La combinaison de **drones explosifs** et de **missiles balistiques** entraîne des destructions massives : habitations dévastées, services publics paralysés, conditions de vie des familles et des salariés profondément altérées. Elle entrave également l'accès aux soins, l'éducation et le travail syndical, qui sont pourtant essentiels pour maintenir un minimum de cohésion sociale dans un pays ravagé par la guerre.

Nous rappelons avec force que viser des infrastructures civiles constitue un acte de cruauté et une **violation manifeste du droit international**.

Nous saluons le courage et la détermination des syndicalistes ukrainiens, qui poursuivent leurs missions malgré les dangers permanents, la précarité et les pertes humaines. À leurs côtés, notre soutien demeure **fraternel, constant et indéfectible**.

Nous, organisations syndicales signataires, nous engageons à :

- **renforcer** notre soutien à la FPU et à la KVPU ;
- **informer et mobiliser** face aux conséquences sociales des frappes russes ;
- **condamner sans ambiguïté** l'agression russe et les attaques visant la population civile ;
- **défendre**, partout et toujours, la paix, la liberté et les droits syndicaux.

Solidarité avec les travailleuses et travailleurs d'Ukraine !

Solidarité avec la FPU et la KVPU !

Pour la paix et la justice sociale !

Des générateurs pour l'Ukraine : une urgence humanitaire

Comité français du RESU

En détruisant systématiquement des infrastructures vitales pour la fourniture d'électricité, de chauffage et d'eau, la Russie vise à démoraliser la population ukrainienne afin de l'obliger à plier après quatre années de résistance. Les bombardements privent des millions

de personnes de services vitaux dans un hiver exceptionnellement glacial, où les températures atteignent -30°C.

La première urgence est d'empêcher ces bombardements: la France, l'Europe doivent fournir *les moyens de défense antiaérienne de l'Ukraine* pour parer aux frappes de missiles et de drones.

Dans l'immédiat, la population ukrainienne doit vivre, ou plutôt survivre, sans électricité. Une campagne de solidarité se développe dans de nombreux pays pour fournir aux Ukrainiens des générateurs électriques, en particulier pour les hôpitaux et dans les quartiers où des habitants s'organisent pour disposer d'un lieu de recharge des appareils électriques et d'abris non gelés.



Des générateurs électriques pour l'Ukraine

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Téléphone
E mail :
Montant de votre don :



Pour un versement par HelloAsso : scannez le QR code ci-contre

Pour un versement par virement :

IBAN : FR76 1027 8060 5400 0209 5630 145
BIC : CMCIFR2A

Pour un versement par chèque à l'ordre de RESU-France

A envoyer à :
RESU-France c/o Hervé VULLION
212, avenue du Maine – 75104 PARIS

C'est le sens de l'appel d'urgence que lance le RESU-France, comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine *pour la fourniture de générateurs électriques à Soyez comme nous sommes, syndicat ukrainien des travailleur-euses de la santé* dont la présidente, Oksana Slobodyana, décrit la situation le 19 février 2025 :

Les hôpitaux sont mal équipés en générateurs, surtout hors de Kyiv et des grandes villes, et en fonction des besoins et de nos moyens nous livrons des générateurs aux hôpitaux et surtout à certains services (cardiologie, etc.) qui en ont le plus besoin. Il s'agit de préserver des vies. Les membres de notre syndicat recensent les

besoins et font ce qui est possible pour y répondre. Mais c'est très difficile de répondre à toutes les demandes. Nous devons également apporter de l'aide dans d'autres domaines, comme l'évacuation de personnel soignant. Actuellement nous nous occupons d'une femme médecin de la région de Zaporijjia. Elle est sans ressource et ne peut pas se déplacer vers une zone plus sûre, alors que son village est bombardé quotidiennement, à 15 km du front.

Alors que cette guerre dure depuis quatre ans (24 février 2022), nous vous appelons à participer à cette action d'urgence humanitaire.



Les chemins de la liberté

Entretien avec Pierre Chamechaude et Christophe Cordier

À l'occasion de la sortie de leur film *Les chemins de la liberté*, Pierre Chamechaude et Christophe Cordier étaient reçus dans l'émission «Chroniques syndicales,» animée par l'Union syndicale Solidaires le deuxième samedi du mois sur Radio libertaire. Nous transcrivons ici l'essentiel de l'entretien.

Christian Mahieux



Christophe

Il y a un peu plus d'un an, on s'était tous retrouvés, on revenait de tournages en Ukraine où on avait passé quelques semaines à rencontrer nos camarades antiautoritaires, anarchistes, syndicalistes, écologistes, féministes qui se sont dressés contre l'invasion russe de février 2022. Notre idée, c'était effectivement – je pitch un peu le film – de parler de ces collectifs qui se sont dressés face à la guerre en prenant les armes contre cette agression impérialiste russe ; ce qui était une question pas évidente pour eux et elles non plus, mais ils et elles ont décidé de le faire. On a voulu interroger ça parce que ça nous questionne aussi. Avec Pierre, on avait aussi depuis longtemps envie de faire un film sur Nestor Makhno et on a tissé ça en disant «Quelles traces existaient encore, existent encore en Ukraine à ce sujet?» Les courants anarchistes,

makhnovistes, est-ce qu'ils prennent part aussi à cet engagement contre la guerre en prenant les armes contre l'agression.

Ça, c'est un peu le pitch du film, grosso modo. Effectivement, après, il faut construire tout ça. Il ne suffit pas d'avoir des bonnes idées. On a écrit le sujet, etc. On est partis là-bas et on a été accompagnés par une association qui s'appelle Canal Marches, qui est une association historique de la fin des années 1990, qui est constituée essentiellement de cinéastes, de vidéastes, de militant·es du mouvement social, etc. L'idée, c'est : «Nous, techniciens du cinéma documentaire, on met à disposition, on essaie de former des gens pour qu'ils et elles filment leurs propres luttes.» Canal Marches est né durant les marches des chômeurs et chômeuses en 1998 et poursuit ce travail de transmission et d'éducation populaire à l'image. Thélème Films est la société de production de Canal Marches et nous a permis de construire le projet avec d'autres partenaires. Notamment, on a pu mettre en place une souscription et aussi on a pu avoir un financement public du Centre national cinématographique. Le diffuseur, c'est Télébocal, une petite télévision d'Île-de-France qui a pour mission de diffuser un peu les films, je dirais... – comment dire ? – des films sociaux, en règle générale, mais qui sont un peu en marge, dont les grands diffuseurs ne veulent pas. Bref, on a pu constituer ce projet et on y arrive enfin.

Christian

Thélème Films, Canal Marches, Télébocal, c'est du milieu associatif, militant. On peut dire comme ça.

Christophe

Oui, c'est ce courant un peu alternatif, qui essaie de défendre une pratique du cinéma documentaire qui n'est pas celle des grands formatages de la télévision. Mais c'est compliqué, il faut arriver à créer de la mutualisation. *Les chemins de la liberté*, c'est deux ans de travail, finalement.

Pierre

[...] Je veux revenir sur la genèse de ce projet. On se connaît avec Christophe depuis une vingtaine d'années. On avait cette envie de parler de Makhno. On en parlait au début des années 2000, dans une période qui apparaît aujourd'hui comme étant un moment de paix relative. Et puis, la guerre déclenchée par Poutine, une guerre d'agression impérialiste très clairement, nous a remplis de colère et donné envie de raviver cette idée originelle, en la confrontant avec les héritier-es de l'esprit de Makhno.

[...] On est habité par ce sujet et par le fait que l'Ukraine vit quelque chose d'absolument terrible et exceptionnel en même temps. C'est à la fois un catalyseur des énergies – il y a une énergie vitale en Ukraine qui est absolument phénoménale – et en même temps, dans les périodes les plus difficiles et sombres, une dépression collective qui peut, par capillarité, nous affecter toutes et tous. Il y a une vraie relation à ce pays, à l'épreuve qu'il vit dont, on l'espère en tout cas, le film rend compte.

On a voulu, comme le disait Christophe, aller à la rencontre de ces héritiers de Makhno, aller à la rencontre de jeunes Ukrainiennes et de jeunes Ukrainiens qui sont engagé-es dans un militantisme actif, qui l'étaient avant la guerre,



souvent dans un activisme social, politique, et qui, du fait de la guerre, ont dû changer leur fusil d'épaule.

Christophe

Pas vraiment, mais ils ont dû prendre le fusil. Ils ont dû prendre le fusil et le mettre à l'épaule. Et ça, dans un contexte où notre culture à nous, leur culture à elles et eux, de libertaires ne prépare pas ce type d'événement. Et il nous intéressait d'arriver à comprendre quels étaient les mécanismes qui faisaient qu'on pouvait – et qu'on devait même – faire ça : prendre cette décision radicale de défendre la liberté. C'est pour ça que le titre du film, d'ailleurs, est finalement *Le chemin de la liberté*. On a hésité un temps. Quel était le premier titre déjà ?

Pierre

On était sur *Les traces de Nestor*.

Christophe

Les traces de Nestor ! Nestor Makhno. On était sur l'idée d'un chemin aussi. On a finalement considéré que Nestor ne parlait pas

suffisamment, et qu'il valait mieux quelque chose de plus englobant : *Le chemin de la liberté*. La liberté est un mot qui revient souvent dans l'expression des Ukrainiens et des Ukrainiennes aujourd'hui, et aussi dans les rangs anarchistes, évidemment. Et puis, il se trouve que *Le chemin de la liberté* était aussi le titre, en ukrainien bien sûr, du journal de Makhno pendant la guerre civile, journal qu'il arrivait à publier de façon un peu sporadique au gré des stocks de papiers qu'il pouvait trouver, et sur lequel il fallait imprimer cette vision de la société portée par les makhnovistes. C'est un peu ce sujet-là qui nous intéressait aussi de mettre en lumière.

Intermède : La Makhnovchtchina



Pierre

Une précision à propos de *La Makhnovchtchina*, ici avec les paroles d'Étienne Roda-Gil. Cette musique existait dans la Russie tsariste, c'était une musique militaire. Il y a une version noire et une version rouge. Il y a même une version blanche de cette chanson. Dans tous les cas de figure, cette chanson, elle est russe. Du coup, c'est très inapproprié quand on réalise un film sur l'Ukraine et quand on partage, ce qui est notre cas, le souci de l'Ukraine de se détacher, dans une démarche de lutte anticoloniale, de la Russie et de lutter les armes à la main contre l'impérialisme guerrier que Poutine développe vis-à-vis du pays. Voilà pourquoi cette chanson, on a choisi de ne pas la mettre dans le film. Les spectatrices et les spectateurs se poseront peut-être la question ! [...]

Christian

C'est important ces précisions sur la culture ukrainienne, l'exportation de la culture russe, etc. ; ça rejoint quelques autres discussions sur cette question culturelle...

Pierre

Absolument. En fait, la langue est clairement un outil d'impérialisme. La France en a usé et abusé vis-à-vis de l'Afrique et continue à en abuser. La question de l'autonomie et de l'indépendance et de la culture est une question qui est assez cardinale quand un peuple est engagé dans une lutte de libération nationale. Je voudrais ajouter que c'est l'un des outils de la propagande du Kremlin, du narratif, comme on le dit, de Poutine, qui expliquait au début de la guerre qu'il allait dénazifier l'Ukraine. On l'a entendu le dire et le redire, c'est une fable complètement infâme. Et aussi, qu'il allait libérer les populations russophones de l'Est, censées être opprimées.

On n'en parle pas directement dans le film, mais on y voit des gens qui viennent du Donbass. Ces populations du Donbass, peut-être, à l'origine, étaient-elles russophones ; elles ont vécu pendant les années 1990 et 2000 en continuant à utiliser la langue russe. Mais ces populations sont parmi celles qui sont le plus retournées contre la Russie, parce que Poutine est loin d'avoir libéré ces populations. Il les a anéanties. Il faut savoir qu'entre la zone des séparatistes stabilisée après la guerre de 2014-2022, avant l'invasion à grande échelle...

Christian

Je me permets de te couper: il faut toujours rappeler que la guerre en Ukraine n'a pas démarré en 2022.

Pierre

Absolument. Elle a démarré en 2014 par la prise du pouvoir par des séparatistes dans l'Est du pays, qui étaient des voyous, objectivement, soutenus par la Russie et qui ont stabilisé une petite zone. Entre cette petite zone du démarrage de 2014 et la ligne de front actuelle, il n'y a plus âme qui vive. Les populations ont été déplacées. La plupart des gens de ces zones ont fui vers l'Ouest et tout a été rayé de la carte. Il n'y a même pas d'animaux puisque la zone est tellement minée.

Gouliaï Polié, le village de naissance de Makhno, est précisément, au moment où on parle, l'objet de combat extrêmement important. Le crime contre les populations du Donbass constitue un crime abominable, commis par Poutine.

Pour terminer le tableau, sur l'importance de ce drame: en 2022, l'Est de l'Ukraine comptait 12 millions d'habitants et habitantes. Et quand je dis l'Est de l'Ukraine, je ne compte pas la Crimée. Je parle des quatre oblasts actuellement sous occupation, donc tout au Nord, Louhansk, Donetsk, Zaporijjia, qui est la région de Makhno, et Kherson. Le plus peuplé était l'oblast de Donetsk, qui est extrêmement industriel où il y avait, rien que là, 5 millions de personnes.

Poutine a annoncé en mars 2025 avoir terminé le processus de distribution des passeports russes aux populations des zones occupées. Le chiffre du Kremlin, c'est 3,5 millions.

12,5 millions moins 3,5 millions égale 9,9 millions; c'est le total des gens du Donbass qui ont fui vers l'Ouest et qui se sont réfugié-es à l'intérieur de l'Ukraine ou dans l'Union européenne. Le chiffre officiel du Kremlin peut être gonflé, puisqu'ils ont l'habitude de ce genre de manipulation, et comprend des gens qui n'ont pas pu fuir ces zones ou qui, pour diverses raisons, ont décidé de rester, mais ne sont pas forcément pro-russes.

D'ailleurs, il y a un vrai mouvement de sabotage, de soutien à l'armée ukrainienne dans les zones occupées. Les populations du Donbass, même celles qui sont restées, ne sont donc pas toutes favorables à la Russie, loin de là! Les gens du Donbass ont choisi. Ils ont choisi de fuir la Russie censée être libératrice.

Christian

D'où l'inadéquation du référendum prôné notamment par La France insoumise, qui porterait, au mieux, sur 3 millions de personnes alors que 12 millions sont concerné-es.



Pierre

Oui, avec une vraie politique de peuplement par des Russes qui sont envoyés comme des colons dans ces territoires occupés. On en entend parler d'ailleurs dans le film.

Christophe

Ce sont des petites touches, mais ça rappelle effectivement ce que vient de décrire Pierre. Évidemment, on a des gens du Donbass qui racontent qu'ils et elles ont fui le Donbass. Ils et elles sont bilingues, du fait de la domination de la langue russe, avec les occupations soviétiques. Ils et elles essaient de relancer la langue ukrainienne, de la développer. Il y a une guerre culturelle aussi.

Pierre



Elle est importante à soutenir parce que, comme je le disais, la langue est clairement un outil de domination impérialiste et que la question de la défense de l'ukrainien et de sa prédominance, c'est une question qui est essentielle pour la construction de l'indépendance du pays.

Christophe

Et de l'identité, parce que ce n'est pas une histoire nationaliste.

Pierre

Non, c'est une histoire culturelle. C'est très différent, absolument. Les choses ont un peu évolué depuis qu'on a filmé. En 2024, c'était encore possible et on a dans le film, effectivement, des gens qui répondent en russe... aussi parce qu'on doit le dire, on a aussi posé certaines questions en russe. C'était plus facile à l'époque pour nous de le faire pour des personnes qui n'étaient pas forcément anglophones. Aujourd'hui, après une

année 2025 qui a été marquée par le fait que Kyiv a été intégré à la ligne de front, bombardée quasiment toutes les deux nuits, c'est différent. Depuis le début de l'année 2026, avec cette guerre énergétique, complètement d'un autre âge, on dirait qu'on est au Moyen Âge, avec des villes assiégées où on prend pour cible les infrastructures de chauffage, d'eau, etc., la haine de la Russie est devenue terriblement importante et c'est normal et on le comprend fort bien. Il faut s'appeler Poutine pour penser qu'en affamant ou en frigorifiant les populations, elles vont être demain capables de signer une paix au rabais. Évidemment, ça n'est pas le cas. Évidemment, le courage des Ukrainiens et des Ukrainiennes et leur résistance restent intactes; parce que c'est d'autres choses qui sont en jeu dans cette guerre: la défense de la liberté, la défense de leurs terres, la défense de leurs appartements, des endroits où ils et elles vivent.

Et ça, c'est bien plus important qu'avoir froid pendant dix jours. Je n'ignore évidemment pas le phénomène en disant ça. Le crime reste absolument abominable, mais c'est tactiquement, sur un plan militaire, une aberration et c'est juste illustratif de la sauvagerie des forces d'occupation russes et du caractère criminel de leurs actions. Il n'y a pas d'autres termes pour ça. On est face à des crimes de guerre en chaîne, en fait, et la question de la prise en otage des Ukrainiens et Ukrainiennes dans un hiver particulièrement froid en ce moment est caractéristique de cette démarche. Elle fait écho d'ailleurs à l'attitude que l'URSS, en particulier stalinienne, a eue vis-à-vis des minorités opprimées de l'empire soviétique et avant lui de l'empire tsariste. Il y a

un fil rouge conducteur entre les impérialismes russes, soviétiques et poutiniens vis-à-vis des minorités dominées. L'Holodomor, la grande famine organisée du début des années 1930, ne fait que se rappeler à notre mémoire quand on voit l'attitude des Russes vis-à-vis des infrastructures de chauffage aujourd'hui en Ukraine.

Christian

Je reviens un peu sur l'actualité: on arrive à l'entame de la cinquième année de guerre et il y a, dans le cadre des soutiens à la résistance populaire ukrainienne, des manifestations et rassemblements dans plusieurs villes de France, entre samedi 21 et mardi 24 février [...]

Pierre

Dans le film, apparaît un collectif très important à l'échelle de l'Ukraine, Solidarity Collective, qui est un collectif de soutien à plusieurs centaines de combattant·es engagé·es sur le front. Malheureusement, plusieurs dizaines d'entre eux et elles sont aujourd'hui décédé·es, dont deux qu'on voit dans le film. Ce film est aussi une manière de leur rendre hommage. Il y a un autre collectif présent dans le film, qui est situé à Odessa: il organise du soutien aux populations et aussi du soutien social aux vétérans; l'un comme l'autre partagent une orientation libertaire, regroupe l'ensemble des couleurs de la gauche antiautoritaire ukrainienne, donc des socialistes libertaires, des communistes libertaires, des écologistes, des véganes, des féministes radicales, des militant·es LGBT qui, dans les rangs de l'armée, essaient de défendre leurs droits tout en étant engagé·es les armes à la main dans la lutte contre l'impérialisme russe.



Lors de l'avant-première, le 20 février, on aura la chance d'avoir un des personnages du film. Katara, une militante de la région de Mykolaïev, une militante anarchiste; également une représentante du collectif de solidarité dont je parlais, qui s'appelle Mira, qui vient spécialement d'Ukraine; on aura aussi les parents d'un militant anarchiste russe qui était engagé dans les rangs de l'armée ukrainienne. Il est mort à Bakhmout en avril 2023 et on le voit aussi dans le film. Ses parents seront là. Ses parents ont fui la Russie avec d'autant plus de nécessité que leur fils était mort dans les rangs ukrainiens. Il et elle vivent en exil aujourd'hui et seront à Paris le 20 février. Le nom de ce militant est Dima Letchy Petrov et ses parents, Dima également et Irina.



Christian

Oui, ça fait un peu le lien avec la question culturelle aussi, mais je signale que dans les soutiens au film, il y a aussi les éditions Syllepse qui, par ailleurs, prépare le...

Pierre

Oui, l'édition du livre *Le jour des parents*, écrit par Dima Petrov dans la douleur de la perte de son fils et qui vient illustrer, en faisant appel à la fiction aussi, un dialogue entre cet enfant et ses parents autour de l'engagement, autour de la nécessité de vivre jusqu'au bout ses idées. Il s'agit de rendre hommage à leur fils et de montrer l'importance à ses yeux de cet engagement qui l'a amené à mourir pour l'Ukraine, sur le sol de Bakhmout, il y a maintenant presque trois ans.

Christian

On va revenir sur le film. Tout ce que vous dites sur la situation en Ukraine, ce que vous décrivez, c'est le fil rouge des publications qui ne sont pas directement du comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine, mais très en lien, c'est ce qui est publié par les Brigades éditoriales de solidarité, animées par l'équipe des éditions Syllepse: tous les mois depuis mars 2022, un PDF est mis à disposition sur le site de plusieurs organisations, associations, etc. Cette revue donne la parole, en priorité, à beaucoup d'acteurs et d'actrices - j'allais dire de la résistance, peut-être qu'il faut dire des résistances.

Pierre

Oui, la résistance est diverse. L'Ukraine est une société étonnamment vive, compte tenu des conditions qu'elle subit. Il se trouve que je vis en Ukraine depuis maintenant presque un an et demi, dans le cadre du film d'abord en 2024 et puis dans le cadre d'un boulot à partir de 2025. Je vais continuer sans doute jusqu'à la fin de l'année 2026 dans ces conditions, mais ça me permet d'être au contact de cette société ukrainienne et de pouvoir constater cette vitalité. Moi, je suis assez impressionné par ça.

On est au 1451^e jour de guerre aujourd'hui. 1451 jour de guerre, c'est plus que la Deuxième Guerre mondiale, sur le sol de l'Ukraine. Si on prend la durée totale du conflit, entre juin 1941 et la fin de l'année 1944, période au cours de laquelle la Wehrmacht a été expulsée d'Ukraine, donc c'est plus long. C'est plus long et il n'y a pas une famille ukrainienne qui ne connaît pas une personne qui est morte soit sur le front, soit

dans les bombardements de la population civile.

Tout le monde est marqué dans sa chair par cette guerre. Et j’imagine la France dans une situation similaire: ça ferait longtemps, malgré nos 250 ans d’histoire de démocratie républicaine, qu’on ne serait plus une démocratie. Et l’Ukraine est une démocratie. Il y aura des gens qui diront: «Il exagère, c’est quand même hypercorrompu comme pays.» Oui, mais est-ce que vous connaissez beaucoup de pays qui, au bout de 1451 jours de guerre, sont capables de virer quatre ministres corrompus, d’entendre un mouvement social de dix jours? Il a fallu dix jours seulement à Zelensky, quoi qu’on pense de son orientation libérale, pour retirer un projet de loi contesté sur la réduction de l’autonomie des agences anticorruption en Ukraine et du tribunal anticorruption. Dix jours. On voit un petit peu ce mouvement dans le film: une jeunesse révoltée dans les rues avec beaucoup de slogans extrêmement libertaires d’inspiration, écrits sur des cartons. On l’a appelé la révolution des cartons, ce moment un peu en apesanteur. Il témoigne de cette vitalité-là. Il témoigne du fait que l’Ukraine est une démocratie sans aucun doute, malgré la corruption, malgré la guerre¹.

Il y a une loi martiale, il y a des mesures d’exception, mais ça n’empêche pas le mouvement syndical d’exister. La France insoumise, tu en parlais tout à l’heure, développe une fable selon laquelle les syndicats seraient interdits. Je

1. Voir [Soutien à l’Ukraine résistante](#), n° 41, 11 août 2025, «Les journées juillet»



ne comprends pas que personne ou presque ne la corrige. Les syndicats sont actifs, les deux confédérations FPU et KVPU et des syndicats non affiliés à ces confédérations.

Je suis moi-même membre de la KVPU depuis que je me suis installé en Ukraine. Et effectivement, ce syndicat existe. Je n’ai pas besoin de me réunir dans des souterrains ou je ne sais quoi. Il mène des campagnes.

Christian

Parfois dans les souterrains quand même à cause des bombardements...

Pierre

Effectivement, toutes les deux nuits, je dois au moins descendre deux à trois fois par nuit, pour arriver à échapper aux missiles balistiques russes. Mais à part cette vie en sous-sol, je n’ai pas besoin, pour les réunions syndicales, de descendre en sous-sol. C’est tout à fait possible de dire qu’on est syndicaliste. C’est tout à fait

possible d'avoir une activité syndicale. Et d'ailleurs, la KVPU, qui est mon organisation, dorénavant – j'ai été longtemps membre de la CGT, je le suis toujours, j'ai une double affiliation – se trouve être à la pointe de la lutte contre les atteintes aux droits syndicaux et aux droits sociaux, avec des plaintes en cours à l'OIT pour infraction aux normes sur les libertés syndicales, notamment.

Donc, il y a une activité syndicale, contrairement à ce que racontent La France insoumise et son leader. Il y a des difficultés qui sont liées à la guerre, évidemment, mais il y a une vitalité de la démocratie qui est absolument surprenante quand on vit en Ukraine.

Christian



Oui, on parle du mouvement syndical et à juste titre d'ailleurs dans cette émission, évidemment, parce que je rappelle qu'on est dans l'émission «Chroniques syndicales». D'ailleurs, j'en profite pour dire que l'Union syndicale solidaire soutient le film. Au-delà des organisations syndicales, plus globalement, il y a des contre-pouvoirs. Tout à l'heure, tu parlais, y compris dans l'armée, de celles et ceux qui défendent leurs droits, par exemple, en tant que LGBTQI, etc. On s'en fait régulièrement l'écho dans les publications des Brigades éditoriales de solidarité. La bataille pour le droit des LGBTQI dans l'armée, par exemple, c'est quand même quelque chose qui paraît assez loin de ce qu'on peut connaître en France dans ce même milieu. Et tout ça, effectivement, comme tu le dis, dans un pays où il n'y a aucun droit selon certains et certaines. En fait, la situation est autre, il

suffit d'écouter les personnes concernées pour le savoir.

Pierre

On ne l'a pas gardé dans le film, mais on avait un camarade qui s'appelle Boris et qui représente les LGBT dans les rangs de l'armée. On est obligé de faire des choix et ces choix sont souvent douloureux. On n'a pas gardé l'ensemble de son propos. En revanche, la question des LGBT est abordée ailleurs dans le film. C'est vrai qu'il y a une vraie prise en compte de ce sujet-là, tout comme il y a une vraie prise en compte de la place des femmes dans l'armée. Ça peut sembler assez terrible, mais les femmes, évidemment, veulent prendre une part dans l'effort de résistance collective et elles ont une place importante dans l'armée. Environ 15 % des «combattants» sont des combattantes. La présence féminine dans l'armée est évoquée par une soldate, qu'on a eu l'occasion d'interviewer à Odessa. Nos camarades parlent beaucoup d'horizontalité, de révocation possible des cadres de l'armée...

Cela dit, ce qui était vrai en 2024, l'est un peu moins en 2025. Chaque année qui passe voit l'armée revenir vers des formes d'organisations, on va dire plus traditionnelles. Ce qui est très vrai aussi, ça aussi c'est abordé dans le film, c'est qu'en 2022, lorsque l'invasion à grande échelle s'est déclenchée, c'est beaucoup la défense territoriale, le TRO comme on l'appelle en Ukraine, qui a remplacé l'armée en partie ou en tout cas qui a pris le relais pendant toute une période, dans les territoires occupés au nord de Kyiv et qui a infligé d'ailleurs à l'armée russe des pertes



assez importantes. Cette défense territoriale était assurée par des habitant-es coalisé-es dans les quartiers qui ont pu faire des barricades avec ce qu'ils et elles avaient sous la main, qui ont récupéré des kalachnikovs dans les bureaux de police pour arriver à se défendre. C'était une défense réellement populaire. Il y a eu toute une période où la défense armée a été assurée par les habitant-es. C'était assez remarquable.

Christian

Christophe, comme tu dois nous quitter, si tu veux dire quelques mots ? Sur le film ?

Christophe

C'était une aventure extraordinaire. En fait, ce film, il laisse une trace de ce courant de la résistance qui est anti-autoritaire. Il ne s'agit pas de dire que l'Ukraine est majoritairement libertaire. Il y a ces militants et ces militantes qui sont engagées, qui perdent leur vie. Ça, c'est quand même une tragédie. Le film, c'est pour eux aussi un outil, un outil pour dire : on était là, on s'est battus, on continue de se battre. C'est aussi important pour l'après-guerre. C'est une façon de les rendre légitimes aussi dans ce combat-là contre l'impérialisme.

Je voulais rappeler aussi que la souscription est toujours ouverte. On a encore besoin d'un peu de fonds. Il faudrait qu'on édite un DVD, avec un bonus. Ça, c'est du montage, c'est encore du travail, c'est de l'argent. Donc n'hésitez pas à aller sur le site de Canal Marches ! À très vite.

Christian

On parlait durant la pause musicale des combats dans l'armée ukrainienne, sur la

question des droits des femmes, des droits des LGBTQI, etc. C'est évidemment un sujet qui peut paraître assez paradoxal quand on parle en même temps de mouvement libertaire. Même si à propos de libertaires et d'armement, on a tout de suite à l'esprit la question de la révolution espagnole, des milices, etc. Mais, évidemment, la situation est différente, puisque là, il s'agissait, dans le cadre de 1936, de défendre une révolution. On n'est pas dans cette situation en Ukraine. Mais en Ukraine, les camarades libertaires, et d'autres, ont pris les armes. Mais pas pour défendre le régime en place, même si, comme tu l'as dit, celui-ci n'est pas non plus un régime nazi.

Pierre



Il y a ce qui peut ressembler à un paradoxe, mais ce qui ne l'est pas quand tu vis dans la situation qui est la leur. Certains l'évoquent dans le film. Effectivement, comme tu le dis, ils et elles ne se battent pas pour Zelinsky, ils et elles ne se battent pas pour une patrie, ils et elles ne se battent pas pour un État, mais ils et elles se battent pour ce qui semble être à leurs yeux le plus important dans le moment présent, c'est-à-dire leur liberté. Terme qui peut être très polyvalent. Ce n'est pas la révolution espagnole, mais cette liberté, elle est suffisamment importante à leurs yeux pour mériter d'être défendue. Sur tout que ce qui est en face, c'est quand même le fascisme incarné. Le modèle de Poutine est un modèle absolument abject qui est fait de domination, d'humiliation, de violences, de répression, en Russie, évidemment, mais aussi dans les territoires occupés, dans son étranger proche.

Cette relation de domination et de volonté de restaurer un empire russe est absolument abjecte et elle mérite, elle, qu'on comprenne l'engagement comme une résistance.

Imaginons... Je sais que ce n'était pas le choix de tous les libertaires et que certain·es ont pu refuser d'endosser l'habit de résistant·e pendant la Seconde Guerre mondiale, mais on est dans une situation à peu près identique, avec des menaces extrêmement fortes qui pèsent sur la liberté. Si on veut continuer à évoluer dans un espace qui garantit certains droits, il y a des choix radicaux qu'il faut faire et les personnes que l'on montre ont fait ces choix. Ils et elles sont, dans la gauche ukrainienne, extraordinairement majoritaires. Et cette gauche ne compte pas pour rien. C'est ça qui est très étonnant aussi et qui détache de ce narratif russe complètement insupportable. [...]

Une anecdote. Les billets de banque actuellement en vigueur en Ukraine sont au nombre de six. Ils varient d'un billet de 20 hryvnias à un billet de banque de 1 000 hryvnias. Les billets représentent six figures de l'histoire ukrainienne, six figures fortes, signifiantes pour l'Ukraine contemporaine. Le billet de 20, le plus petit, représente Ivan Franko, un auteur mort en 1916. C'est l'Émile Zola russe. C'est quelqu'un qui a écrit sur la condition ouvrière. Excusez-moi, l'Émile Zola ukrainien, évidemment, qui a écrit sur la condition ouvrière en Ukraine en défendant l'ukrainité. J'ai fait ce lapsus parce qu'il était célébré par la propagande soviétique. Ivan Franko est très important dans la culture ukrainienne d'aujourd'hui parce qu'il écrivait en ukrainien et qu'il défendait cette identité ukrainienne

tout en étant socialiste, marxiste, émancipateur. Parce que dans le 19^e siècle, celui du réveil des cultures et des identités européennes opprimées dans les différents empires, il y avait une forme d'adéquation entre émancipation, socialisme et défense de l'identité de la culture.

Après, on passe au billet de 50 qui représente Hrouchevsky. Hrouchevsky est le président de la Rada de l'Ukraine, de 1917-1918. L'Ukraine, qu'on appelle l'UNR, la République populaire d'Ukraine, était cette République dirigée par Simon Petlioura, donc socialiste révolutionnaire, critiquée évidemment, parce que comme tous les terrains de la guerre civile, l'Ukraine a donné lieu à des pogroms. Et on lui reproche souvent d'avoir été silencieux là-dessus, ce qui est d'ailleurs en partie faux. Là aussi, on pourrait s'interroger sur la propagande russe bolchevique de l'époque qui a contribué à présenter Petlioura comme un pogromiste, ce qu'il n'était pas. Je ferme cette parenthèse. Sur ce billet de banque, c'est donc Hrouchevsky, un socialiste révolutionnaire ukrainien et qui est mort en URSS juste avant les grandes purges staliniennes, sinon il aurait été fusillé, c'est certain. Il présente la particularité d'avoir été l'incarnation du parlementarisme ukrainien, cette parenthèse libre de l'Ukraine.

Ensuite, on a le billet de 100, avec Taras Chevtchenko qui est le Victor Hugo ukrainien. Lui aussi a beaucoup écrit, en ukrainien, sur la condition paysanne et ouvrière. C'était un artiste assez complet, étant aussi peintre en même temps qu'écrivain. Il est une figure forte et lui aussi engagé dans les dynamiques d'émancipation du milieu du 19^e siècle.

Sur le billet de 200, c'est Lessia Oukrainika, une poétesse extrêmement connue, engagée, très proche des bolcheviks, qui a eu toute une correspondance avec Lénine et qui a été la première traductrice en ukrainien du *Capital* de Marx. Elle est morte juste avant la Première Guerre mondiale, en 1913. Et elle représente, elle aussi, cette synthèse entre esprit d'émancipation, révolution, socialisme et défense de l'ukrainité.

Après, sur le billet de 500, on a Skovoroda, qui est un religieux du 17^e siècle, si je me souviens bien. Il n'est pas socialiste, puisque ça n'existait pas à son époque, mais c'est quelqu'un qui était défenseur des thèses de Copernic dans les cercles religieux de l'époque. C'est quelqu'un relativement ouvert et dont les écrits sont très intéressants d'ailleurs.

Et puis, sur le billet de 1000, et je termine là-dessus, on a Vernadsky, un géographe géologue soviétique, qui était membre du Parti bolchevique, qui a reçu le prix Staline en 1943, avant d'être assassiné sur ordre de Staline en 1952, parce que défenseur, lui aussi, du droit d'écrire en ukrainien, etc. Donc, le fil rouge, si je puis dire, sans jeu de mots, de toutes ces personnes, c'est d'avoir été à la fois des militants de l'émancipation culturelle et de l'émancipation sociale. [...]

Christian

Pour reboucler à propos des discours men songers sur l'absence de mouvements syndicaux, sociaux, progressistes en Ukraine: on parlait tout à l'heure de la FPU, de la KVPU, il se trouve que l'Union syndicale solidaire a aussi

des contacts avec des organisations syndicales qui sont aujourd'hui affiliées ni à la FPU ni à la KVPU, notamment, les camarades de Soyez comme nous sommes du secteur de la santé ou les étudiants et étudiantes de Priama Diia, mais aussi des syndicalistes de la KVPU dans le ferroviaire, les mines... On a des nouvelles régulièrement de leurs activités; elles se déroulent dans des conditions très compliquées, certes, mais elles existent. Peut-être qu'on pourrait y revenir un peu, notamment par rapport aux luttes qu'ils et elles mènent. Quant à l'état de guerre, ce n'est pas le régime de Zelensky qui a décidé qu'il y avait la guerre en Ukraine.

Pierre



Non, bien sûr. Et je le disais tout à l'heure, malgré la loi martiale, malgré cet état de guerre, les libertés syndicales continuent à pouvoir s'exprimer. Je ne m'explique pas cette fable divulguée par LFI. Il n'y a aucun fondement à ça. Il y a eu à un moment donné une expulsion de locaux syndicaux d'une des deux confédérations pour une affaire de corruption à la tête de l'organisation. Mais ça démontre le fait que les mécanismes de lutte anticorruption continuent à fonctionner. Après tout, on ne peut que saluer un moment de ce type quand la corruption est avérée. L'activité de la FPU, qui était concernée par cet événement à travers des fédérations professionnelles, a continué à pouvoir se dérouler normalement. Je reviens d'ailleurs sur cet exemple du mouvement de la révolution des cartons l'année dernière, au mois de juillet.

Je le disais, dix jours seulement de manifestations, jusqu'à 10 000 personnes dans les rues

de Kiev. Une jeunesse militante très active qui, malgré les peines générées par la guerre, était capable de faire la fête dans les rues de Kyiv. Il y avait trois voitures de flics pour surveiller une manif de 10 000 personnes. À Paris, on ne voit plus ça depuis des années et des années. Donc c'est très étonnant. L'Ukraine fait preuve d'une remarquable vitalité compte tenu de ce qu'elle vit au quotidien.

Christian

A contrario, tu l'as dit tout à l'heure et je pense que ça aussi c'est important, il ne s'agit pas de broser un portrait enjolivé de l'Ukraine. Aujourd'hui, il y a aussi parmi les jeunes hommes, une vague de refus de l'enrôlement. Ça existe. Il faut quand même dire deux mots aussi là-dessus, de la réalité, de ce que c'est, des problèmes que ça pose.

Pierre

On en entend plus parler en France qu'on ne peut le constater en Ukraine. Je suis désolé de le dire comme ça. Je travaille majoritairement à Kyiv et je fais régulièrement des déplacements dans le Nord et dans l'Ouest de l'Ukraine. J'ai moi-même été contrôlé à deux reprises par ceux qui opèrent des recrutements, y compris dans la rue. Donc, je sais que ça existe. J'ai des amis qui se sont fait mobiliser de la sorte. La plupart des personnes avec qui je parle de cela et qui n'ont pas vécu l'expérience de la mobilisation encore, disent: «Si ça m'arrive, j'irai. Je ne suis pas enthousiaste à cette idée, évidemment.» C'est terrible d'arriver à le verbaliser et puis de se dire: «Je vais devoir peut-être faire ça.»

Mais en même temps, compte tenu de la menace qui pèse sur l'existence du pays, il y a un niveau d'acceptation de ça qui est assez phénoménal. Moi, je ne connais pas de déserteurs, de réfractaires, alors que j'évolue dans des milieux militants. Encore une fois, mes contacts, ce sont des gens de Solidarity Collective, de Sotsialnyi Rukh, donc des gens qui portent des idéaux sociaux, un activisme, un pacifisme.

Christian

Ce ne sont pas des milieux militaristes.

Pierre

Ce ne sont pas du tout des militaros. Et pourtant, il y a une acceptation de ce risque, de cette nécessité, au nom de quelque chose qui transcende quelque part le pacifisme là-dedans. Pour défendre un pacifisme, un retour à un pacifisme, pour le droit au pacifisme, il faut se battre sinon le risque est que le pays tombe sous la coupe d'un régime qui, lui, est totalement militarisé, où toute la société l'est, où toute la jeunesse est embrigadée. C'est une résistance, en fait. C'est pour ça que, plutôt que l'Espagne, il vaut mieux comparer, je pense, à la Résistance lors de la Deuxième Guerre mondiale. [...]

Christian

C'est très clairement une lutte antifasciste.

Pierre

Oui. Le fascisme est clairement du côté russe. C'est un impérialisme, c'est un néocolonialisme. C'est une violence assumée, c'est une boucherie, en fait, côté russe. C'est aussi une guerre contre ses propres minorités que mène

le régime russe, en les envoyant se faire broyer sur le front. C'est un racisme, c'est avéré.

Les Ukrainiens et Ukrainiennes emploient souvent le terme de génocide, mais il y a quelque chose de très vrai dans le fait d'employer ce terme-là. Pourquoi ? Parce que Poutine l'avait dit durant l'été 2021 : « Il n'y a que deux catégories de personnes vivant en Ukraine », parce que pour lui, ce ne sont pas des Ukrainiens et des Ukrainiennes ; ça n'existe pas pour Poutine. Il n'y a que deux catégories de personnes donc, ceux qui pensent qu'ils sont Ukrainiens. Et alors eux, *ciao*, bonsoir ; et il y a ceux qui savent qu'ils sont des Russes. Et eux, bienvenue. Il y a une négation de l'identité ukrainienne.

J'ai croisé des personnes en France qui me disent : « De toute façon, c'est les mêmes, les Ukrainiens et les Russes. » Alors, les Algériens et les Français, c'était pareil ? Si on devait demain, parce qu'ils parlent le français, aller « défendre des minorités », recolonisons la moitié de l'Afrique subsaharienne aussi parce qu'ils sont francophones. C'est ce que les Russes font en Ukraine. Il y a un truc qui est complètement fou là-dedans. L'Ukraine est une nation. Moi, je ne défends pas les États-nations en disant ça, mais c'est une identité populaire réelle. Au moment où se constituent cinq États européens, au moment de la dislocation de l'empire russe en 1917, cinq États accèdent à l'indépendance. Ce sont des États dont il ne viendrait à personne aujourd'hui, sauf à Poutine, l'idée de dire : ces États ne méritent pas d'exister. C'est la Finlande, la Lettonie, la Lituanie, l'Estonie et la Pologne.

Par les hasards de la guerre civile, l'Ukraine n'accède pas à la même indépendance.

Pourtant, elle a une langue, je peux l'assurer, qui est très différente du russe. J'ai toutes les difficultés du monde à l'apprendre parce que justement, j'ai moi-même mon cerveau en partie sous-occupation, en quelque sorte, parce que je suis russophone. Ce sont vraiment deux langues très différentes, au même titre que le polonais est très différent du russe ou de l'ukrainien aussi.

Donc, par les hasards de l'histoire du 20^e siècle, l'Ukraine n'a pas accédé à l'indépendance. Elle aurait pu. D'ailleurs, elle l'a été pendant un an et demi, presque deux ans à ce moment-là. Et puis elle a été intégrée à l'Union soviétique. On connaît son destin. C'est un peuple, c'est une identité très différente qui aujourd'hui a fait son unité. Parce que même – je le disais tout à l'heure – les russophones de l'Est de l'Ukraine, dont je signifiais le destin tragique tout à l'heure... et bien, il n'y a pas plus antirusse que les anciens russophones de l'Est qui, aujourd'hui, de façon extrêmement violente, s'arrachent la langue au sens propre comme au sens figuré, parce qu'ils ne veulent plus parler le russe. Pour eux, c'est la langue de ceux qui ont détruit leur vie, qui ont volé leurs terres, volé leurs maisons, etc. On a une *nakba* ukrainienne avec neuf millions de personnes déplacées.

Christian

On évoquait la question de la fin de la guerre. Je ne sais pas si on peut appeler ça la paix d'ailleurs, parce que ça peut être deux choses différentes même. C'est une banalité, mais tout le monde est pour la paix. C'est la même chose en Ukraine, c'est la même chose en Palestine.

Je fais le parallèle volontairement parce que ce qui est souvent présenté comme proposition pour une paix en Ukraine, c'est un peu comme si on disait aux Palestiniens et aux Palestiniennes: «Renoncez définitivement à la Palestine et comme ça, il y aura la paix.» On voit bien que c'est quelque chose qui est absolument inenvisageable quand on parle de la Palestine. Et quand on parle de l'Ukraine, une partie des milieux soi-disant progressistes sont prêts à accepter quelque chose qui s'appellerait la paix, à condition que les Ukrainiens et les Ukrainiennes renoncent à une partie de leur territoire. Qu'on comprenne bien, quand on parle du territoire, c'est ce que vous expliquiez tout à l'heure, la dimension culturelle, historique, personnelle, familiale, etc. Et tout ça est encore moins possible au bout de 1 451 jours d'occupation. À ce propos, peut-être faut-il revenir aussi sur les conditions de vie et sur cette ligne de front qui, de fait, n'est plus une ligne de front, mais qui est de plus en plus toute l'Ukraine.

Pierre

Oui, bien sûr. La ligne de front fait plus de 1 000 kilomètres. Ils intègrent *de facto* à cette ligne de front les objectifs qu'ils bombardent quasiment toutes les nuits aujourd'hui, des objectifs dits énergétiques, stratégiques, critiques, en précipitant des millions de personnes dans le froid. Ne serait-ce qu'à Kyiv, depuis le début du mois de janvier, toutes les maisons ont connu des coupures de chauffage qui ont amené les températures à tomber en dessous de 10 degrés. Et 10 degrés, c'est pour les personnes qui continuent à avoir la capacité de brancher



un chauffage électrique une partie du temps où ils ont de l'électricité. Il faut être Poutine, je l'ai dit tout à l'heure, pour penser que cette précipitation dans le froid d'une population entière va l'amener à signer une paix. Ça a produit l'effet contraire. [...]

Mais cette paix, elle ne peut pas être autre chose qu'une paix juste et durable. J'emploie ces termes à dessein parce que, notamment le mouvement syndical, avec d'autres, a consacré l'usage de ces mots pour qualifier la question de la paix en Palestine, mais aussi a repris les mêmes termes pour la question de la paix en Ukraine. Et je note que sur l'Ukraine, ces vocables ont été repris par beaucoup de dirigeants politiques de nations, y compris Macron. Macron parle souvent, quand il parle de la paix en Ukraine, de paix juste et durable. Donc, ce qui montre que, quelquefois, les bonnes idées diffusent. Oui, la paix doit être juste et durable. Si cette paix consacre les annexions territoriales, elle ne sera ni l'un ni l'autre. Elle ne sera pas juste parce que, je le disais tout à l'heure, 9 millions d'Ukrainiennes et d'Ukrainiens sont déplacés de là où ils et elles habitaient. Ces personnes viennent des zones anciennement russophones d'Ukraine et mettent la pression sur Zelensky, et c'est bien compréhensible, en disant: «En aucun cas, tu as le droit de signer une paix en notre nom qui va consacrer la spoliation généralisée de nos biens.»

Dans notre film, et dont on a finalement peu parlé, on entend souvent, en ukrainien bien sûr, les mots «maison», «notre logis», «nos terres». C'est aussi simple que ça. Les Ukrainiens et Ukrainiennes sont les Indiens et Indiennes

d'Amérique, ils et elles sont spoliés de leurs terres et Poutine organise cette spoliation généralisée. Au mois de décembre, il a fait voter une loi disant que si tu n'es pas en mesure de payer tes services municipaux, l'eau, le ramassage des ordures – qui n'a pas lieu par ailleurs dans les zones occupées –, tu es spolié au bout de trois mois, officiellement. C'est le vol généralisé des populations qui est organisé.

On est sûr de l'escroquerie, en plus d'une guerre d'invasion colonialiste d'un autre âge. C'est ça la réalité. [...]

Une paix en Ukraine ne peut pas se faire contre les Ukrainiens et les Ukrainiennes. Trump met une pression très forte pour une paix au rabais parce qu'il rêve de reprendre une relation d'affaires avec la Russie. Si Poutine gagne une reconnaissance des annexions territoriales, il ira plus loin et son régime va se consolider encore davantage. La Russie est partie pour un Reich de 1 000 ans si elle gagne ses 20 % de territoire ukrainien. Et puis, en Ukraine, le sentiment d'humiliation et de défaite sera tel que là, on pourrait avoir une radicalisation de la société, peut-être dans un mauvais chemin, alors que ce n'est pas du tout le cas encore aujourd'hui.

Moi, je pense qu'il y a trois fronts dans cette guerre.

Il y a un front militaire, clairement gelé dans une configuration où la Russie perd. Elle ne perd pas de territoire, mais elle en gagne si peu que militairement, elle perd. La guerre d'attrition, c'est elle qui se l'inflige à elle-même avec des pertes humaines et des pertes en matériel colossales. Les Ukrainiens et Ukrainiennes, en revanche, font preuve d'une remarquable



résistance sur cette ligne de front et ça ne bouge quasiment pas. Sur la guerre militaire, c'est match nul.



Il y a une guerre diplomatique où les configurations ont terriblement changé avec une internationale brune, de Poutine à Trump, en passant par la Chine et quantité d'autres pays, qui rêvent d'un nouveau Yalta, en se partageant le monde, en prenant qui le Groenland, qui l'Ukraine et les Pays baltes ou je ne sais pas quoi d'autres. Sur le front diplomatique, du coup, là, ce n'est même pas un match nul. Je peux dire que c'est presque perdu.

Mais il y a un troisième front. C'est le front des sanctions économiques. C'est la guerre économique. Cette guerre économique, on la mime depuis trop longtemps. On la mime... Cette question économique est omniprésente, même sur le front militaire ou sur le front diplomatique. Deux exemples anecdotiques. La France a saisi, je crois, quatre yachts d'oligarques russes qui mouillaient sur la Côte d'Azur quand les Pays-Bas en ont saisi 22. Je pense que Rotterdam,

c'est quand même moins fréquenté par les oligarques que la Côte d'Azur. Donc, on gesticule, on fait semblant de soutenir l'Ukraine et, dans les faits, on ne fait pas grand-chose.

Autre exemple anecdotique, mais qui est glaçant, moi, quand j'ai appris ça, j'ai cru que c'était un *fake* tellement ça semble gros: la fille de Poutine, a une galerie d'art rue Henri-Chevreau à Paris. Elle est protégée par des barbouzes russes et français. Macron, il sait qu'elle est là depuis bien plus longtemps que la révélation médiatique de sa présence ici. Il y a un jeune Ukrainien qui est allé la choper à la sortie de sa galerie: «Dis donc, ton papa, il a tué mon frère. Tu ne peux pas lui dire d'arrêter sa sale guerre?» Et elle bafouille: «Qu'est-ce que tu me fais chier, etc.» Tout ça en russe, l'échange a lieu en russe. Elle est là, à Paris. Comment est-ce qu'on peut tolérer un truc comme ça? Gesticuler dans un sens en disant: «Je soutiens l'Ukraine, je livre des armes à l'Ukraine», mais en réalité la France a très peu donné. Elle promet cent Rafales, alors qu'on en a à peu près autant dans l'armée française et qu'on en produit trois par an. Il y a un terme que les Ukrainiens et Ukrainiennes employaient beaucoup au début de la guerre et qui ressurgit sur Macron, c'est «macroner». On «macrone», on fait semblant, on mime l'action. Autre exemple sur les sanctions, c'est toute la gesticulation autour des avoirs russes dont on nous a promis qu'ils allaient être gelés, débloqués pour financer la reconstruction de l'Ukraine, 210 milliards en décembre et qui, finalement, ne sont pas du tout touchés parce qu'on craint que si on le fait, il y aura des avoirs français qui vont être saisis en Russie. Ah bon?

Parce qu'il y en a ? Mais qu'est-ce qu'ils foutent, les Français qui ont de l'argent là-bas ? Je suis très malheureux d'avoir entendu une partie de la gauche, allant au-delà de la France insoumise, dire là-dessus : « Non, il y va de la crédibilité des investisseurs. » C'est quand même hallucinant qu'on ne soit pas capable d'assumer ça, alors qu'il y a dans le programme d'un certain nombre de partis de gauche, la création d'un pôle bancaire public. Là, on veut saisir des avoirs d'oligarques russes en Europe et on se dit : « Non, il y va de la crédibilité de l'Europe ». On n'est pas près de sortir du capitalisme avec des héros de la gauche qui craignent de taper dans les poches des riches !

Christian

Ce que tu dis, c'est que fascisme et grand capital, c'est toujours d'actualité.

Pierre

Oui, comme quoi l'histoire se répète, malheureusement. Et la peste brune aussi, d'ailleurs.

On a un peu parlé du film, beaucoup parlé d'Ukraine. Mais le film parle beaucoup de l'Ukraine. Il ne parle même que d'Ukraine. On espère qu'il rencontrera son objectif qui est d'éclairer sur cette réalité de la guerre, sur l'effet qu'elle produit, mais aussi sur le fait que l'Ukraine est irriguée par des forces militantes assez remarquables, qui portent un agenda et des revendications qui font totalement écho parce qu'elles se situent dans le spectre des idées libertaires, antiautoritaires, socialistes, démocratiques... Les collectifs que l'on montre dans le film ne perdent pas de vue l'objectif de



long terme qui est d'arriver à une société libérée de ces oppressions, mais dans l'immédiat, l'oppression qu'il faut combattre, c'est celle que la Russie déroule sur le pays de façon violente en prenant en otage les populations comme elle le fait actuellement avec cette question énergétique. Le film essaie de montrer tout ça en une heure seulement.

Comme le disait Christophe tout à l'heure, on va envisager aussi une sortie plus matérielle et durable parce qu'on aime bien toucher les objets avec Christophe. On va sans doute produire un DVD avec l'aide de Canal Marches et de Thélème Films. DVD qui proposera aussi des à-côtés. On veut utiliser la matière première de ce film qui est assez énorme puisqu'on a filmé près de 22 heures de rush.

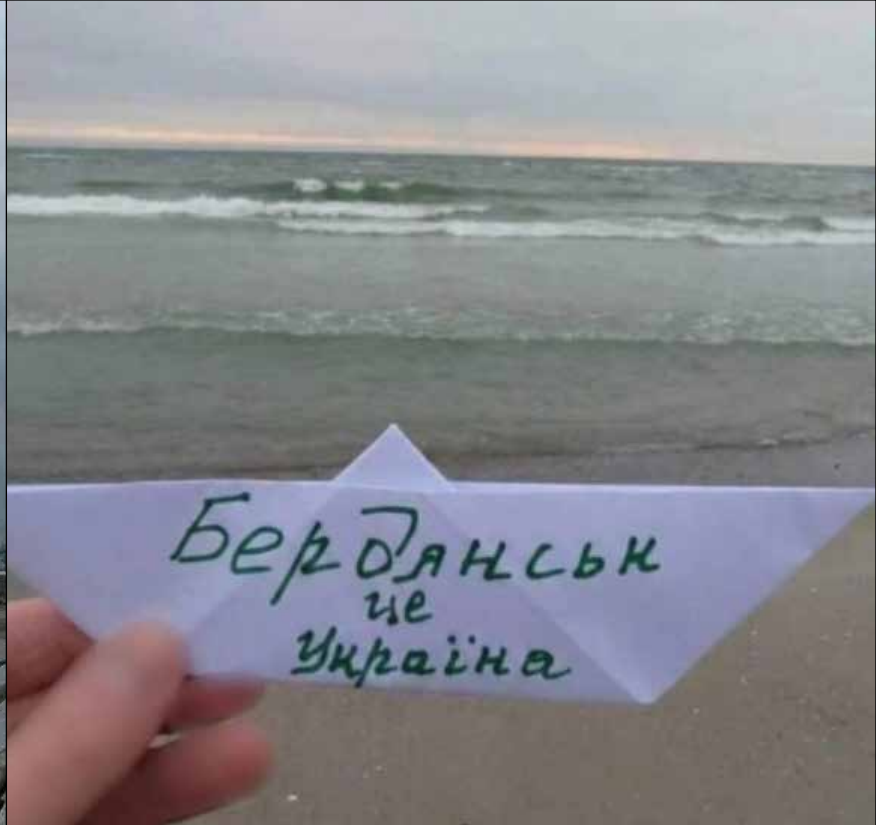
Pour contacter les réalisateurs et organiser des projections :

theleme@theleme.org

* Les photos illustrant l'article sont extraites du film.



Україна Єдина



Aujourd'hui même, les militants du mouvement Ruban jaune de Yalta, Simferopol, Sébastopol, Donetsk, Rovenky, Berdiansk et Melitopol ont organisé une action pour rappeler une chose simple : « Ici, c'est l'Ukraine ». Et il en sera toujours ainsi.

Nous sommes la voix de l'Ukraine dans les territoires occupés. Et cette voix ne peut être étouffée.

24 février 2026



LE 8 MARS DES
FÉMINISTES
D'UKRAINE

Portfolio

ПОДРУГА ГАЙКА

✖

ЗБІР ЗБИРАЄ

✖

НА СВІЙ ПІДРОЗДІЛ

ГАЙКА

✖

**МОРСЬКА
ПІХОТИНКА**

**ЗБІР НА 3
ДЕТЕКТОРИ
ДРОНІВ SA6**

✖



У День
подруг 13 лютого ми збираємо
кошти на три детектори дрона для
підрозділу нашої подруги. Бестікс-
вечірка створена для таких місій і
ми закликаємо вас допомогти нам її
втілити

Ми познайомилися у 2022-у році:
коли внаслідок повномасштабного
вторгнення росії Іванка опинилась у
Львові і майже відразу стала
частиною команди як волонтерка
програми підтримки старших жінок
та улюблена няня дітей, що разом із
матерями проживали у наших
прихистках.

Ми не просто працювали разом, але
і стали насправді близькими і дуже
цінуємо нашу дружбу. Тож хочемо
якнайшвидше та якнайкраще
допомогти зібрати потрібну суму —
це власне і головна мета нашої
вечірки 13 лютого: 60 000 на
потреби підрозділу морпіхів.

✖

39 ОБрБО (окрема бригада берегової оборони ЗСУ)

✖







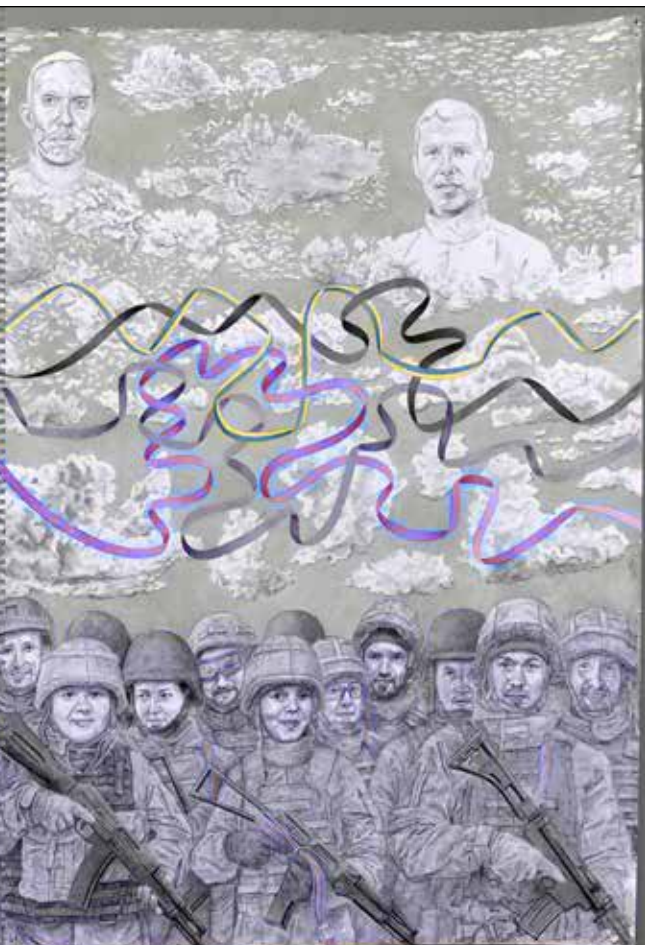


















Aujourd'hui, 24 février 2026, cela fait quatre ans que la Russie a lancé une invasion à grande échelle en Ukraine.

Ce jour-là, de nombreuses personnes se sont levées pour défendre leur pays. Parmi elles, les sœurs du mouvement : Borisivna, Vysota, Khimera, Nix.

Elles sont arrivées dans l'armée avec des expériences et des professions différentes, mais toutes avaient un point commun : l'impossibilité de rester à l'écart lorsque la guerre à grande échelle a éclaté. Leurs histoires parlent d'évacuations sous les bombardements, de service dans différents domaines et de défense du ciel.

La force des femmes dans l'armée ne se manifeste pas par des paroles retentissantes, mais par des décisions et un travail quotidiens. Par leur volonté de rester à leur poste et de faire ce qui est nécessaire.

Nous remercions chaque femme militaire qui s'est engagée et continue de renforcer notre armée et de défendre notre territoire. Nous nous souvenons et rendons hommage aux disparues.

Veteranka

Association de femmes militaires et anciennes combattantes







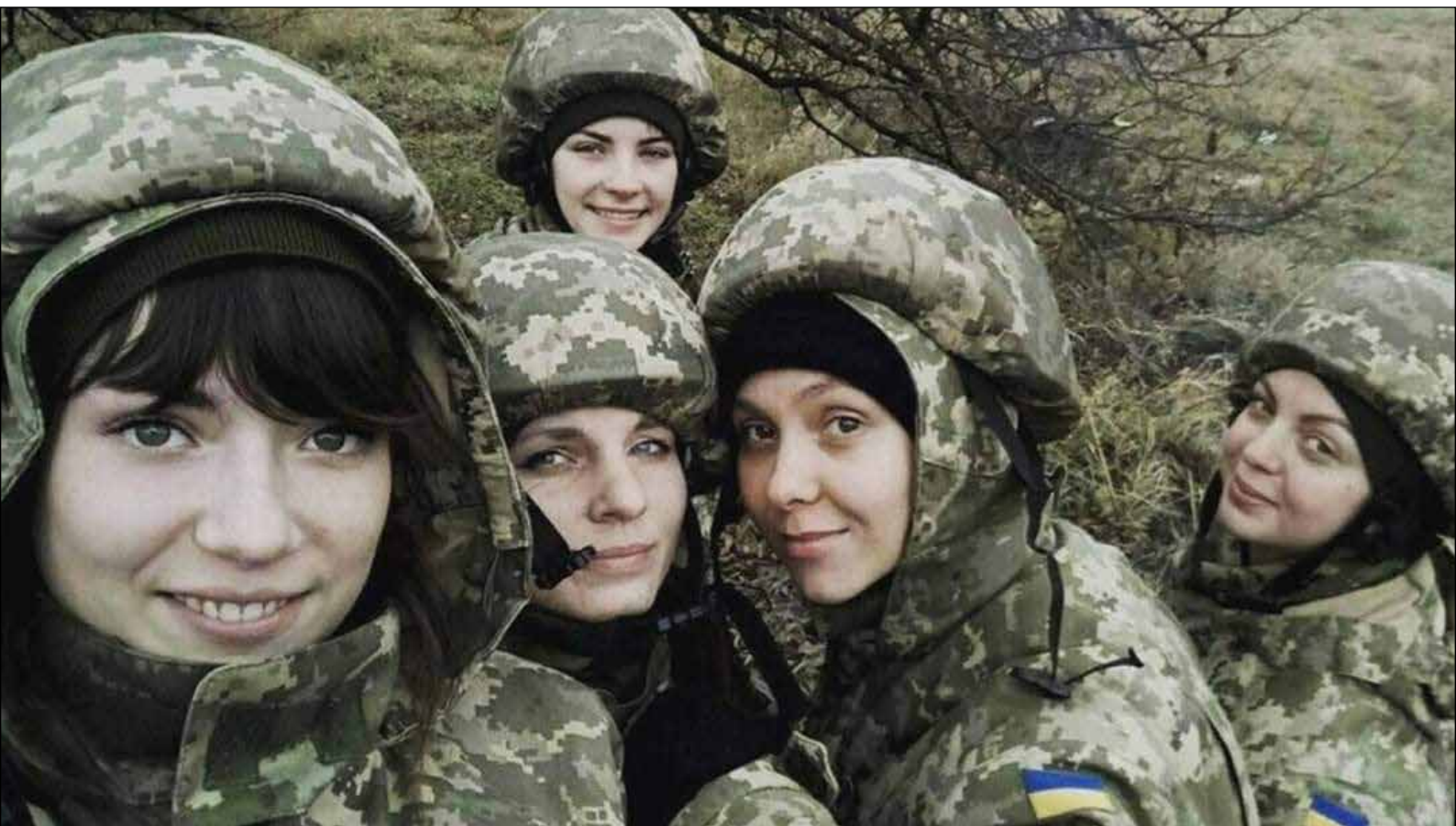












Le mois de février dure depuis quatre ans.
Quatre années de souffrance, d'amour et de colère.
Quatre années d'attente du printemps.
L'histoire s'écrit de nos mains. Ici et maintenant.
Dans chaque grande réalisation et chaque petite habitude quotidienne, comme « offrir un café le matin ». Nous avons appris à vivre avec les sirènes et à planifier notre avenir au son des générateurs. À travailler malgré tout, en gardant à l'esprit notre « raison ». À soutenir les autres, à apprécier les heures, les minutes, les secondes encore plus. Nous avons appris à être fortes et à partager cette force. À voir la lumière. Et à être cette lumière pour les unes pour les autres.
La guerre a tout changé, elle nous a changées.
Cependant, nous sommes toujours capables de résister, d'être libres, de défendre dignement ce pour quoi nous nous battons.
Gloire aux forces de défense.
Honneur à toutes celles qui sont sur le front.
Merci à celles et ceux qui choisissent l'Ukraine à chaque instant.

Atelier féministe, 24 février 2026.





Sati (Lana Chornogorska), anarchiste queer, musicienne et ancienne journaliste du magazine de gauche *Luk*, tuée au combat le 1^{er} janvier 2026.

2025 : une année de luttes féministes

L'Atelier féministe¹

Si l'on nous demandait de décrire cette année en un seul mot, nous dirions «intense» ! Une année pleine d'idées et de lumière que personne ne peut éteindre ou atténuer. Avec les meilleures à nos côtés. Avec de grandes ambitions et de petits efforts quotidiens pour atteindre progressivement et avec confiance nos objectifs : aider, défendre, changer, agir.

Alors, rappelons-nous les moments forts de l'année. Découvrez les victoires, les attentes et les espoirs dans l'article ci-dessous.

2025 : l'année où la communauté s'est fait entendre

«Nous avons appris ensemble, nous nous sommes soutenues mutuellement, nous avons défendu le droit à la sécurité, au respect et à l'égalité. Chacune de vos présences est un pas vers une société ouverte, où tous et toutes méritent soutien et respect», explique Mariana Zelinska, coordinatrice du travail avec la communauté militante.

Les partenariats avec des expertes, des initiatives artistiques et bénévoles ont permis d'approfondir et d'élargir les discussions. Avec

le soutien de la Fondation européenne pour la jeunesse, un cours sur la lutte contre les stéréotypes a été lancé avec une formation intitulée «Le pouvoir d'être soi-même» – sur la résistance intérieure et l'activisme. Trois manifestations ont eu lieu dans les rues de Lviv.

- «Exigez la justice, pas les femmes!». Le 8 mars, sur le droit à la sécurité sans victimisation.
- «Être soi-même, c'est un droit!». Le 14 juin, première marche des fiertés à Lviv en soutien aux personnes LGBTQI+.
- «Je la crois!». Le 8 décembre, solidarité avec les victimes de violence dans le cadre de la campagne «Seize jours contre la violence à l'égard des femmes».

Quarante et un événements ont été consacrés aux thèmes des droits des femmes, de la violence sexiste et du féminisme où les thèmes suivants ont été abordés : écoféminisme ; le rôle des femmes pendant la guerre ; l'histoire du mouvement de la fierté ; la lutte contre le harcèlement sexuel ; les mythes soviétiques sur le genre.

Le Centre d'éducation et de développement communautaire (CEPIRS)

Futur centre dédié au développement des militantes et de leurs propres projets, il sera pleinement opérationnel en 2026, mais dans le cadre de ses activités, un programme de volontariat a déjà été lancé, auquel il est possible de participer. [...]

1. Publié par l'Atelier féministe, Lviv, 28 janvier 2026.

Traduction Patrick Le Tréhondat.

Commentaire de Liubov Pankevych, responsable de communauté et formatrice WenDo :

Cette année, nous avons participé à un hackathon² sur la rédaction de demandes de subventions et nous lançons un projet dont je rêvais : un club d'autodéfense féministe pour les femmes et les personnes queer. Notre objectif est de développer cet espace et cette communauté, car il n'existe rien de similaire en Ukraine, créé spécifiquement dans une optique féministe. Nous avons un fort potentiel et l'ambition de nous développer.

Équipe d'éducation sexuelle

Principales actualités dans le domaine de l'éducation sexuelle :



1. Formation à l'école du village de Bychiv (région de Lviv). L'école du village de Bychiv nous a contactées pour organiser une formation. L'initiative venait du fils de la directrice de l'école, qui est militaire. En conséquence, une formation a été organisée et dispensée aux élèves des classes 9 à 11.

2. Événement pour les étudiantes de l'université polytechnique de Lviv. Un projet étudiant de l'université nous a contactés pour nous inviter à participer à l'événement en tant qu'intervenantes. L'événement s'est très bien déroulé.

3. Discussion sur la santé menstruelle. L'organisation Zero Waste Lviv nous a invitées à participer à une discussion en tant que représentantes dans le domaine de l'éducation sexuelle.

2. Concours qui regroupe des personnes, aux profils différents, autour d'un objectif commun.



Le thème était la santé menstruelle. Des représentantes des secteurs privé, public et médical étaient présentes.

4. Certification des formatrices en éducation sexuelle. En septembre de cette année, deux de nos formatrices (Liubov Kolomieets et Kateryna Tsarenko) ont suivi une formation dispensée par l'ONG Divtchata et ont obtenu une certification officielle dans le cadre d'un programme approuvé par le ministère de l'éducation et de la science.

Liubov Kolomieets, formatrice :

La défense des besoins des adolescents est un vaste domaine d'activité. Actuellement, nous nous concentrons sur les thèmes de la santé et de la sécurité sexuelles, car nous croyons que chaque enfant et chaque adolescente a le droit d'acquérir des connaissances qui l'aident à se sentir en confiance, protégée et écoutée. Travailler avec des enfants, des adolescentes et des jeunes m'inspire toujours un sentiment d'authenticité. [...] De telles demandes montrent que les communautés ont réellement besoin d'une éducation sexuelle de qualité, ainsi que d'une sensibilisation aux thèmes des limites personnelles, des relations et de la lutte contre la violence. Lorsque les écoles elles-mêmes recherchent des possibilités de coopération, cela prouve que nous allons dans la bonne direction et que nous créons une réponse qui répond aux besoins réels des éducatrices. Notre collaboration avec l'école de Bychiv est un exemple de la manière dont un partenariat peut se développer naturellement

lorsqu'il est basé sur un intérêt sincère et des valeurs communes.

Équipe média

Alexandra Ivon :

Je suis impressionnée par nos lectrices et lecteurs. Elles nous fournissent toujours matière à réflexion et nous suggèrent de nouveaux sujets à traiter. Des thèmes qui nécessitent encore d'être médiatisés, qui restent problématiques et d'actualité. Ainsi, outre notre travail systématique, nous communiquons avec notre public, recherchons ensemble de nouvelles approches et possibilités d'interaction, afin de répondre aux demandes de la communauté et de développer le féminisme en Ukraine – et cela est extrêmement précieux.

Les campagnes médiatiques développées sur les thèmes de l'éducation sexuelle et de la violence (les plus réussies ont recueilli plus de 200 000 vues), en particulier celle liée au genre, ont eu un écho important dans la société. Cela signifie qu'il me reste encore beaucoup à accomplir en tant que communicatrice et militante. Nous allons donc progressivement améliorer la situation, chacune à son niveau.

Département de crise

Actualités principales

Le département de crise a réorienté ses efforts vers l'aide à l'intégration et à l'adaptation, et a attiré de nouveaux partenaires. Un projet commun a été mis en œuvre avec l'association médicale Unbroken pour les femmes issues de

familles de militaires, en mettant l'accent sur le soutien, la réadaptation médicale et psychologique.

Kateryna Dovbnya, membre de l'organisation, a fondé la fondation caritative One for One, qui vise à soutenir les groupes de femmes vulnérables et à développer les services sociaux. Nastia Jabka, membre de l'organisation, continue de soutenir la communauté des femmes âgées et de travailler sur le thème du vieillissement et de la visibilité des femmes âgées.

Kateryna Dovbnya (direction de la fondation «Une pour l'autre»):



Nous avons déjà mis en œuvre un projet en collaboration avec l'association médicale Unbroken afin de soutenir les femmes issues de familles de militaires qui suivent ou ont suivi une formation. Cette initiative combine le soutien mutuel entre femmes, une perspective féministe et une approche médicale et éducative globale. Nous sommes reconnaissantes à nos partenaires qui, outre les soins médicaux proprement dits, veillent au bien-être et à la santé des patientes et soutiennent leurs familles. Nous serons toujours heureux d'apporter notre aide dans ce domaine. Nous remercions l'Atelier féministe pour son soutien en ressources. Le fonds en est actuellement à ses débuts, mais nous sommes convaincus que 2026 sera une année productive et celle de la réalisation de notre premier projet à part entière. [...]

Alla Solod (à propos de la réunion internationale du CAFI3 à Dakar)

En tant que membre du réseau CAFI, j'ai plaidé auprès des acteurs internationaux en faveur de l'importance de reconnaître l'expertise et le soutien financier des organisations féminines et féministes locales dans leur travail avec les femmes victimes de violence, en particulier dans un contexte de guerre et de crise financière. Dans le même temps, il était important pour moi d'approfondir mes connaissances sur l'expérience des pays du Sud global ayant un passé colonial et d'expliquer le contexte ukrainien aux représentantes des pays africains, compte tenu des défis communs, de l'influence de l'impérialisme et de la désinformation. Les échanges personnels avec mes collègues du Nigeria, du Sénégal, de la République démocratique du Congo et du Mali ont constitué une étape importante dans l'établissement d'un dialogue et la recherche d'alliances dans le cadre de la lutte commune pour la décolonisation.

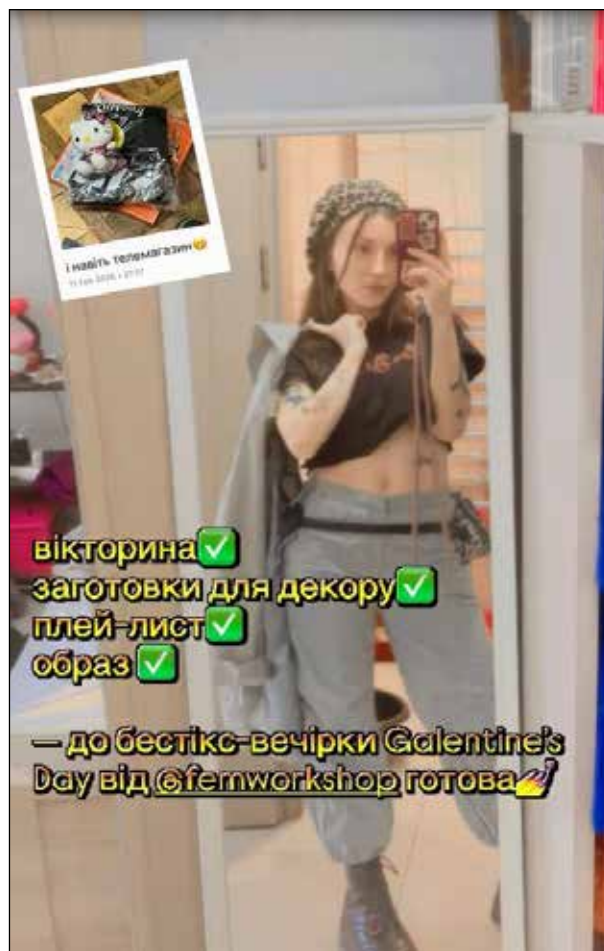
À ce propos, le 15 avril, nous avons organisé un événement en ligne pour la communauté sur le thème d'un plaidoyer international, intitulé «Une conversation franche: à propos de l'ONU, et des défis du plaidoyer international».

3. NdT. CAFI (Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale) est un partenariat international qui soutient les efforts de protection des forêts en Afrique centrale. En septembre 2025, une rencontre du CAFI sur la question du genre a réuni à Dakar des militantes pour renforcer le rôle des femmes dans les secteurs environnementaux, sociaux et économiques en Afrique de l'Ouest et centrale.

Intervenantes: Olga Yachtchenko, présidente de l'Atelier féministe; Oksana Potapova, conseillère auprès de l'Urgent Action Fund; Olga Kostina, responsable de Rivni u kryvom; Galina Kotlyuk, coordinatrice du programme «Démocratie de genre» de la Fondation Heinrich Böll.

Notre règle est de prendre les choses en main plutôt que d'attendre qu'on nous les donne. Nous devons rechercher sans relâche des approches, préparer nos thèses à l'avance, pratiquer l'anglais, prendre la parole et occuper l'espace, renforcer la voix des féministes ukrainiennes, rappeler la guerre et les besoins de l'Ukraine. Si nous ne le faisons pas, d'autres décideront à notre place, et nous n'en avons pas besoin.

Cette année 2025 a été très riche en événements. Nous avons étudié ensemble, nous nous sommes réunies pour des jeux de société et des événements divertissants, où nous avons communiqué, fait connaissance et trouvé un soutien chaleureux les unes auprès des autres. Ensemble, nous avons lutté et défendu le droit à la sécurité, au respect et à l'égalité pour tous les citoyens et citoyennes de notre pays. Nous sommes reconnaissantes à toutes celles et ceux qui ont été à nos côtés: lors d'événements, d'actions de rue et de marches, nous sommes reconnaissantes à nos collègues de différentes organisations qui ont contribué à faire passer des messages importants par le biais de publications, de supports d'information et d'événements. Notre travail commun est un pas modeste mais significatif vers une société ouverte



et égalitaire, où chaque personne mérite soutien et respect.

Que cette année 2026 soit donc pleine d'enthousiasme et de courage, d'efforts, de tentatives, de petites et grandes victoires en cours de route. Les audacieuses ont la chance de leur côté.

Continuons donc à nous battre pour cela.

L'Atelier féministe lance une campagne de levée de fonds pour l'unité militaire d'Ivanka avec pour objectif l'achat de trois détecteurs de drones.

Elles ont organisé une fête le 13 février sur le thème des années 2000. C'est une période où l'on écoutait Britney Spears et où on portait des minijupes.

Le 13 février, c'est la Journée mondiale des amies ou Galantine's Day et à cette occasion elles ont récolté de l'argent pour trois détecteurs de drones pour leur copine Ivanka «Gajka» qui fait aujourd'hui partie d'une brigade de garde-côtes du corps des marines.

Installée à Lviv à la suite de l'invasion à grande échelle, Ivanka a participé aux activités de l'Atelier féministe en tant que bénévole du Programme de soutien aux femmes âgées et nounou préférée des enfants qui vivaient avec leurs mères dans les trois centres d'accueil gérés par l'Atelier féministe. (Ils ont été fermés depuis).

Le coût d'un détecteur est d'environ 20 000 hryvnias soit 380 euros.

Le moyen de paiement le plus simple et rapide est Paypal : idotknoww90@gmail.com

Sur Ivanka, voir «Ivanka, notre combattante», [Europe solidaire sans frontières](#), décembre 2025, et [Soutien à l'Ukraine résistante](#), n° 45, 16 janvier 2026.

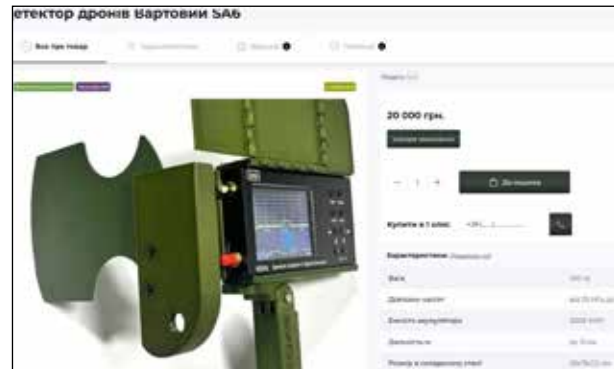


Des nouvelles d'Ivanka

J'ai déjà commandé les détecteurs de drones, trois au total. Il faudra encore une semaine pour les fabriquer, les assembler et les cartes électroniques seront soudées la semaine prochaine. Dès que je les recevrai, je vous les montrerai immédiatement.

Je suis vraiment lassée de l'hiver, il est si froid, un hiver rigoureux cette année. Le climat donne envie de se pendre. Actuellement, je suis en service comme opératrice radio, ce qui implique 24 heures dans le sous-sol et 48 heures à l'étage.

Je viens de terminer la révision des troussees de premiers secours de mon unité et j'ai mis à jour tout ce qui manquait.



Girlhood



Ivanka

live the best
besties life

has a lot of
tattoos



Ivanka



Nastya

Lilbov

PENDANT LA GUERRE
LA LUTTE CONTINUE

Chronique des événements courants

15 JANVIER 2026

Marioupol : les courageuses

«Ils profitent de notre malheur pour s'enrichir»: les habitantes de Marioupol sont indignées par les occupants. À visage découvert, les femmes de Marioupol dénoncent les forces d'occupation russes. Les anciennes résidentes des immeubles situés sur l'avenue Mir, les rues Bogdan Khmelnytsky, Kuprin et Zelinsky ont enregistré une vidéo. Selon elles, leurs maisons ont été démolies par les occupants russes en 2022. Les habitantes de Marioupol, désespérées, ont enregistré une vidéo dans laquelle elles déclarent: «Nous errons d'appartements loués en appartements loués... Les promoteurs immobiliers profitent de notre malheur et s'enrichissent. Mettez fin à l'arbitraire en matière de logement.»

28 JANVIER 2026

Une voiture pour le front

L'organisation régionale de Mykolaïv du Syndicat panukrainien des défenseurs de l'Ukraine (FPU) poursuit son soutien systématique aux forces de défense. Des fonds ont été collectés et un véhicule tout-terrain Volkswagen T5 a été acquis pour les besoins des militaires de la 44^e brigade mécanisée indépendante, déployée en

mission de combat dans le secteur de Kupyansk. «Notre syndicat apporte constamment son aide pour résoudre les problèmes logistiques et de transport. Les militaires et les volontaires font appel à nous, et avec nos partenaires, nous mettons tout en œuvre pour que l'aide parvienne rapidement là où elle est le plus nécessaire. Nous travaillons de manière systématique. Nous travaillons ensemble. Nous sommes toujours là pour aider!», a souligné Oleksandr Rusnak responsable du syndicat.

29 JANVIER 2026

Loutsk : un problème d'abri

Le 28 janvier, lors d'une alerte aérienne matinale à Loutsk, les habitants qui s'étaient réfugiés dans l'école n° 19 ont été priés de quitter les lieux. D'après Olga, originaire de Louhansk, qui s'était réfugiée dans l'école avec deux enfants pendant l'alerte: «Nous sommes entrés dans le refuge. Il n'y avait pas grand monde: quelques habitants de notre maison, deux vendeuses du magasin et une femme avec un enfant. Plus tard, le directeur de l'école est venu nous voir et nous a expliqué que, pendant l'alerte, le refuge était réservé aux élèves de l'établissement», a-t-elle déclaré. La femme souligne qu'elle n'avait jamais été confrontée à une situation similaire et qu'elle ignorait ces restrictions, car elle se rendait habituellement au refuge la nuit. Elle s'inquiète également de l'accès aux refuges pour les personnes à mobilité réduite.

Rivne : contre la privatisation

Les habitants de Rivne s'opposent à la privatisation d'un espace public. Ils ont appris que le conseil municipal de Rivne avait autorisé le propriétaire d'un magasin voisin à élaborer un plan en vue d'un rachat d'un terrain. Ils craignent que si le terrain est privatisé, ils soient contraints d'utiliser un passage piétonnier en surface. Selon Oksana Yuzeptchuk, une mère de deux enfants originaire de Rivne, les enfants risquent de perdre leur chemin sûr vers l'école par le passage souterrain et seront obligés d'emprunter le passage en surface. Les habitants du quartier n'ont eu aucune communication avec l'entrepreneur concernant la privatisation du terrain. Ils préparent un recours collectif auprès des conseillers municipaux pour exiger l'annulation de cette décision.



30 JANVIER 2026

Poltava : contre la fermeture du lycée

Les parents d'élèves du lycée n° 29 de Poltava protestent contre la réforme de l'enseignement secondaire. Le comité des parents déplore le manque de transparence de la réforme et les risques pour les enfants liés à un éventuel transfert d'élèves vers d'autres lycées situés dans différents quartiers de la ville. «En temps de guerre, les enfants ont besoin d'être en sécurité. On leur propose de traverser la ville en voiture. Pendant les raids aériens, c'est physiquement dangereux». Par ailleurs, ils ont attiré l'attention sur la surpopulation d'autres lycées où les élèves pourraient être transférés, et ont

remis en question la capacité d'y dispenser un enseignement de qualité.

Versement de pensions, suspendu depuis janvier

Des représentants de dix organisations de défense des droits humains ont appelé le Cabinet des ministres à rétablir le versement des pensions aux citoyens ukrainiens, suspendu en janvier 2026 par le Fonds de pension d'Ukraine. Il s'agit officiellement de vérifier de «la non-perception d'une pension de la part des organes de sécurité sociale de la Fédération de Russie.» Il s'agit de citoyens ukrainiens qui ont quitté les territoires temporairement occupés et vivent sur le territoire contrôlé par l'Ukraine, ainsi que de citoyens qui vivent dans la partie occupée de l'Ukraine et de ceux qui se trouvent temporairement hors du pays.

«Pour connaître les raisons de la suspension et obtenir la reprise des versements, les citoyens sont contraints de contacter directement les services de la Caisse de retraite d'Ukraine. En cas d'intempéries, de coupures de courant fréquentes et d'impossibilité d'accueillir les citoyens lors de raids aériens, ces derniers sont obligés de patienter des heures dans les files d'attente des centres de services de la Caisse», dénoncent les signataires de l'appel pour qui la situation est devenue catastrophique.

31 JANVIER 2026

Nedryhailiv : révolte en blouse blanche

Le centre de Nedryhailiv s'est transformé le 30 janvier en zone de chaos routier. Les

employé-es de l'hôpital local, poussés au désespoir, ont pris une mesure radicale : ils et elles ont bloqué une route stratégique. Le transport de marchandises importantes s'est retrouvé paralysé dans d'énormes embouteillages. Selon un médecin, la situation dans l'établissement médical est critique. L'hôpital survit en fait dans des conditions de black-out total uniquement grâce à des générateurs diesel alimentés par des bénévoles. Les salles d'opération sont à court de matériel et le personnel soignant est lui-même sans salaire depuis longtemps. Ce qui s'est passé à Nedryhailiv est une nouvelle illustration de la politique inacceptable et irresponsable de la gestion du système de santé ukrainien par le gouvernement Zelensky. Un système de santé particulièrement vital dans un pays en guerre.

2 FÉVRIER 2026

Restaurant & générateur

Les restaurants devront payer une amende pour avoir facturé l'usage d'un générateur sans en informer leurs clients. Les restaurants n'ont pas le droit d'ajouter à leurs factures des frais supplémentaires pour l'utilisation de générateur. C'est ce qu'a annoncé la société Poster POS en se référant aux explications du Service national de protection des droits des consommateurs.

3 FÉVRIER 2026

Mariage militaire

Dmytro Lyaskovetsky, militaire de la 17^e brigade de la Garde nationale, et son compagnon

Yevgeny Donets ont déposé une demande d'homologation de leur mariage. Ils souhaitent bénéficier de toutes les garanties accordées aux familles des militaires. Cette information a été rapportée par le syndicat des militaires LGBTQ. «S'il m'arrive quelque chose, Jenya n'est pas légalement considéré comme un membre de ma famille. Si je meurs, il ne recevra aucune compensation. C'est totalement injuste», a déclaré Dmytro. Le couple a déposé une requête auprès du tribunal de Kharkiv afin de faire constater leur union. Selon Dmytro, c'est le seul moyen de résoudre le problème, car la loi sur le partenariat civil est bloquée à la Verkhovna Rada depuis trois ans et n'a toujours pas été adoptée.

Don du sang en péril

Les donneurs de sang se voient retirer leurs avantages alors que nos militaires ont besoin de leur aide. «Une loi inspirée de la logique néolibérale, adoptée avant l'invasion à grande échelle, est entrée en vigueur et affecte notre armée, ou plus précisément les subventions accordées aux donneurs de sang... Cette loi reflète la logique néolibérale habituelle du gouvernement : prélever davantage, aider moins. Et c'est précisément cette logique qui affecte actuellement notre armée : en réduisant la protection des donneurs de sang, les responsables gouvernementaux réduisent directement les subventions pour le sang, ce sang qui sauve actuellement les militaires des Forces armées ukrainiennes et les civils blessés. Aujourd'hui, le sang est nécessaire chaque jour : pour les militaires blessés, les centres de stabilisation, les hôpitaux. Les gens le donnent non pas pour une

récompense, mais pour sauver des vies: celles de civils, de militaires, de proches. Malgré cela, l'État n'apporte pas son soutien aux donneurs, mais au contraire le réduit», dénonce le Sotsialnyi Rukh.

4 FÉVRIER 2026

Poltava: hôpitaux sans financement

Deux établissements médicaux de la région de Poltava n'ont pas pu signer de contrats avec le Service national de santé pour des forfaits de «chirurgies pour adultes et enfants en hospitalisation». Ces hôpitaux, dont un hôpital militaire, sont situés dans les communes de Kremenchuk et Chychatsk. À ce jour, des contrats ont été conclus avec 24 établissements de la région de Poltava. Cependant, deux hôpitaux ont vu leur financement refusé.

5 FÉVRIER 2026

Kyiv: Institut de recherche Orion privatisé

Le Fonds des biens de l'État a annoncé une vente aux enchères en ligne pour la privatisation du complexe immobilier unique de l'entreprise publique Institut de recherche Orion. La vente se déroulera sur la plateforme électronique Prozorro. L'entreprise occupe cinq parcelles de terrain d'une superficie totale de 4,1413 hectares et est vendue avec tous ses bâtiments, machines et équipements. Au 30 septembre 2025, la société employait 83 personnes. Fondé en 1961, elle fabrique des dispositifs utilisés dans les systèmes de radiolocalisation, les systèmes de navigation, les équipements de mesure, les

systèmes et moyens de communication, les dispositifs de sécurité, les capteurs d'utilisation variée, ainsi que les équipements médicaux. L'État ukrainien abandonne donc à des mains privées un fleuron de son industrie de défense.

7 FÉVRIER 2026

Droit à la critique militaire

Le tribunal a annulé le blâme infligé à l'ancien commandant de bataillon Chyrchyn, qui avait critiqué son commandement pour des «tâches absurdes». Le commandement avait infligé le blâme pour un prétendu «manquement à ses obligations», sans toutefois fournir de preuves concrètes ni d'éléments de preuve. Lors de missions dans la région de Kursk et à la frontière ukraino-russe, le commandant de bataillon de la 47^e brigade mécanisée «Magura», Oleksandr Chyrchyn, avait été confronté à des missions manifestement vouées à l'échec, exposant ses hommes à un risque élevé de pertes injustifiées. «J'ai soutenu l'opération Kursk à ses débuts, mais ces derniers mois, j'ai l'impression qu'ils cherchent à nous anéantir», avait déclaré le commandant Chyrchyn. Il a également indiqué que plusieurs autres procédures judiciaires étaient à venir et qu'il espérait des jugements équitables.

Ils réduisent les salaires

Anelia Gretska, membre de Soyez comme nous sommes, publie ce message: «Chers collègues, en tant qu'infirmière en chef, présidente du comité syndical d'un hôpital pluridisciplinaire et présidente du syndicat régional des



établissements de santé, j'ai toujours agi conformément à la loi et à ma conscience, car sinon, le personnel ne m'aurait pas élue pendant vingt-deux ans. Je demande une convention collective, mais le directeur affirme ouvertement que nos infirmières ne font rien. Ils réduisent les salaires, et la charge de travail est portée à 40-50 patients par infirmière dans les services, etc. Conflits : deux avertissements illégaux, licenciement illégal. J'ai porté l'affaire devant les tribunaux, la décision du tribunal a été réexaminée avec toutes les indemnités. Le procès a duré 13 mois. Les gens m'ont soutenue, mais pour les dirigeants actuels, ce n'est pas la loi. Ils licencient celles qui ne se taisent pas. Ni le ministère de la santé, ni les départements n'y prêtent attention.»

9 FÉVRIER 2026

Répression antisyndicale

Au sein de l'établissement public municipal «Hôpital municipal n° 1» à Kyiv, des pressions, des intimidations et des persécutions sont exercées à l'encontre de l'infirmière Natalia Pelypets-Badori, présidente du syndicat, qui a obtenu gain de cause devant les tribunaux concernant le paiement des arriérés de salaire, remplit honnêtement ses obligations professionnelles, défend les droits de l'ensemble du personnel. En revanche, elle est confrontée à des pressions systématiques et à des entraves à l'activité légitime du syndicat. Il s'agit d'entraves à l'activité d'une organisation syndicale. «Nous déclarons que la présidente du syndicat est protégée par la loi et par le collectif. Une infirmière

qui défend la vérité n'est pas une victime, mais un exemple. Les autorités corrompues et répressives ne doivent pas se sentir impunies. Nous appelons à ne pas craindre de s'opposer aux autorités corrompues», a déclaré le syndicat Soyez comme nous sommes.

11 FÉVRIER 2026

Poltava: contre les coupures de courant

Le 10 février au soir, les habitants de Poltava ont bloqué une route pour protester contre les coupures de courant prolongées. «Pour l'instant, les manifestations qui sont liées à l'accès à l'électricité n'ont lieu que dans la ville et ses quartiers, comme le 10 février dans le quartier de Puchkariv à Poltava. Je suis en contact permanent avec les communautés isolées à ce sujet.



La principale raison est la pénurie d'électricité qui perdure», a expliqué Dmytro Romanov, chef de l'administration militaire du district de Poltava. Lors de la réunion tenue le 11 février, les habitants de Poltava se sont interrogés sur la date de rétablissement de l'électricité et sur les raisons

pour lesquelles certaines maisons bénéficiaient d'un éclairage permanent tandis que les écoles et les crèches étaient privées de repas chauds. «Je comprends que les gens soient déjà très fatigués de la guerre, qu'ils soient exaspérés par les coupures de courant et le manque d'explications de la part des autorités municipales et des services concernés», a ajouté Dmitry Romanov. Le 7 décembre 2025, des habitants de Poltava avaient manifesté rue Sobornosti, brandissant des pancartes et criant des slogans, pour protester contre la coupure d'eau dans leurs foyers.

Bila Tserkva: hôpital en AG

Selon le journal *Krokus.tv*, l'équipe des soignants de l'hôpital subit des pressions systématiques de la part de la direction. Les employés ont signalé des retards de salaire, des cas d'humiliation publique, l'incompétence de la direction et un chaos administratif total. Lors de la réunion, Mykola Babenko, président du syndicat, a exprimé sa gratitude à l'ensemble du personnel hospitalier qui, dans des conditions de guerre difficiles, a fait preuve de courage, d'endurance et de solidarité, évitant ainsi que la situation ne dégénère en catastrophe. «Aujourd'hui, notre communauté médicale a tenu une assemblée au premier hôpital municipal de Bila Tserkva. Il s'agit d'une lutte menée par les membres d'un syndicat indépendant de professionnels de santé contre l'arbitraire et l'impunité de la direction», a expliqué Larisa Prindilas membre de Soyez comme nous sommes. «Le manque de contrôle, l'incompétence et les abus en temps de guerre constituent un crime contre la communauté. La médecine doit être au service de

l'individu. Les institutions municipales doivent être au service de la communauté. Et nous y travaillerons», a déclaré de son côté Mykola Babenko.

13 FÉVRIER 2026

Lviv: les féministes dansent

L'Atelier féministe lance une campagne de levée de fonds pour l'unité militaire d'Ivanka¹, soldate féministe au front, avec pour objectif l'achat de 3 détecteurs de drones. Pour recueillir des fonds, les féministes de Lviv ont organisé une fête le 13 février sur le thème des années 2000. «En ce jour des copines, le 13 février, nous récoltons des fonds pour trois détecteurs de drones pour l'unité de notre amie. Ivanka "Gajka" fait partie d'une brigade de garde-côtes du Corps des marines des Forces armées. Nous nous sommes rencontrés en 2022, quand, à la suite de l'invasion à grande échelle de la Russie, Ivanka a fini à Lviv et a presque immédiatement participé aux activités de l'Atelier féministe en tant que bénévole du Programme de soutien aux femmes âgées et nounou préférée des enfants, qui vivaient avec leurs mères dans nos centres d'accueil [trois centres d'accueil pour femmes seules gérés par l'Atelier féministe mais fermés depuis]», a annoncé l'Atelier féministe. En raison du couvre-feu à Lviv (minuit-5 heures du matin), la soirée s'est terminée à 23 heures, mais ce fut un moment plein d'entrain et de joie,

1. Voir «Ivanka, notre combattante», *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 45.



de danses et de chants qui a permis de recueillir des fonds pour les soldat·es au front.

14 FÉVRIER 2026

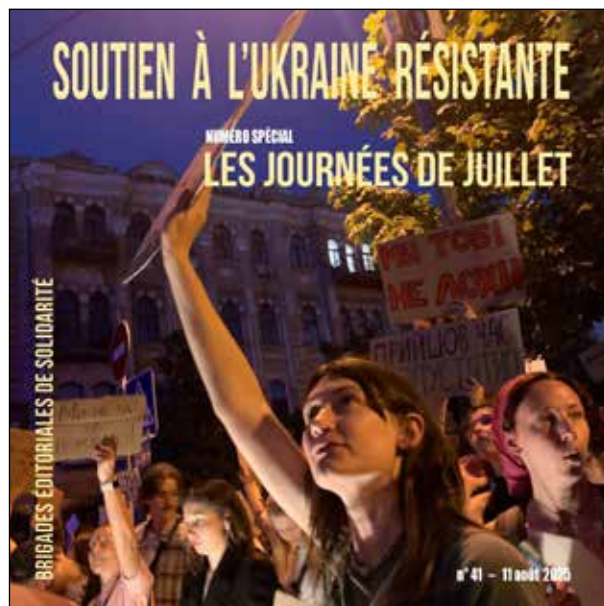
Capital financier

Le capital financier ne connaît pas la guerre. La Banque nationale d'Ukraine a publié les résultats financiers du secteur bancaire pour l'année 2025. Bien que le système ait globalement conservé sa stabilité, l'année a été marquée par une redistribution notable des bénéfices entre les banques publiques, privées et étrangères. La banque la plus rentable est restée PrivatBank [banque détenue par l'État], avec un bénéfice net de 29,1 milliards d'UAH. Cela a représenté 22,9 % du résultat financier total de l'ensemble du système, bien que ce chiffre soit inférieur de 27,6 % à celui de 2024. La deuxième place a été occupée par Oschadbank [banque détenue par l'État] avec un bénéfice de 16,63 milliards d'UAH, soit plus du double du résultat de l'année dernière. En troisième position, on trouve Raiffeisen EBank (filiale du groupe bancaire autrichien Raiffeisen Bank International) qui a réalisé un bénéfice de 10,74 milliards d'UAH, multiplié par 2,5 fois. Seules sept banques sur soixante ont clôturé l'année 2025 avec des pertes

16 FÉVRIER

40 licenciements sur le front

À Novodonetske, ville de première ligne dans la région de Donetsk, où vivent encore des familles avec enfants, des personnes âgées



et des personnes handicapées, plus de 40 employés du poste d'urgence seront licenciés. Le personnel soignant dénonce l'injustice de cette décision et souligne qu'il risque constamment leur vie pour leurs patients. La direction indique que le Service national de santé d'Ukraine a refusé de financer l'établissement, rendant ainsi toute activité impossible. Les employé·es ont été averti·es qu'ils seraient licencié·es dans deux mois. Selon le ministère de la santé, 58 ambulancier·es ont été tué·es par des bombardements russes en 2025. Cependant, Albert souligne que les ambulancier·es sont prêt·es à poursuivre leur mission.

18 FÉVRIER

Concert annulé

Le 17 février, des opposants à la communauté LGBT ont perturbé un concert du chanteur ukrainien Mélovin à Rivne. Des hommes

non identifiés se sont rendus sur les lieux du concert, où ils ont organisé une manifestation et déployé des pancartes proclamant : « Les héros ne se battent pas pour le mariage homosexuel. » « Non au mariage homosexuel ». Les spectateurs ont commencé à soutenir activement l'artiste et à scander son nom à tue-tête. De plus, ils ont tenté de chasser les opposants à la communauté LGBT en criant : « Allez-vous-en ! » Les organisateurs ont décidé d'annuler le concert. À 20 h 30, les spectateurs commençaient à quitter les lieux. Mélovin avait annoncé ses fiançailles avec un militaire. Mais plus tard, il a annoncé leur rupture.

23 FÉVRIER



Oujgorod : contre la spéculation immobilière

Le 23 février, le conseil municipal d'Oujgorod a tenu une réunion publique chargée d'examiner les propositions d'un plan détaillé pour le territoire du quai Botanitchna, de la place Fentsyk et des rues Volotchyn, Olbrakhta et Tchpenyk. Les habitants d'Oujgorod se sont rendus à la réunion publique de la commission pour exprimer leur opposition au projet d'aménagement du quai botanique. Ils ont exigé l'annulation du plan d'aménagement détaillé et la dissolution de la commission. Des participants ont crié à plusieurs reprises « Honte ! » et ont vivement critiqué les représentants de la ville et le promoteur. L'un des principaux points de blocage réside également dans la composition de la commission de conciliation. Avant même le début de ses travaux, des habitants ont déposé

une plainte concernant un possible conflit d'intérêts parmi les représentants élus. Des élus sont liés directement ou indirectement au promoteur immobilier Ivan Volochyn.

Vinnytsia : contre la fermeture de classes

La pétition visant à reporter la réorganisation des lycées de Vinnytsia a recueilli le nombre de voix nécessaire pour être examinée par la commission spécialisée. L'initiative « Reporter la réorganisation du réseau des établissements d'enseignement des écoles/lycées de la communauté territoriale de Vinnytsia jusqu'à la fin de la loi martiale » a été enregistrée sur le site internet du conseil municipal le 9 février par Serhiy Drobotun. Serhiy Drobotun, parent d'élève, a qualifié une telle réforme de « violation des principes de sécurité juridique et d'accessibilité de l'éducation, inscrits dans la Constitution de l'Ukraine, en particulier dans les articles 53 et 22 ». La pétition ayant recueilli le nombre de voix requis, elle sera examinée par une commission spécialisée. La réponse sera publiée au plus tard le 5 mars 2026.

PRISES DE POSITION

Faire entendre la voix de l'Ukraine aux élections municipales

Correspondant

Les élections municipales devaient être l'occasion de rappeler que les communes peuvent jouer un rôle important dans la solidarité avec le peuple ukrainien. C'est aussi l'occasion de rappeler que nombre d'élus municipaux et de maires des territoires ukrainiens occupés par la Russie ont été arrêtés, enlevés, assassinés.

Pour une commune, la solidarité peut se manifester de nombreuses manières: rencontres, débats, expositions mais aussi parrainage de civil ukrainien emprisonné ou disparu; campagne de protestation contre la déportation des enfants ukrainiens, collecte de matériel – comme des générateurs qui manquent cruellement ou des système anti-drones –, jumelage avec une commune ukrainienne, etc.

Enfin, il est sans doute nécessaire de rappeler aux candidat-es des listes qui se réclament de la gauche que les différents partis de gauche avaient signé à l'occasion des dernières élections législatives un accord dit de «Nouveau Front populaire». Ce document stipulait, rappelons-le aux oublieux, qu'il fallait «*défendre l'Ukraine et la paix sur le continent européen*»:

Pour faire échec à la guerre d'agression de Vladimir Poutine et pour qu'il réponde de ses crimes devant la justice internationale, nous défendrons indéfectiblement la souveraineté

et la liberté du peuple ukrainien ainsi que l'intégrité de ses frontières, par la livraison d'armes nécessaires, l'annulation de sa dette extérieure, la saisine des avoirs des oligarques qui contribuent à l'effort de guerre russe dans le cadre permis par le droit international, l'envoi de casques bleus pour sécuriser les centrales nucléaires. Dans un contexte international de graves tensions et de retour de la guerre sur le continent européen, œuvrer au retour de la paix.

USA, Ice et Ukraine

Correspondant

L'ICE (Immigration and Customs Enforcement) a commencé à arrêter des réfugiés ukrainiens en situation régulière en vue de leur expulsion. Le [DailyBeast](#) rapporte que dans le Minnesota, Dmytro Kulyk a été interpellé alors qu'il faisait ses courses. Dmytro raconte qu'ayant demandé à l'agent de l'ICE les raisons de son arrestation, celui-ci a répondu qu'il était pro-russe et qu'il voulait que la Russie gagne la guerre.

Selon le journal, l'administration Trump a décidé de mettre fin au statut de protection temporaire de 280 000 réfugiés ukrainiens d'ici la fin de l'année. Les arrestations d'Ukrainiens, relève encore le journal, ont commencé et 300 dossiers d'expulsion seraient en cours. Pour faire part égale, les expulsions de Russes ayant fuit la guerre ont commencé: 250 d'entre eux ont été expulsés en Russie, où ils ont reçu dès leur arrivée un avis de mobilisation.



Vous, je ne sais pas, mais moi ça me rappelle le sort réservé aux antinazis allemand·es qui s'étaient réfugié·es en URSS et qui furent remis par les autorités de ce pays aux mains de la Gestapo...

Sud-Rail soutient les cheminot·es

Sud-Rail a de nouveau apporté un soutien financier aux cheminot·es de Kryvyi Rih Vyatcheslav Federenko, président des cheminots KVPU de Kryvyi Rih, a adressé le message suivant à l'organisation syndicale française :

«Au nom du personnel ferroviaire ukrainien, je tiens à exprimer ma gratitude au syndicat Sud-Rail Solidaires (SUD-Rail, SUD-Rail PACA, SUD-Rail Pays de Loire) pour l'aide financière apportée. Les fonds seront utilisés pour protéger les droits sociaux et économiques des travailleurs, notamment ceux des travailleurs mobilisés, par voie judiciaire. À l'heure actuelle, la protection judiciaire est pratiquement le seul moyen de rétablir les droits violés des travailleurs, alors que la vie, la santé et la protection sociale des travailleurs ont été reléguées au second plan en raison de la guerre.

Entre février 2025 et janvier 2026, 41 plaintes ont été déposées par des cheminots grâce au soutien financier pour l'achat d'une station de recharge pour le matériel de bureau, car disposer d'électricité en Ukraine est aujourd'hui un privilège» (18 février 2026).

Des négociations de paix qui n'en sont pas, qui ne peuvent pas en être¹ !

Antoine Rabadan

Hanna Gauer saisit finement ce qu'est la situation de guerre en Ukraine à partir des séquences de négociation à Abou Dhabi² qui peuvent laisser penser qu'elles sont prometteuses de fin de la guerre ou du moins d'une pause type cessez-le-feu qui pourrait, qui sait, ouvrir sur la paix. Or, «cette négociation, écrit-elle, est une extension de la guerre, qui a quitté le champ visible». Mais avec ces négociations, c'est la guerre qui produit seulement une nouvelle ramification, assez paradoxale, *la négociation de guerre*, en tant qu'elle participe intrinsèquement du processus de guerre et, en aucune façon, ne se donne pour but la paix car elle présupposerait pour les deux pays une défaite jugée impensable.

Les Ukrainien·nes ont ainsi pris la mesure de ce qui est une orientation jusqu'au-boutiste de la Russie à laquelle ils opposent qu'ils ne lui céderont en aucune façon.

1. Antoine Rabadan est membre du Comité français du RESU à Montpellier.

2. «[Abou Dhabi 2026 : sans illusion](#)».

Dommage pour la paix mais inévitable devant des propositions de paix signant leur reddition

Preuve qu'ils apprennent à s'adapter, sans mimétisme, cependant, à l'ennemi, qui, sur le papier, lui est supérieur militairement mais qu'ils parviennent, sur le terrain militaire, à contenir. Sans mimétisme, j'insiste là-dessus, car ils ne s'en prendront jamais aux populations de la Russie, ce qui fait toute la différence dans le fond de ce que Hanna Gauer appelle, au demeurant à raison, la paradoxale «symétrie négociatrice», paradoxale car, de façon partagée par les deux parties sans objectif de fin de guerre. Cette symétrie de négociation est aussi paradoxale, véritable oxymore, en ce qu'elle est dissymétrique car, elle ne s'articule pas chez les Ukrainien·nes, avec l'amoralité criminelle, fasciste, des Russes. Et, pour cause, la résistance ukrainienne de refus du fascisme russe, comme de tout fascisme, reste le substrat de ce que «négocient» les Ukrainiens: la liberté du peuple ukrainien.

De fait, je vais m'éloigner un instant de ce qu'écrit Hanna Gauer sans m'éloigner de son axe d'analyse, la position «négociatrice» (guillemets de rigueur) de l'Ukraine repose sur un avantage militaire qu'elle a imposé à la Russie, autre dissymétrie de la situation: celui d'avoir exporté chez elle la guerre que celle-ci a importée sur son territoire. Je veux parler de ce qui aujourd'hui fait système, au point que l'on peut dire qu'il s'est ouvert un nouveau front, dont l'Ukraine a l'initiative, celui des frappes dans la profondeur de la Russie. Avec la dissymétrie, opérationnelle dans ce cas, qu'elle a cassée la

ligne de défense aérienne du territoire russe devenu une véritable passoire dans l'instant même où, sur le front terrestre, en Ukraine donc, l'armée russe est incapable de faire autre chose que continuer à égratigner les défenses ukrainiennes.

Rappelez-vous ce qui faisait les titres des médias français à la fin de l'année dernière: «La percée russe à Pokrovsk» (*L'Opinion* écrivait en novembre: «Après Bakhmout en 2023, les Russes s'apprêtent à prendre le contrôle d'une nouvelle grande ville du Donbass. C'est une question de semaines, voire de jours. La cité de Pokrovsk devrait bientôt tomber entièrement aux mains des soldats russes»), «la prise de Kupiansk» qui ouvrira (futur d'assertion absolue) sur des avancées russes mettant en péril les défenses ukrainiennes...».

À ce jour (5 février), à Pokrovsk, les lignes n'ont bougé que marginalement et Kupiansk a été reprise pas les Ukrainiens. Et, avec le blocage du piratage russe des terminaux satellitaires Starlink utilisés par ceux-ci, les assauts russes ont dégringolé, par exemple, «à 56 le 5 février, contre 80 à 110 les jours précédents» (*Le Monde*, 14 février).

Sur un plan général, les chiffres parlent d'eux-mêmes, *Courrier International* indique que le Center for Strategic and International Studies (CSIS) souligne la lenteur extrême des avancées russes. «À certains endroits, les troupes russes ne progressent que de 15 à 70 mètres par jour», ajoute le *New York Times*, qui a consulté le rapport. Le *Moscow Times* précise que 0,6 % de terrain a été gagné en 2024 et 0,8 % en 2025. Soit des gains de 8 400 km² en deux ans, soit





«un rythme plus lent encore que sur les champs de bataille de la Première Guerre mondiale», mais avec «un coût humain colossal», renchérit le média russophone indépendant³. Lisons ce qu'en dit, le 2 février, le site *Le Grand Continent*:

L'armée russe a occupé 245 km² de territoire ukrainien supplémentaire au cours du mois de janvier, soit près de deux fois moins qu'au cours du mois précédent (445 km²) et 25 % de moins qu'en janvier 2025 (325 km²). Dans le même temps, le groupe d'analystes ukrainiens Deep State note que les forces russes ont mené seulement 4 % d'assauts de moins qu'en décembre.

3. *Courrier international*, 28 janvier 2026.

Des assauts répétés mais sans résultats majeurs.

Le ralentissement de la progression russe au cours du mois de janvier indique que les forces ukrainiennes parviennent à fixer les combattants russes dans et à proximité des centres urbains, tout en leur infligeant de lourdes pertes⁴.

La guerre du front tient à cette équation : si les pertes de l'Ukraine sont importantes, elles sont le prix du sang qu'elle est prête à payer pour tenir ce front, celles des Russes, exponentielles, elles, sont le prix que le régime russe fait payer aux siens pour des gains territoriaux dérisoires.

Toujours dans *Le Grand Continent*:

Dans une étude publiée fin janvier, le CSIS estime que les pertes de l'armée russe sont 2 à 2,5 fois plus importantes que celles de l'armée ukrainienne. Tandis que cette dernière a connu 500 000 à 600 000 morts et blessés depuis 2022, le bilan humain pour Moscou pourrait atteindre 2 millions de pertes au printemps 2026.

Tout ceci explique beaucoup de ce qu'Hanna Gauer dit. En gros, comme on l'a lu, aucune des deux parties n'est prête à céder – à ceci près que l'autrice ne s'y attarde pas – dans le face à face des négociations en cours où chaque partie abat ses cartes avec les atouts qu'elle s'attribue, chacune a des vulnérabilités qu'elle passe sous silence mais dont l'autre n'est pas dupe,

4. *Le Grand continent*, «La progression de l'armée russe en Ukraine a ralenti de 45 % en janvier».

qui pourraient changer la donne de la guerre : du côté ukrainien, elles viendraient essentiellement des Etats-Unis s'ils franchissaient le pas en allant jusqu'au bout de ce qu'exige leur tropisme poutinien, le tarissement complet des fournitures d'armes, que seul l'appât du gain chez Trump (faire payer aux Européens ces armes pour que ceux-ci les fournissent à l'Ukraine) bride. Ou encore si les satellites Starlink se mettaient, cette fois, définitivement à l'arrêt pour l'Ukraine, les Européens étant loin de pouvoir compenser rapidement cette défection pour l'Ukraine.



Du côté russe, c'est dans l'économie de guerre que se dessinent les problèmes qui pourraient l'amener à être plus affectée qu'elle n'est déjà par les dégâts que les frappes ukrainiennes infligent à la logistique militaire, depuis les centres de production du matériel ou des carburants jusqu'à leur transport proprement dit vers le front. Avec ce que cela induit pour une population civile russe, touchée par le détournement d'allocations de ressources des productions civiles à celles de la défense, pour pallier les destructions subies et qui voit, pour une immense partie d'entre elle, sa qualité de vie, déjà bien sommaire, s'aggraver par le maintien à un niveau trop élevé des prix du carburant et la cherté croissante d'autres biens de première nécessité, la dégradation accélérée des services publics, etc. (voir la traduction de l'article de *The Moscow Time* en annexe de ces lignes). D'où la montée d'un mécontentement social (mesuré par des sondages indépendants) qui, signant un début de délégitimation politique du pouvoir clairement liée à ce qui est, d'évidence, perçu désormais comme un

échec de la guerre menée en Ukraine, recèle, malgré l'état d'exception permanent, structurel, qu'impose le fascisme russe, des risques d'explosivité. Risques que le régime avait pu, lors de l'échec de l'opération éclair de février 2022 et les retraits imposées à Kherson et Kharkiv, prévenir et neutraliser mais que le cours défavorable que prennent les opérations militaires pourrait activer⁵.

En l'état, cette usure grandissante du soutien civil à la guerre qui pèse sur la partie russe, directement en relation avec la capacité militaire ukrainienne à frapper au cœur de la Russie et à résister sur le front terrestre, donne objectivement un avantage psychologique et politique à Kyiv qui, lui, bénéficie d'un soutien, qui ne se dément pas, d'une nette majorité de sa population à sa stratégie de résistance à tout prix face à l'envahisseur. Les frappes russes, véritable aveu de l'échec à avancer sur le front, contre les populations civiles ukrainiennes pour les mener à l'épuisement psychologique devant les destructions des ressources énergétiques dans un hiver particulièrement rude, à les pousser à mettre les pouces et à appeler à cesser la résistance, sont

5. « Les médiocres résultats des Russes sur le terrain en Ukraine, écrit Seth G. Jones, l'un des auteurs de l'étude, cité par le *New York Times*, indiquent que le pays connaît un grave déclin en tant que grande puissance. » Il observe que le coût économique de la guerre devient difficilement soutenable, avec une « production manufacturière en berne », et affirme qu'« aucune entreprise technologique d'envergure internationale ne serait capable de maintenir la productivité sur le long terme avec un coût aussi élevé » (*Courrier International*).

un autre échec cuisant de la Russie⁶ qui, malgré les efforts de la propagande exaltée du régime, ajoute à la crise de confiance des Russes dans l'avenir de cette guerre sans plus d'avenir victorieux.

Enfin, Hanna Gauer précise, en conclusion, une chose importante sur «la symétrie» qu'elle qualifie, cette fois, de «trompeuse» qui se dégage de ces paradoxales négociations où les négociateurs des deux parties ont renoncé, symétriquement, à travailler, sur le tapis vert, à une sortie de la guerre que seul provoquera un tournant dans le rapport de force militaire (interne/externe, en Ukraine/en Russie) combiné à/provoqué par un effondrement du soutien des arrières civils (en train de se dessiner en Russie, pas près de se produire en Ukraine). Trompeuse serait (conditionnel de rigueur) cette symétrie négociatrice si elle nous amenait à oublier que

6. «En parallèle de sa guerre de conquête et contre l'armée ukrainienne elle-même, la Russie a continué à un rythme soutenu ses attaques contre la population et les infrastructures civiles du pays au cours du mois de janvier. Cette stratégie, qui vise à briser le moral de la population, pourrait créer l'effet opposé. La dernière enquête du Kyiv International Institute of Sociology (KIIS), réalisée fin janvier et publiée aujourd'hui, lundi 2 février, indique qu'une majorité d'Ukrainiens (52 %) demeure opposée au retrait du Donbass en échange de garanties de sécurité européennes et américaines. De même, 65 % des répondants affirment être prêts à supporter la guerre "aussi longtemps que nécessaire", soit le chiffre le plus élevé depuis mai 2024 (72 %) et une hausse de 11 points par rapport au printemps 2025. De moins en moins d'Ukrainiens considèrent toutefois que la guerre pourrait bientôt finir. Près de la majorité (43 %) considèrent que celle-ci pourrait continuer jusqu'en 2027 "ou encore plus tard"» (*Le Grand Continent*).

«notre rôle n'est pas de deviner l'issue, ni d'applaudir le théâtre. Ni de fantasmer une paix imminente. Notre rôle est de tenir la ligne. Soutenir l'Ukraine. Et ne pas se tromper de camp. La résistance mentale est plus que jamais la bonne attitude. Notre job est simple et exigeant : tenir la ligne politique, stratégique et morale. Soutenir l'Ukraine tant que la guerre est là. Refuser la confusion».

«Ne pas se raconter d'histoires, mais ne pas se tromper de camp»

La question peut tout de même se poser du sens qu'ont de telles négociations qui ne négocient rien qui ait trait à la paix. Hanna Gauer, c'est le seul point faible qu'à son argumentation, ne développe pas. Elle écrit cependant ceci qui met sur la piste :

En mettant face à face Budanov (le négociateur ukrainien) et Kostioukov (le négociateur russe), les deux camps s'envoient le même message : «Inutile de jouer. Nous savons exactement ce que tu peux encore faire.»

Les figures comme Kushner (l'un des deux émissaires américains) ou Dmitriev (un membre de la délégation russe) confirment enfin que la négociation ne porte ni sur les valeurs ni sur le droit international, mais sur un deal : territoire contre sécurité, énergie contre levée de sanctions.

Kushner, qu'Hanna Gauer qualifie de *deal-maker*, et Dmitriev, dont elle rappelle qu'il est le patron du fonds souverain russe (RDIF), sont présents «pour parler argent : reconstruction, levée des sanctions» ! Il faut donc bien comprendre



que le duo des négociateurs russes et ukrainiens s'inscrit en réalité dans une *triangulation* essentielle dont la troisième pointe est américaine : par où c'est toute la *politique américaine transactionnelle* (les deals au cœur de la politique) qui surdétermine le face à face précité par lequel chacune des parties directes de la guerre, en jaugant l'autre sur ses forces (et faiblesses), adresse aussi ses discours aux Américains présents. Et cela pour les convaincre – c'est là le noyau de sens de ces curieuses négociations à deux qui sont fondamentalement à trois – de faire basculer en sa faveur (ou au moins pas en sa défaveur) Trump, au nom de ses intérêts bien compris, des deals qu'il peut obtenir de l'un ou de l'autre. En comprenant, pour ce qui est des Ukrainiens, qu'ils ont la détermination de mener, et ils le disent toujours, quelles que soient les adversités, deal ou pas deal, une résistance aux Russes qui serait sans limite de temps, ce qui, à effet dissuasif, pourrait affecter longtemps les conditions nécessaires à la concrétisation d'un deal américain avec les Russes. Car si les Russes et les Américains sont, certes à des degrés différents, intrinsèquement *dealmakers*, les Ukrainien·nes ne le sont que conjoncturellement, tactiquement, leur primat allant, en l'état, au maintien de leur pleine souveraineté avec ce que cela implique de détermination absolue à résister autant qu'il le faudra ! En espérant, tout de même, que les Européens, surmontant leurs tergiversations et leurs divisions et bloquant la montée électorale des fascismes locaux addicts au trumpisme et au poutinisme, assumeront de les aider en renforçant leurs capacités de productions d'armes tant pour la défense de leur

pays que pour l'aide à apporter à la ligne de défense européenne qu'est l'Ukraine !

Je tiens à préciser qu'il est de bonne guerre, si je peux oser l'expression, contre ce que penseront probablement les puristes et autres dogmatiques à gauche, que les Ukrainien·nes participent à cette triangulation des négociations d'Abou Dhabi avec les Américains (comme avec les Russes évidemment), car il n'est pas indifférent – euphémisme – pour la survie de leur indépendance que les premiers, les Américains, comprennent que l'Ukraine peut trouver des arrangements, certes plus limités par rapport à ce qu'ils pourraient l'être avec la Russie, avec leur logique transactionnelle mais sans jamais rien céder de ce qui est essentiel à leurs yeux de ce que la Russie exige d'elle. Avec ce que cela signifierait, si ces arrangements s'avéraient impossibles, en termes de poursuite sur le temps long d'une guerre qui, avec tous les déséquilibres géopolitiques et militaires qui vont avec, n'est pas ce qui se fait de mieux pour dealer ! Cette force mentale ukrainienne dans cette guerre, les Américains doivent en être persuadés, est celle d'un peuple qui ne transigera avec aucun deal qui se paierait d'une perte de territoire national et donc d'abandon d'Ukrainien·nes aux horreurs du fascisme ennemi !

*The Moscow Times*⁷

La foi irrationnelle des Russes dans la bonne santé de l'économie russe, née de la vague de ferveur patriotique du début de la guerre, a fortement diminué.

L'indice des anticipations du public concernant les perspectives de développement du pays pour l'année à venir a chuté à 107 points en janvier 2026, son niveau le plus bas depuis fin 2022, selon une enquête mensuelle de la Banque centrale de la Fédération de Russie.

Ce recul mensuel de 10 points est le plus marqué depuis le choc de la mobilisation de l'automne 2022. Parallèlement, l'indice des anticipations concernant les perspectives du pays pour les cinq prochaines années et l'indice des anticipations concernant la situation financière des particuliers ont atteint leur plus bas niveau en trois ans, s'établissant respectivement à 109 et 104 points.

Les anticipations des Russes concernant le « niveau de production » (125 points) et le « niveau de vie » (81 points) ont encore diminué, atteignant leur niveau le plus bas depuis mars et novembre 2022 respectivement.

Peu après l'invasion de l'Ukraine, la confiance des consommateurs avait grimpé en flèche, atteignant des sommets jamais vus dans l'histoire des statistiques de la Banque centrale. Cependant, la hausse chronique des impôts, l'inflation et l'absence de victoire promise ont sapé l'optimisme économique.

Selon la Banque centrale, 28 % des Russes se plaignent d'une dégradation de leur situation financière et 53 % d'entre eux constatent une forte hausse des prix. Leurs principales préoccupations concernent l'augmentation des prix de la viande et de la volaille (48 %), du poisson et des fruits de mer (38 %), des fruits et légumes (35 %) et des factures d'énergie (36 %). Depuis l'année dernière, les habitudes de consommation ont évolué : les consommateurs privilégient les produits simples et moins chers au détriment de la variété, explique Leonid Ardalionov, directeur de l'analyse chez NTech. De ce fait, et pour la première fois depuis longtemps, les ventes de produits alimentaires ont commencé à baisser en volume, en kilogrammes et en litres. Moscou, ville où la consommation est florissante, est frappée par une vague de fermetures de bars et de restaurants inédite depuis la pandémie de Covid-19. Parallèlement, certaines régions de Sibérie, comme la Khakassie, la Transbaïkalie, l'oblast de Novossibirsk et le Kouzbass, semblent replonger dans la situation des années 1990, avec des arriérés de salaires massifs pour les fonctionnaires.

D'après les experts du Centre Levada, les attentes des Russes quant à leur bien-être matériel se détériorent. Leur enquête révèle que 42 % d'entre eux estiment qu'une crise économique est possible l'année prochaine, soit 10 points de pourcentage de plus que les prévisions pour 2024.

Des événements similaires se sont produits après l'annexion de la Crimée, explique le politologue Abbas Gallyamov : en 2014, dans un

7. <https://ru.themoscowtimes.com/2026/02/03/potrebitelskie-ozhidaniya-rossiyan-ruhnuli-do-minimuma-za-trigoda-a186226>.

contexte d'euphorie, certains participants à des groupes de discussion ont même évoqué leur volonté de se serrer la ceinture; en 2015, les «patriotes fervents» se sont raréfiés, et en 2016, ils avaient complètement disparu.

Bien que les sociologues pro-Kremlin affirment que la population est prête à se serrer encore davantage la ceinture, la réalité est que les Russes en ont assez de la guerre: ils sont désabusés par leur armée et leurs services de sécurité, et leur rêve n'est pas la victoire, mais un gouvernement qui relancera l'économie, maîtrisera l'inflation et construira des écoles et des hôpitaux au lieu de couper Internet, poursuit Gallyamov: «Les Russes se sont engagés pour une victoire rapide, pas pour une honte cauchemardesque et sans fin.»



Déclaration des syndicats britanniques

Tous et toutes les signataires sont des secrétaires généraux qui signent au nom de leurs syndicats, lesquels ont tous adopté une politique de soutien à l'Ukraine élaborée par leurs membres à travers leurs structures démocratiques. Outre le soutien du Trades Union Congress (TUC), les dix syndicats qui soutiennent la déclaration représentent une nette majorité des travailleurs/travailleuses syndiqués-es au Royaume-Uni¹.

Pour plus d'informations, des interviews, etc., veuillez envoyer un courriel à info@ukrainesolidaritycampaign.org.

À l'occasion du quatrième anniversaire de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, les syndicats britanniques réaffirment leur solidarité avec l'Ukraine, ses travailleurs/travailleuses et leurs syndicats. Les travailleurs/travailleuses ukrainien·nes ne défendent pas seulement leur pays, elles et ils défendent également les droits démocratiques, les libertés et les normes du travail qui sous-tendent notre mouvement. Nous adressons nos salutations à nos organisations sœurs, la FPU et la KVPU, et nous nous engageons à leur apporter notre soutien continu.

Alors que la guerre d'agression menée par Poutine entre dans sa cinquième année, les travailleurs/travailleuses ukrainien·nes continuent

1. Traduction Didier Epzstajn.

d'être confronté·es à une violence incessante. Les attaques systématiques contre le système énergétique ont plongé les villes dans l'obscurité, fermant les écoles et les hôpitaux et mettant en danger des communautés entières. Les travailleurs/travailleuses du secteur de l'énergie rétablissent l'électricité sous les tirs, souvent au péril de leur vie, afin d'assurer la sécurité de la population dans des conditions hivernales rigoureuses.

Les attaques délibérées de la Russie contre les civil·es et les infrastructures constituent une grave violation du droit international et aggravent la crise humanitaire en Ukraine, alors que les températures descendent bien en dessous de zéro.

Les travailleurs /travailleuses sont toujours celles et ceux qui paient le prix le plus lourd de la guerre. Le 1^{er} février, quinze mineurs ont été tués lorsqu'un drone russe a frappé leur bus dans le district de Pavlograd. Dans les territoires sous occupation illégale de la Russie, des rapports dénoncent le travail forcé, la suppression des libertés syndicales et les mauvais traitements violents infligés aux travailleurs,/travailleuses ainsi que les meurtres et les tortures à grande échelle dont sont victimes les civil·es.

Des dizaines de milliers d'enfants ont été enlevés par la Russie et soumis·es à des abus à grande échelle. Comme toujours, les femmes, les minorités opprimées et les enfants sont également les plus touché·es par la guerre.

Nous soutenons les syndicats ukrainiens dans leur appel à la restauration des droits du travail et à une reconstruction socialement juste

qui intègre la négociation collective et rejette la déréglementation et la privatisation.

Nous soutenons également les réfugié·es ukrainien·nes et autres réfugié·es au Royaume-Uni et insistons pour que leurs droits et leur sécurité soient respectés.

Le mouvement syndical britannique est fier de son histoire de solidarité avec les victimes du fascisme et de l'agression impérialiste.

Une victoire du régime de Poutine encouragerait les forces autoritaires et d'extrême droite à l'échelle mondiale.

Nous réaffirmons donc notre soutien au droit du peuple ukrainien à déterminer son propre avenir, appelons au retrait immédiat des forces russes de tous les territoires occupés et soutenons les appels lancés par les syndicats ukrainiens au Royaume-Uni pour qu'il fournisse l'aide nécessaire afin de garantir une paix juste et durable.

Paul Nowak, General Secretary, Trades Union Congress
Andrea Egan, General Secretary, UNISON
Sharon Graham, General Secretary, Unite
Gary Smith, General Secretary, GMB
Daniel Kebede, General Secretary, NEU
Joanne Thomas, General Secretary, USDAW
Fran Heathcote, General Secretary, PCS
Jo Grady, General Secretary, UCU
Naomi Pohl, General Secretary, Musicians' Union
Dave Calfe, General Secretary, ASLEF
Chris Kitchen, General Secretary, NUM

<https://ukrainesolidaritycampaign.org/2026/02/23/unionstatement/>



L'Ukraine, malgré tout, résiste

Faustino Eguberri¹

Nous sommes entrés dans la cinquième année de guerre en Ukraine. Des conversations/négociations en cours, personne n'attend grand-chose. Comme d'habitude, jusqu'à présent, la partie ukrainienne dit qu'elle serait prête à un cessez-le-feu avec des garanties de sécurité; les Russes disent qu'un cessez-le-feu ne peut pas être instauré si les «problèmes de fond» du conflit ne sont pas discutés et la partie américaine exhorte l'Ukraine à accepter une défaite une fois pour toutes pour que ça se termine avec la Russie qui s'emparerait d'une partie du territoire ukrainien et les États-Unis, d'une partie de ses ressources. Et, bien sûr, l'Europe essaie de se faire une place et de ne pas perdre son rôle. Tout cela n'a pas l'air de changer pour l'instant.

Les Ukrainiens et les Ukrainiennes subissent l'hiver le plus rude depuis le début de l'invasion russe. Les températures glaciales ont été aggravées par les insupportables bombardements russes implacables sur les centrales qui produisent l'électricité nécessaire au chauffage, à l'eau chaude, aux pompes permettant à l'eau d'arriver dans les logements, et provoquant la

mort de civils et de militaires qui défendent leur pays... Depuis début 2026, la Russie a mené plus de 200 attaques contre les infrastructures énergétiques ukrainiennes. Si le mot Holodomor a été utilisé pour exprimer la mort de millions d'Ukrainien·nes à la suite de la famine provoquée par la politique de Staline dans les années 1930, aujourd'hui on utilise le néologisme «Kholomodor», la mort par froid. Néanmoins, toutes les enquêtes indiquent que la population ukrainienne ne flanche pas. Elle est fatiguée mais elle n'a aucune envie de capituler.

Les «problèmes de fond» de la Russie ne sont autres que ceux dérivés d'une idéologie centraliste-impérialiste qui considère l'Ukraine comme une nation artificiellement inventée par les bolcheviks: maintenant l'Ukraine doit à nouveau faire partie du «monde russe». C'est le fondement de l'invasion russe, explicité par Poutine lui-même et pour celui qui est à la tête de la délégation russe aux dernières négociations, l'un de ses idéologues les plus radicaux (en réalité, ceux qui croient que la guerre en Ukraine est une guerre occidentale contre la Russie, éliminant l'Ukraine en tant que sujet, assumant la thèse de Poutine). Certaines des mesures prises par la Russie dans les zones qu'elle contrôle indiquent qu'il ne s'agit pas seulement de discours: annexion à l'État russe des territoires conquis; déportation illégale d'enfants d'Ukraine vers la Russie; imposition de la langue russe et marginalisation de l'ukrainien; modification de la composition de la population en facilitant le transfert à l'Ukraine occupée de la population russe dans des maisons et des terres considérées comme «abandonnées» par



1. Animateur du blog <https://satorzulogorria.org> et membre du Réseau ibérique de solidarité avec l'Ukraine (RISU).

les Ukrainien·nes qui ont dû fuir. La Cour pénale internationale (celle-là même qui a émis un mandat d'arrêt contre Nétanyahou pour des motifs très similaires) a émis un mandat d'arrêt pour crimes de guerre contre Vladimir Poutine en mars 2023.

1905, 1917, 1991 : des dates qui hantent les dirigeants russes

Poutine sait qu'en 1905, la défaite de la Russie contre le Japon avait constitué l'accélérateur de la révolution russe de 1905 ; qu'en 1917, les catastrophes de l'implication de la Russie dans la Première Guerre mondiale ont provoqué la révolution de 1917 et que les dix années de guerre en Afghanistan ont été déterminantes dans l'effondrement de l'Union soviétique. Des centaines de milliers de Russes tués et blessés (certaines sources parlent de 1,2 million de victimes dont 325 000 morts, sans parler des blessés et des disparus), ainsi que les conséquences économiques et sociales de la guerre en Ukraine pour conquérir, au mieux, un territoire dévasté, voilà le bilan du régime de Poutine. Ainsi, 1905, 1917, 1991, ce sont des dates qui hantent les dirigeants russes.

Les États-Unis, qui veulent se consacrer à 100 % à leur concurrence avec la Chine, proposent des solutions qui favorisent la Russie, récompensant avec des territoires ukrainiens son action totalement contraire à la légalité internationale. Ils ignorent ainsi l'Ukraine et demandent à compenser leur aide par l'accès à l'exploitation des ressources ukrainiennes. L'autre garantie de protection de l'Ukraine serait une Union

européenne obligée à acheter de plus en plus d'armes aux États-Unis.

N'y a-t-il pas des moyens moins chers, plus démocratiques pour assurer la sécurité européenne ?

L'Europe se prépare à augmenter ses dépenses de défense de 8 milliards d'euros. Ses dirigeants essaient de nous faire croire qu'ils vont ainsi se défendre de la Russie. En 2024, alors que la Russie disposait d'un budget militaire de 149 milliards de dollars, les 27 États de l'UE ont dépensé pour la défense 368,504 milliards de dollars, un chiffre qui dépasse le budget militaire de la Chine, plus du double de celui de la Russie et qui continue de croître. Lorsque l'on sait que l'UE réunit une population qui est trois fois celle de la Russie et une économie dix fois plus forte, où vont ces 800 milliards ?

Alors que l'Europe dépense déjà plus de 60 % de son budget militaire pour acheter des armes aux États-Unis, il est très probable qu'un pourcentage similaire continuera d'engraisser les coffres de l'industrie militaire américaine. En outre, les États-Unis disposeraient d'un pion armé en Europe qui lui laisserait les mains libres dans le Pacifique.

Les carences opérationnelles des armées européennes ne sont pas dues à l'insuffisance de dépenses en armement, comme en témoigne entre autres leur incompétence si on les compare à l'armée ukrainienne. Le « complexe militaro-industriel » dénoncé par Eisenhower il y a soixante-dix ans et son influence sur la politique ne se limite pas aux seuls États-Unis : les

lobbyistes européens des armes poussent dans chaque pays à produire et à vendre leurs produits qui ne sont pas nécessairement compatibles avec ceux d'autres pays de l'UE ou de l'OTAN. Ce qu'ils veulent nous vendre au prétexte d'accroître leurs capacités de défense, c'est en fait une augmentation des profits des industries d'armement dans chacun des pays.

Mais, d'autre part, n'y a-t-il pas des moyens moins chers et, surtout, plus démocratiques pour assurer la sécurité européenne? Faut-il laisser cela entre les mains des armées et des industries militaires qui ne se sont jamais montrées préoccupées par la défense des acquis sociaux et démocratiques des peuples, bien au contraire?



La mobilisation populaire et l'imagination contre les chars

Nous avons encore en mémoire le désastre de l'invasion russe en 2022: ce ne sont pas les armées de l'OTAN ni les armes sophistiquées et très coûteuses qui l'ont arrêtée. C'est la mobilisation citoyenne munie d'armes simples et «bon marché». Avec beaucoup d'imagination. Elle a paralysé des colonnes entières de chars russes avec des drones qui coûtent mille fois moins qu'un char. Il est vrai qu'arrêter un missile qui va droit contre un hôpital ou une centrale électrique nécessite une arme sophistiquée (arme dont l'acquisition est refusée à l'Ukraine). Les armes que l'on produit et les tactiques militaires dépendent des conceptions politiques du pouvoir. Par exemple, dans le cas russe, Poutine a clairement indiqué pendant des années quelle était sa conception: les massacres de

Tchéchénie et de Syrie à ce que la Russie tente en Ukraine. C'est terrible d'imaginer le prologue que constituerait une victoire russe en Ukraine.

La Russie soumet l'Ukraine à une invasion brutale qui cherche à l'anéantir en tant que nation souveraine. Jusqu'à présent, elle n'a atteint aucun de ses objectifs en raison de la résistance du peuple ukrainien. L'Ukraine a besoin d'armes et elle a le droit de se défendre. Ceux qui possèdent ces armes font régulièrement du chantage à l'Ukraine pour en tirer des profits mesquins. Défendre le droit de l'Ukraine à exister, l'aider généreusement est la condition minimale de ce que devrait être une politique internationale démocratique.

P.S. Un autre jour, nous parlerons de la nature du gouvernement Zelensky (qui, pour avancer la discussion, n'a rien à voir avec le nazisme ou quoi que ce soit du genre). C'est un gouvernement néolibéral de droite qui gouverne un pays qui lutte pour survivre et avec une population capable de mobilisations politiques dont nous ne sommes pas capables, nous, ici.

A LIRE ÉGALEMENT

Denys Gorbach, «Les causes et les enjeux de la guerre d'agression russe».

Patrick Le Tréhondat, «L'auto-organisation de la résistance et des luttes du peuple ukrainien».

Entretiens avec Stéfanie Prezioso sur le site [Marx21](https://marx21.org).

Kholodomor

André Markowicz¹

Un nouveau mot est apparu en ukrainien et en russe – en Russie, on ne l'écrit pas, on le dit entre soi, et pas tout le monde, loin, loin, loin de là – le mot «*kholodomor*», du mot «*kholod*», qui veut dire le froid, en référence au «*golodomor*» ou «*holodomor*» (l'ukrainien ne prononce pas le g russe, ou le g russe devient h aspiré en ukrainien, comme vous voulez), – de «*holod*» – la famine – et de «*mor*» – la peste, l'épidémie mortelle –, à cette famine, génocidaire, provoquée par Staline au début des années trente, et, même s'il y a une différence d'ampleur, fondamentale, puisque l'holodomor a provoqué plusieurs millions de morts (on discute pour savoir combien de millions...), la chose a le même but : forcer une population entière à accepter un diktat ou une situation de terreur.

Dans les années 1930, il s'agissait – dans toute l'URSS, pas seulement en Ukraine (il y a eu un million de morts, pendant la même période, au Kazakhstan, pour les mêmes raisons, et avec les mêmes méthodes, méthodes reprises plus tard, avec une ampleur encore plus terrifiante, par Mao), d'obliger les paysans à accepter les kolkhozes. Ici, il s'agit de briser la volonté des gens, – de leur faire désirer la paix, – n'importe quelle paix, plutôt que cette torture par le

froid et le manque d'électricité, quand, dans la plupart des foyers de Kiev – et de je ne sais pas combien d'autres villes à travers le pays, – il n'y a plus de lumière, et il n'y a plus de chauffage, alors que la température extérieure oscille entre - 1° et - 20. Peu d'entre nous, ici, en Europe occidentale, ont éprouvé ce froid, mais il suffit de l'avoir senti par hasard (genre, je ne sais pas, la chaudière qui s'arrête, et il faut un jour pour que le chauffagiste intervienne) pour imaginer, dans le corps, ce que ça peut être. Et ce que c'est pour les personnes fragiles, – pour les vieux, pour les enfants, pour les malades, quand, à l'intérieur des immeubles (toujours, potentiellement, soumis aux bombardements), il fait en dessous de 10° voire carrément 0. Quand tout s'arrête, mais qu'il faut bien continuer de vivre, quand on ne peut pas même faire réchauffer un plat, faire bouillir de l'eau, quand, juste, on ne peut rien faire.

Le but des Russes est de faire plier l'Ukraine par le froid, parce que, par les armes, ils en sont incapables. Certes, les offensives se poursuivent, et des secteurs entiers (aujourd'hui, par exemple, la région de Liman, est en très très grand danger), mais non seulement l'armée ukrainienne résiste pied à pied, j'allais dire mètre à mètre, avec une obstination, une rage, un courage inouï, mais, au contraire, elle arrive à faire reculer les Russes sur un certain nombre de directions et ni Pokrovsk ni Koupiansk ne sont tombées. Les morts russes s'accumulent toujours plus : les pertes sont, en moyenne, d'après les chiffres que j'arrive à glaner, aujourd'hui, supérieures à 1 200 morts et blessés par jour, sur l'ensemble du front, ce qui est proprement

1. André Markowicz est rennais, poète et traducteur.

inouï, parce qu'il n'existe plus, et depuis très longtemps, d'engagements massifs, – les avancées, les attaques, se font, au maximum, à quatre-cinq. Imaginez le nombre d'attaques qu'il faut, tous les jours, pour parvenir à ce chiffre – cela, en soi, dit ce que c'est que cette guerre. Des attaques, donc, dans le froid et la neige, dont le but n'est pas du tout les attaques elles-mêmes, mais simplement celui de passer du temps. Simplement ça – de continuer d'accumuler les jours, parce que la victoire ne se jouera pas du tout sur le front, sauf effondrement des uns ou des autres, mais à l'arrière, à cause de la situation économique, et au-dessus, à cause des manœuvres politiques. Ces morts, ces blessés – ces mutilés, par centaines – ne servent qu'à cela, à faire durer le temps.



Force est d'admettre que ni cette pression constante sur le front, ni les crimes de guerre massifs contre la population civile avec les bombardements des infrastructures de base ne parviennent à leur but. La détermination des gens ne faiblit pas, au contraire. C'est, on peut le dire, malgré toutes les dissensions intérieures, – des dissensions qui ont toujours existé – la population tout entière qui est aujourd'hui en guerre. Alors même qu'il pouvait exister en Ukraine, loin du front, des secteurs où l'on pouvait imaginer que la vie civile, la vie quotidienne, continuaient comme d'habitude, Poutine, comme en tout ce qu'il a entrepris avec l'Ukraine, a obtenu l'effet contraire de ce qu'il cherchait: le «*kholodomor*» a uni les gens, dans le pays entier, malgré la fatigue indicible des quatre ans, bientôt, de guerre, malgré l'épuisement. De toute façon,



il faut bien continuer à vivre – et donc, il faut bien résister.

Il faut bien continuer, parce que les exigences russes pour les négociations ne s'arrêtent pas à l'annexion du Donbass et de la province de Louhansk. Tous les officiels russes le répètent: cela, le retrait total des forces ukrainiennes du Donbass, c'est juste la première exigence, mais elle est inséparable du reste. Non seulement l'Ukraine est censée abandonner les quelques centaines de milliers de gens qui vivent encore dans les régions non occupées, mais la zone tampon implique l'abandon de la ville de Kharkov et la réduction de l'Ukraine à une espèce d'enclave sans aucune de ses provinces traditionnellement russophones (monstruosité supplémentaire de la guerre, quand on pense qu'avant février 2022, Kiev était majoritairement russophone), et ce n'est pas tout: il s'agit de démilitariser ce qui restera non occupé directement par la Russie, et de contrôler les nouvelles élections, – c'est-à-dire qu'il faut que l'Ukraine, non occupée, ne soit plus «russophobe». Ces

objectifs ont été énoncés par Poutine en février 2022, et ils n'ont jamais bougé, et je ne comprends pas (ou, plutôt, je comprends très bien) pourquoi on fait comme si quelque chose avait évolué dans la position russe, comme si quelque chose pouvait faire penser qu'il était possible de négocier. Il n'y a rien à négocier. Il n'y a rien à négocier parce que la reddition impliquera la terreur de masse, à cause de l'objectif final, annoncé, lui aussi, dès le début: ce que Poutine a appelé la «dénazification», c'est-à-dire l'éradication de toute pensée d'indépendance, de toute velléité de non-russification dans l'ensemble de la population, et ce n'est pas un hasard si Medvedev a expliqué que la langue ukrainienne n'existait pas, qu'elle n'était qu'un «jargon imbécile». Les Russes n'oublient pas la «doctrine Serguïtsev» (même si Timoféï Serguïtsev lui-même semble avoir disparu de la circulation).

Mais si l'Ukraine résiste, si, elle aussi, elle joue sur le temps, si des centaines d'Ukrainiens meurent tous les jours, ce n'est pas seulement pour ne pas disparaître, c'est parce que le temps joue aussi contre la Russie, et que, de jour en jour, de mois en mois, plutôt, la situation économique se dégrade à l'intérieur du pays, non seulement pour les finances publiques – et le déficit russe, techniquement moins important que celui des pays occidentaux, est autrement plus terrible à cause des taux d'emprunts – mais de la situation des gens. Là, cependant, est la différence: la crise est générale, pas seulement en Russie. Mais alors que l'Occident s'épuise à aider l'Ukraine et ne peut pas faire davantage – enfin, bien sûr qu'il peut, qu'il doit et qu'il pourrait,

mais... – simplement parce que les opinions publiques s'y refusent et que les élections sont là (pourtant le Portugal vient d'élire un socialiste, et pas un fasciste), – Poutine, lui, avec son régime de terreur, peut ne pas se soucier d'une éventuelle explosion sociale, et ce, d'autant plus que la misère est telle dans les provinces qu'elle est, en elle-même, une garantie de la tranquillité du pouvoir. Les gens, en dehors des grandes villes, sont à la limite de la survie, et, à la limite de la survie, tu ne penses pas à la révolte (de toute façon impossible à cause de l'appareil répressif), mais à survivre.

Plus que tout, Poutine compte sur Trump, sur la pression américaine, – l'exigence d'élections en Ukraine – pour l'instant sans aucune garantie de sécurité, sans aucune clarté sur la composition du corps électoral et sur les territoires concernés. Ces questions-là seront, non pas réglées, mais, disons, discutées, dans les semaines à venir. En attendant, le froid est toujours là, les gens résistent, inventent des moyens nouveaux d'avoir de l'énergie (sujet, j'espère, d'une prochaine chronique), ils continuent de vivre, et donc, par ce fait même, de lutter. Cette force, passionnée, résignée, obtuse, elle est une lumière dans la nuit qui nous entoure.

Libérez les travailleurs de la centrale nucléaire de Zaporijjia

Les forces russes ont attaqué la centrale nucléaire de Zaporizjijia, la plus grande d'Ukraine (et d'Europe), puis s'en sont emparées. Depuis mars 2022, elles ont enlevé, torturé et emprisonné de nombreux employés de la centrale ainsi que d'autres civils qui vivaient dans la ville voisine d'Enerhodar. Aujourd'hui, beaucoup d'entre eux sont toujours en prison.



Leurs familles veulent simplement qu'ils rentrent chez eux.

C'est pourquoi elles se rendront à Vienne la semaine prochaine pour rencontrer le directeur général Rafael Grossi, qui dirige l'Agence internationale de l'énergie atomique. Il est très impliqué dans les discussions sur le sort de Zaporijjia, mais jusqu'à présent, il n'a pas publiquement insisté pour que les travailleurs soient libérés.

Nous pouvons contribuer à changer cela en envoyant les familles des travailleurs à leur réunion, soutenues par un appel mondial massif. M. Grossi brigue le poste de prochain secrétaire général des Nations unies, et cela lui donnera l'occasion d'éviter les critiques et de renforcer sa réputation de négociateur et de pacificateur.

Signez dès maintenant et les familles transmettront directement nos voix à M. Grossi à Vienne !

Pour signer la pétition, cliquer [ici](#)

BOÎTE
ALERTE

Danser, témoigner, résister

Sophie Bouchet-Petersen¹

Du 9 au 19 mars 2026, six danseurs et danseuses de l'Opéra national de Kyiv sont accueilli-es à l'Opéra de Lyon : venez les rencontrer et échanger avec eux !

Cette résidence de dix jours, ponctuée de répétitions partagées, de rencontres, de débats et de performances, est un projet né en juin 2025 lorsqu'une délégation d'Ukraine CombArt s'est rendue à Kyiv à l'invitation du Festival international du film documentaire et des droits humains DocuDays.

Grâce aux contacts de longue date de l'une d'entre nous, Marianne Babich, avec l'Opéra national de Kyiv, notre chorégraphe et danseuse Dominique Rebaud a été conviée à donner une

master class de danse contemporaine au corps de ballet de l'Opéra ukrainien.

Nous avons à cette occasion fait connaissance puis assisté à leur classe et à une répétition du ballet *La fille mal gardée*, transmise par le maître de ballet français Jean-Christophe Lesage.

Nous avons alors pris la mesure du terrible quotidien de ces artistes mais aussi de l'énergie qui les porte et de leur désir ardent de continuer à créer.

De cette journée de partage intense dans une ville ciblée par les missiles et les drones est née l'idée de prolonger en France ce que nous avons vécu ce jour-là à l'Opéra de Kyiv : l'enchantement de l'échange des pratiques artistiques et des cultures. Nous avons voulu donner à de jeunes danseurs et danseuses de France et d'Ukraine le temps de se connaître, de travailler ensemble et de créer ce que l'un d'entre eux a appelé «des danses pour l'avenir». Nous voulons aussi que ces dix jours loin des bombardements meurtriers qui visent quotidiennement les infrastructures énergétiques et les populations civiles soient, pour celles et ceux que nous convions à Lyon, un moment de répit et de respiration inscrit dans une solidarité franco-ukrainienne au long cours.

«*Danser, c'est lutter contre tout ce qui retient, tout ce qui enfonce, tout ce qui pèse et alourdit, c'est découvrir avec son corps l'essence, l'âme de la vie, c'est entrer en contact physique avec la liberté*», disait jadis Jean-Louis Barrault, homme de théâtre. En temps de paix et plus encore en temps de guerre.



1. Sophie Bouchet-Petersen est secrétaire générale d'Ukraine CombArt et membre du Comité français du RESU.

Les arts et les armes

Certain-es font *de leur art une arme* et, malgré le feu qui s'abat nuit et jour sur l'Ukraine, le lancent tel un jet de vie à la face de la mort omniprésente.

D'autres, hommes et femmes, ont *choisi de prendre les armes* et combattent dans les forces armées ukrainiennes. De nombreux artistes de toutes disciplines ont payé de leur vie leur engagement pour la défense de leur pays et sont morts sur le front. Parmi eux, des danseurs comme Artem Datsychny, soliste multiprimé et combattant volontaire à Kyiv, tué le 17 mars 2022, ou le danseur étoile Oleksandr Shapoval devenu, sous l'uniforme, expert en lance-grenades, mort le 13 septembre 2022.

D'autres encore résistent par la danse et par les armes, comme Stanislav Kkrinnik, danseur vedette du Ballet d'Odessa et fabricant, le jour, d'équipements pour l'armée ukrainienne, ou Oleh Tokar, régisseur du ballet de l'Opéra de Kyiv et membre de la Défense territoriale (avec lequel nous serons en visio Kyiv-Lyon le 17 mars : cf. programme ci-après).

La délégation de l'Opéra de Kyiv qui sera à Lyon en mars prochain

Ils et elles s'appellent : Veronika Khlopetska, Daria Kostina, Sofiia Kuchmii, Oleksii Nesterov, Volodymyr Talaiko, Yelyzaveta Voitenko.

Mardi 17 mars : projection-débat au cinéma Lumière Terreaux

Différentes rencontres avec des chorégraphes et danseurs-danseuses sont prévues, notamment à l'occasion du spectacle de



Mounia Nassangar à la Maison de la danse à Lyon (14 mars) et avec la compagnie Maguy Marin au Centre d'art Ramdam (19 mars).

Mardi 17 mars à 20 h 30 : projection-débat du film *The Sky Was on Fire: Ballet and War in Ukraine*, de Jonathan Maricle et Joan Finn Atkinson

au cinéma Lumière Terreaux, 40, rue du Président-Édouard-Herriot, 69001 Lyon (04 78 98 74 52)



Ce film réalisé en 2025 suit les artistes du ballet de l'Opéra national d'Ukraine ainsi que leur régisseur, Oleh Tokar, engagé dans la Défense territoriale dès le déclenchement de l'invasion à grande échelle de février 2022. Il questionne la place de l'art et des artistes en période de guerre.

Cette projection sera suivie d'un débat en présence d'Alfred Hagen, producteur du film, et

avec Oleh Tokar, en visio depuis Kyiv, ainsi que de témoignages et de performances des danseurs et danseuses venues de Kyiv.

Venez nombreux·euses y participer !

Réservations sur le site du cinéma et billets vendus sur place dans la limite des places disponibles.

Merci à vous qui rendez ce voyage et ce séjour possibles !

Merci aux donateurs et donatrices, petits et grands, ainsi qu'à tous nos partenaires et ami·es pour leur engagement !

À Cédric Andrieux, directeur de l'Opéra national de Lyon, qui offre cette magnifique résidence en immersion au sein du ballet qu'il dirige, et à l'Opéra national de Kyiv pour son implication immédiate. Les danseurs et danseuses ukrainien·nes y suivront la classe quotidienne du Ballet de l'Opéra de Lyon, donnée la première semaine par Cyril Baldy et la deuxième semaine par Sofiane Silve, tous deux professeurs invités. Ils et elles assisteront aux répétitions des productions en cours : *Enemy in the Figure*, de William Forsythe, et *Grey Area*, de David Dawson.

Merci à l'ambassade d'Ukraine en France ainsi qu'à l'Institut français et l'Institut ukrainien de Paris qui ont accordé à cette manifestation le label de la saison culturelle «Le Voyage en Ukraine» et l'ont inscrite dans sa programmation.

À La Poste et à la mairie du 1^{er} arrondissement de Lyon qui ont très vite et très généreusement apporté leur soutien.

À Brigitte Lefèvre, ancienne danseuse, chorégraphe et directrice de la Danse de l'Opéra de Paris, pour sa réactivité solidaire.

À Betty Dodet qui, avec ses ami·es et voisin·es, offre l'hospitalité à toute la délégation venue de Kyiv et à l'équipe d'Ukraine CombArt.

À Jacques Pélissier, de Juste Doc, pour ses bons conseils et son aide.

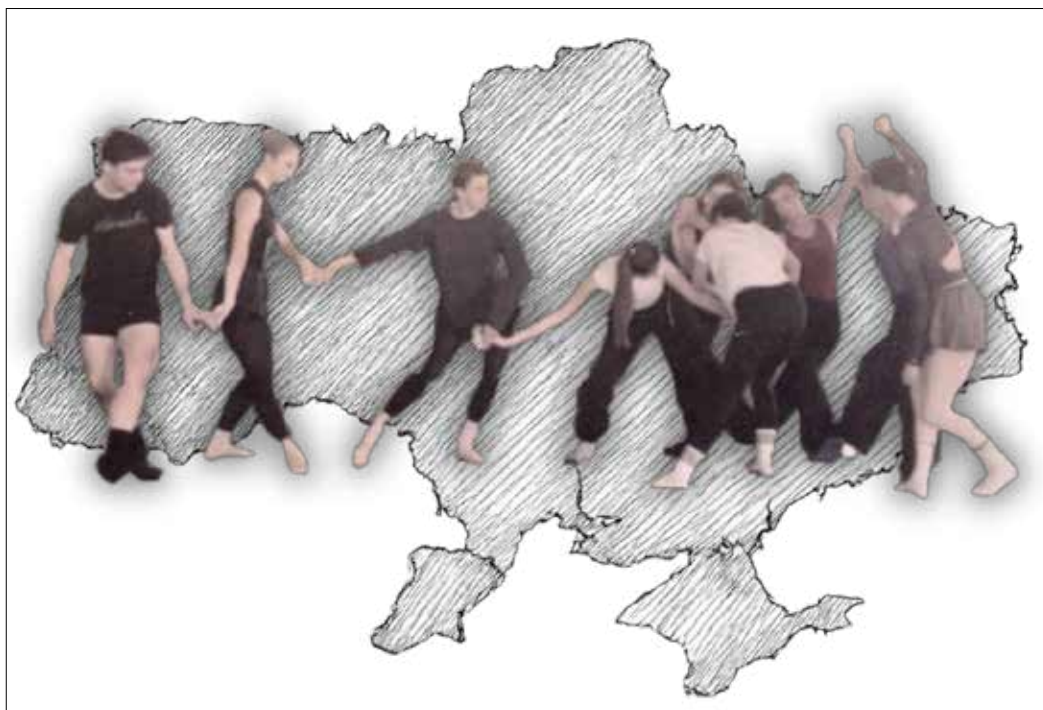
Et, bien sûr, au comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU) ainsi qu'aux associations Collectif 69 de soutien au peuple ukrainien et Lyon Ukraine, très mobilisées pour faire de ces dix jours un temps fort de solidarité avec la résistance, civile et

militaire, de l'Ukraine, de découverte de sa culture et de ses talents.

L'Ukraine, en défendant sa liberté et sa souveraineté contre les troupes d'invasion de la dictature poutinienne, défend aussi notre sécurité.

À nous, Français et Européens, de faire notre part du chemin en restant à ses côtés, en faisant connaître et aimer sa culture, en l'armant pour l'aider à vaincre.

Slava Ukraïni !



Des écrivains combattants

Vladimir Claude Fišera

Les **Éditions Bleu et Jaune** (couleurs du drapeau ukrainien), récemment créées à Paris, ont publié en octobre 2025 deux ouvrages écrits dans la guerre par des combattants, comme nous avons eu en France la notion d'«écrivains combattants» pendant et après la guerre de 1914-1918.



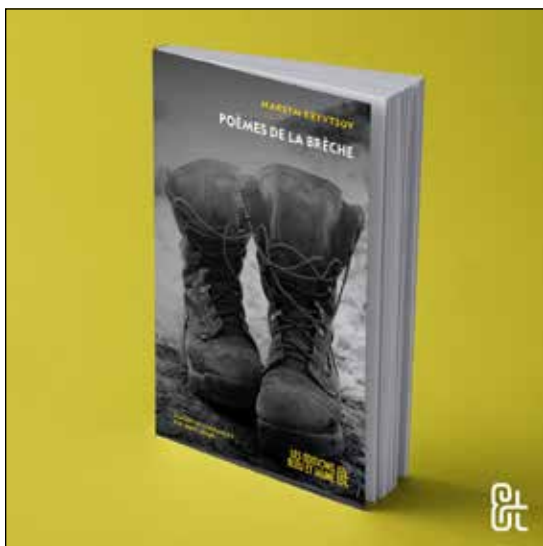
Le premier et le plus important en volume, 200 pages, est de Maksym Kryvtsov (1990-2024) dont nous avons traduit un poème dans le n° 148, 2025 des *Lettres normandes*. Saluons son talent et sa mémoire d'autant qu'il a été tué au front par une attaque d'artillerie russe près de Kharkiv, alors qu'il a combattu comme volontaire dès 2014 dans le Donbass avant de se réengager en 2022. Designer et photographe d'art, son unique recueil, traduit ici en français par Nikol Dziub, est paru en 2023 en ukrainien avec ses photographies de guerre et a connu un grand succès comme d'autres textes de lui adaptés en chansons.

Ses textes évoquent la littérature beatnik, Jack Kerouac surtout mais aussi les Rolling Stones et Andy Warhol (qui était d'origine ruthène ukrainien). Il évoque les civils et les conscrits assassinés, les anonymes surtout, comme cette pauvre dame de 54 ans fauchée par une mitrailleuse à

Boutcha, tuée «sur son vélo / comme la nuit tue le jour, comme l'automne tue l'été, crucifiée par une rafale» enterrée sous une croix où il est dit qu'«ici repose le numéro 451 à jamais dans nos mémoires». Chiffres qu'on apprend à compter comme «on compte jusqu'à cent pour trouver le sommeil».

Reportages du «golgotha» qu'on ne peut pas, qu'il ne faut pas oublier quand le mort saisit le vif, civils et animaux en premier. Et Maksym note et note, photographie en noir et blanc, en gris surtout, et consigne ses reportages poétiques qui maintiennent le fil de l'espérance et de l'amour en plein combat, au plus près de l'apocalypse alors que ses «rêves se cachent dans les tranchées [...] où flâne le Tout-Puissant [...] et où les gars marchent / lentement / farcis de blessures.»

Le second ouvrage vient aussi d'un recueil dont nous avons traduit deux extraits dans un autre numéro des *Lettres normandes*, le numéro 147. Il s'agit de celui d'Artur Dron', recueil intitulé *Nous étions là*, 110 pages, excellemment traduit à nouveau par Nikol Dziub. Artur Dron', né en 2000, au visage d'enfant, vient de la région d'Ivano-Frankivsk, à l'ouest du pays. Il a fait des études de journalisme à Lviv où il a travaillé dans une maison d'édition. Volontaire dans l'armée dès l'invasion russe de 2022, il a combattu dans le Donetsk, à Zaporijjia et à Kharkiv. En 2024, il a été gravement blessé par des éclats d'obus qui ont tué deux de ses camarades. Il a subi de nombreuses opérations et greffes et des soins psychologiques. Retourné au front, il a été démobilisé en juillet dernier en tant que vétéran et invalide de guerre. Il est l'auteur de



deux recueils dont *Nous étions là* (2023) qui est désormais traduit en français et dans d'autres langues.

Aujourd'hui, écrit-il d'entrée de jeu, «seuls tombent / la neige et les soldats / les soldats tombent / les enfants grandissent.», enfants dont les courts messages, textes et dessins de nounours et de petits cœurs, envoyés aux soldats sont reproduits en pleine page tout au long du recueil. Mais, au front, on résiste : «Ne nous laissons pas intimider par les kalachnikovs. / Où sommes-nous ? / Chez nous.» Et donc, «ici les vivants / ne trembleront pas. / Les morts / ne mourront pas.» Et quand le convoi de soldats les emporte vers l'Est, «deux filles [...] ont posé la main sur leur cœur. / C'est à ce moment-là que j'ai tout compris.»

Et pourtant, des milliers de civils ont été tués à Izium dans l'Est du pays occupé d'avril

à septembre 2022 par les Russes. Dans son poème intitulé *La communion d'Izium*, Dron' présente ces victimes à Dieu comme on se présente «corps brisé pour vous» pendant la liturgie mais là il n'y aura pas de pardon des péchés. Il s'adresse à Dieu : «Nous sommes ton plus jeune fils, / celui qui ne pardonnera / à personne.» Et les camarades morts mitraillés restent vivants : ils «passent / dans les vivants» par les poèmes aussi qu'on échangeera comme on le fait avec les pains de la communion (prosphores) ou des cigarettes.

Et dans sa postface l'auteur annonce que tous les bénéfices de la vente de ce recueil iront à un fonds d'aide aux enfants touchés par la guerre.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et du Bélarus glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous



le pouvoir des *samizdats* et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne. Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne), M. Éditeur (Montréal) et Massari Editore (Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris) et *Utopia Rossa* (Rome), les sites *À l'encontre* (Lausanne), *Trasversales* (Madrid) et *Europe solidaire sans frontières*, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue *Alternatives Sud*, ainsi que le blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes : « Crosse en l'air ».